

COMMUNAUTÉ D'AGGLOMÉRATION
VENTOUX - COMTAT VENAISSIN
Hôtel de la Communauté
1171 Avenue du Mont Ventoux
CS 30085
84203 CARPENTRAS Cedex
Tél. 04.90.67.10.13 - Fax.04.90.60.59.09

DÉCISIONS

2^{ème} SEMESTRE 2018

RECUEIL DES ACTES ADMINISTRATIFS

ANNÉE 2018 – 2^{ème} semestre

TABLE DES MATIÈRES DES D É C I S I O N S

N°	Objet	Date de création	Date visa Préfecture
2018-48	Convention de mandat entre la CoVe et la SPL Ventoux Provence pour l'encaissement des recettes des animations patrimoniales	02/07/18	11/07/2018
2018-49	Demande de subvention auprès de la DRAC pour 2018 dans le cadre de la convention Pays d'art et d'histoire	04/07/18	06/07/2018
2018-50	Déclaration préalable concernant la création d'un abri pour espèces protégées sur la ZA du Piol	25/07/18	06/08/2018
2018-51	Demande de subvention dans le cadre de l'appel à projets 2018 CLAS	20/07/18	26/07/2018
2018-52	Demande de subvention auprès du département de Vaucluse pour l'élaboration du Plan Climat Air Energie Territorial	25/07/18	30/07/2018
2018-53	Demande de subvention auprès de la Région Sud PACA et du Département de Vaucluse pour une étude pré-opérationnelle relative à la diversification des activités des stations du Mont Ventoux et leur portage juridique	27/07/18	30/07/2018
2018-54	Convention d'occupation pour le compte de l'état : prise en charge du logement des renforts estivaux de gendarmerie nationale	01/08/18	3/08/2018
2018-55	Demande de subvention auprès du Département de Vaucluse pour la requalification de l'espace économique du Piol 1	07/08/18	16/08/18
2018-56	Convention de mise à disposition AMO entre la CoVe et la Commune de Beaumes de Venise pour la conduite des opérations de travaux de réalisation d'une bibliothèque et d'un office de tourisme au sein de la maison des dentelles	09/08/18	17/08/2018
2018-57	Convention d'occupation du domaine privé de la CoVe avec la société Amiel Travaux Publics	16/08/18	17/08/2018
2018-58	Convention d'occupation du domaine privé de la CoVe avec l'association « Brégoux compétition »	16/08/18	17/08/2018
2018-59	convention de mise à disposition partielle de service d'assistance à maîtrise d'ouvrage de la communauté d'agglomération Ventoux Comtat Venaissin avec la commune de Bédoin, pour la conduite de l'opération travaux de mise en valeur de la villa des Bruns	16/08/18	17/08/2018
2018-60	convention de mise à disposition partielle de différents services de la CoVe auprès du syndicat mixte Comtat Ventoux	16/08/18	17/08/2018
2018-61	Demande de subvention auprès de l'ANAH pour le suivi-animation de l'OPAH multisites (n°2) 2018-2021	22/08/18	22/08/2018
2018-62	Convention de mise à disposition AMO entre la CoVe et la Commune d Aubignan pour la conduite de l'opération création d'un DOJO – phase des études	20/09/2018	25/10/2018
2018-63	Cession immobilière aux fins de développement économique : signature de l'acte de vente des parcelles cadastrées section BK1011 et BK1055 à Carpentras à la sci o'mana pour le compte de la sarl avalanche fleurs	20/09/2018	20/09/2018
2018-64	Convention de mise à disposition AMO entre la CoVe et la Commune de la Roque sur Pernes pour la reconstruction du mur de soutènement, l'aménagement et la réfection du parking de la salle des olivades	20/09/2018	24/09/2018
2018-65	Demande de permis de construire pour l'implantation de deux modulaires sur l'Hôtel de communauté	20/09/2018	24/09/2018
2018-66	Permis de construire pour la réhabilitation d'un local commercial 9B rue Colbert à Carpentras	20/09/2018	24/09/2018
2018-67	Signature du contrat de bail de l'ensemble immobilier, parcelle cadastrée section CL numéro 3 à Carpentras	20/09/2018	20/09/2018
2018-68	Convention particulière de mise à disposition partielle du service des systèmes d'information et des télécommunications de la CoVe auprès de la commune de Loriol-du-Comtat	3/10/2018	4/10/2018
2018-69	Modification de la régie de recettes de l'aérodrome intercommunal	15/10/2018	24/10/2018
2018-70	Marché-Gare de Carpentras - Convention de mise à disposition de la halle florale	10/10/2018	10/10/2018

N°	Objet	Date de création	Date visa Préfecture
2018-71	Mise à disposition de parcelle dans le rucher de la CoVe pour l'accueil de ruches gérées par les élèves de la section SEGPA du collège Raspail	16/10/18	31/10/2018
2018-72	Déclaration préalable de travaux pour la transformation d'un local électrique en un sanitaire pour le personnel des transports urbains	25/10/18	31/10/2018
2018-73	cession immobilière aux fins de développement économique : signature de l'acte de vente des parcelles cadastrées section B802 et B962 sur le site de la gare d'Aubignan-Loriol sur la commune de Loriol-du-Comtat	25/10/18	25/10/2018
2018-74	Convention de mise à disposition AMO entre la CoVe et la Commune de Le Barroux pour la conduite de l'opération Rochers d'escalades et vestiaires	30/10/18	31/10/2018
2018-75	Convention de mise à disposition AMO entre la CoVe et la Commune Venasque pour la conduite des opérations d'études et de travaux de mise aux normes PMR de l'école	6/11/18	13/11/2018
2018-76	Cession immobilière aux fins de développement économique : signature de l'acte de vente des parcelles cadastrées section BI 278 ; 276 ; 279 ; 280 ; 282 ; 287 à Carpentras à la SAS Un Air d'Ici	16/11/18	19/11/2018
2018-77	Cession immobilière aux fins de développement économique : signature de l'acte de vente des parcelles cadastrées section BK 1027 et BK 1025 ; 1026 ; 1028 ; 1029 à Carpentras à CMCIC LEASE et BPI France financement au profit d'Ateliers Bio de Provence	16/11/18	16/11/2018
2018-78	Mise à disposition d'un local au bénéfice de l'association de l'amicale des parents d'élèves de l'école intercommunale de Crillon le Brave-Modène-Saint Pierre de Vassols.	19/11/18	20/11/2018
2018-79	Réalisation d'un emprunt de 96 000€ auprès du Crédit Mutuel Dauphiné-Vivarais pour financer le programme d'investissement 2018 du budget annexe « Camping le Brégoux »	30/11/18	30/11/18
2018-80	Convention de mise à disposition partielle du service des systèmes d'information et des télécommunications de la CoVe auprès de la commune de Le Barroux pour les années 2016 et 2017	30/11/18	30/11/18
2018-81	Convention de mise à disposition partielle du service des systèmes d'information et des télécommunications de la CoVe auprès de la commune de Beaumes de Venise pour les années 2016 et 2017	30/11/18	30/11/18
2018-82	Convention de mise à disposition partielle du service des systèmes d'information et des télécommunications de la CoVe auprès de la commune de Caromb pour les années 2016 et 2017	30/11/18	30/11/18
2018-83	Convention de mise à disposition partielle du service des systèmes d'information et des télécommunications de la CoVe auprès de la commune de Flassan pour les années 2016 et 2017	30/11/18	30/11/18
2018-84	Convention de mise à disposition partielle du service des systèmes d'information et des télécommunications de la CoVe auprès de la commune de La Roque sur Pernes pour les années 2016 et 2017	30/11/18	30/11/18
2018-85	Convention de mise à disposition partielle du service des systèmes d'information et des télécommunications de la CoVe auprès de la commune de Sarrians pour les années 2016 et 2017	30/11/18	30/11/18
2018-86	Convention de mise à disposition partielle du service des systèmes d'information et des télécommunications de la CoVe auprès de la commune de Venasque pour les années 2016 et 2017	30/11/18	30/11/18
2018-87	Convention de mise à disposition partielle du service des systèmes d'information et des télécommunications de la CoVe auprès de la commune de St Pierre de Vassols pour l'année 2016	30/11/18	30/11/18
2018-88	Régularisation des emprises après travaux du PEM auprès de SNCF réseau – cession de la parcelle CK 726 à Carpentras	11/12/18	18/12/18
2018-89	Acquisition des parcelles cadastrées section C n°1308 et 1310 à Caromb	11/12/18	18/12/18
2018-90	Déclaration préalable de travaux pour remplacement des bacs aciers de la couverture du bâtiment propulseur au marché gare	12/12/18	18/12/18
2018-91	Demande de subvention pour une étude de faisabilité du développement de la production d'électricité photovoltaïque sur le territoire de la CoVe, dans le cadre de l'élaboration de son Plan Climat Air Energie Territorial (PCAET)	13/12/18	18/12/18
2018-92	Permis d'aménager pour la réalisation de l'espace économique du PIOL sur la commune de Mazan	21/12/18	26/12/18

**République Française
Département de Vaucluse
Communauté d'agglomération Ventoux Comtat Venaissin**

Extrait du registre des décisions du Président

Décision n° 2018-48

Objet : Convention de mandat entre la CoVe et la SPL Ventoux-Provence pour l'encaissement des recettes des animations patrimoniales

Le président de la communauté d'agglomération Ventoux-Comtat Venaissin,

Vu le décret n°2012-1246 du 7 novembre 2012 relatif à la gestion budgétaire et comptable publique ;

Vu le décret n° 2015-1670 du 14 décembre 2015 portant dispositions relatives aux mandats confiés par les collectivités territoriales et leurs établissements publics en application des articles L.1611-7 et L.1611-7-1 du code général des collectivités territoriales, et notamment l'article D. 1611-32-9 ;

Vu l'instruction du 09 février 2017 relative aux mandats passés par les collectivités territoriales, leurs établissements publics et leurs groupements destinés à l'exécution de certaines de leurs recettes et de leurs dépenses ;

Vu la délibération du Conseil de Communauté n° 30-18 du 05 février 2018 portant délégation d'attributions au Président dont la passation et l'exécution des marchés ;

Vu l'arrêté n° 2014-1297 du 24 novembre 2014 portant délégation de signature à Monsieur Laurent Marteau, directeur général des services de la CoVe ;

Considérant l'intérêt de recourir à un mandataire pour faciliter et simplifier les opérations de réservation et d'encaissement des animations patrimoniales organisées par le service culture et patrimoine de la CoVe ;

Vu les missions réalisées par la Société Publique Locale Ventoux-Provence et son positionnement sur le territoire ;

Vu le projet de convention de mandat établi entre la CoVe et la SPL Ventoux-Provence qui a été soumis à l'avis préalable du comptable public assignataire ;

Vu l'avis conforme du comptable public assignataire en date du 02 juillet 2018 ;

Décide

Article 1 : D'approuver et de signer avec la Société Publique Locale Ventoux-Provence la convention de mandat portant sur l'encaissement des recettes des animations patrimoniales organisées par le service culture et patrimoine de la CoVe.

Article 2 : Le Directeur Général des Services de la Communauté d'Agglomération Ventoux Comtat Venaissin est chargé de l'exécution de la présente décision.

Transmis en Préfecture le :

11 JUL 2018

Publication par affichage le :

11 JUL 2018

Exécutoire le :

11 JUL 2018

Fait à Carpentras, le 2 juillet 2018
Pour le Président et par délégation,
Le directeur général des services,

Laurent Marteau



En application de l'article R.421-1 du Code de la Justice Administrative, la présente délibération peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le Tribunal administratif de Nîmes (16 avenue Feuchères -CS 88010 - 30 941 Nîmes CEDEX 09 - Tél.: 04 66 27 37 00 - Fax: 04 66 36 27 86 - greffe.ta-nîmes@juradm.fr) dans un délai de deux mois à compter de la date de sa publication par voie d'affichage et de sa réception par le représentant de l'Etat.

Nomenclature : 1.3 Commande Publique – Conventions de mandat

Acquitté en PREFECTURE le: 11/07/2018



CONVENTION DE MANDAT

ENTRE

**LA COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION VENTOUX
COMTAT VENAISSIN**

Et

**LA SOCIETE PUBLIQUE LOCALE VENTOUX-
PROVENCE**

Encaissement des recettes des animations patrimoniales

Convention

entre

la Communauté d'Agglomération Ventoux-Comtat Venaissin (CoVe), représentée par son vice-président en exercice délégué à la culture et au patrimoine, agissant en vertu de l'arrêté de délégation de fonction et de signature n° 2014/591 du 29/04/2014 et de la décision n° XXX du XXX ; ci-après désignée « la CoVe » ;
d'une part,

et

la Société Publique Locale (SPL) Ventoux-Provence, représentée par son président-directeur général en exercice, élu lors du conseil d'administration du XXX ; ci-après désignée « la SPL » ;
d'autre part.

Il a été convenu et arrêté ce qui suit :

Préambule

Grâce à son réseau de bureaux d'information touristique implantés sur tout le territoire, la SPL est idéalement positionnée pour faciliter les opérations de réservation et d'encaissement des animations patrimoniales organisées par le service culture et patrimoine de la CoVe (en particulier les Visites en Scène, Balades en Scène, Conférences en Scène et ateliers de pratiques artistiques et techniques...), comme le faisaient précédemment les offices de tourisme associatifs ou communaux, avant la création de la SPL.

Le comptable public de la CoVe a donné un avis favorable à ce projet de convention de mandat, en date du 02 juillet 2018.

Article 1 : Objet de la convention

Cette convention a pour objet de définir les missions confiées à la SPL en matière de réservation d'animations patrimoniales de la CoVe et d'encaissement des recettes afférentes, ainsi que les modalités associées. Cette convention s'inscrit dans le cadre des conventions de mandat prévues aux articles L 1611-7 et L 1611-7-1, et D 1611-32-1 à D 1611-32-9 du Code Général des Collectivités Territoriales.

Article 2 : Nature des missions et des opérations sur lesquelles porte le mandat

La SPL est chargée de procéder aux réservations des animations patrimoniales organisées par la CoVe, pour des usagers qui se présentent dans un des bureaux d'information touristique de la SPL, ou par téléphone ou éventuellement par le site internet de la SPL. Une fois la réservation enregistrée, la SPL sera habilitée à encaisser le produit correspondant à la vente de cette animation, en application du tarif voté par la CoVe.

Avant chaque animation, et au plus tard une heure avant le début de l'animation, la SPL communique à la CoVe (à l'intention du service culture et patrimoine avec copie au médiateur du patrimoine) la liste détaillée des réservations ayant fait l'objet d'un paiement et celles ayant fait l'objet d'une simple réservation et restant à encaisser.

Article 3 : Durée

La convention démarrera à la date de signature entre les parties et se terminera à la date du 31 décembre 2020, date de la fin de la convention d'objectifs signée entre la CoVe et la SPL.

Il pourra être mis fin de manière anticipée à la convention sur demande de l'une ou l'autre des parties, sous réserve de respect d'un préavis de six mois. La fin anticipée ne donne droit à aucune indemnisation au bénéfice de la partie qui n'est pas à l'origine de la demande.

Article 4 : Les pouvoirs de l'organisme mandataire

La SPL, mandataire de la CoVe, aura pouvoir pour encaisser à l'amiable les recettes de ces animations patrimoniales en espèces, chèques, chèque vacances, carte bancaire et virement. Seul le paiement effectif de l'animation validera définitivement la réservation par l'utilisateur (y compris pour le cas où l'utilisateur paie le prix de l'animation sur place, juste avant le début de l'animation) La SPL ne devra pas procéder à du recouvrement différé et/ou contentieux, sauf en cas de chèque impayé, dont le constat serait effectué après participation de l'utilisateur à l'animation. Il appartiendra dans ce cas à la SPL de solliciter l'utilisateur afin qu'il procède à nouveau au paiement. En l'absence de nouveau paiement dans un délai d'un mois, la SPL transmettra à la CoVe les coordonnées de l'utilisateur ainsi que les éléments de facturation, afin que la CoVe procède à l'émission d'un titre de recettes.

Par ailleurs, en cas d'annulation de l'animation par l'organisateur pour quelque cause que ce soit, la SPL devra procéder au remboursement des sommes qu'elle aura encaissées, auprès des usagers.

Il est précisé que la SPL, sur tous les documents qu'elle sera amenée à établir dans le cadre de cette convention, fera figurer la dénomination de la CoVe et l'indication qu'elle agit sur mandat de cette dernière par la mention « au nom et pour le compte de la CoVe ».

Article 5 : Fonds de caisse

Afin d'être en capacité d'effectuer les remboursements des recettes encaissées à tort, un fonds de caisse permanent dont le plafond est fixé à 200 € est institué. Ce montant, alimenté par les recettes encaissées, pourra être conservé par la SPL pendant toute la durée de la convention.

Article 6 : Rémunération du mandataire

En contrepartie des missions confiées par la CoVe à la SPL, celle-ci percevra une rémunération HT égale :

- à 20 % du produit des ventes des animations patrimoniales qu'elle aura encaissé.

Il est précisé qu'en cas d'annulation de l'animation par l'organisateur, entraînant le remboursement à l'utilisateur, la rémunération sur l'encaissement initial reste acquise à la SPL.

- à 10 % du produit théorique des ventes des animations patrimoniales pour lesquelles elle aura procédé aux seules opérations de réservation.

Il est précisé dans ce cas que la rémunération reste acquise à la SPL, même dans le cas où l'utilisateur ne se présente pas à l'animation et ne s'acquitte donc pas du prix de cette animation.

De même, la rémunération reste acquise en cas d'annulation de l'animation par l'organisateur.

Le paiement de cette rémunération aura lieu sur la base d'une facture émise par la SPL et adressée à la CoVe selon la même périodicité que celle prévue pour les reversements de recettes (cf article 7). Si la SPL est assujettie à la TVA, se rajoutera, à cette rémunération HT, le montant de la TVA au taux en vigueur.

Article 7 : Reversement des recettes

La SPL procédera une fois par an au reversement des recettes encaissées, au plus tard le 10 décembre de l'année. Ainsi, le premier reversement aura lieu avant le 10 décembre 2018, au titre des recettes encaissées jusqu'à cette date.

Si le volume des opérations réalisées dans le cadre de la présente convention venait à augmenter sensiblement pendant la durée de la convention, la périodicité de reversement des recettes et de reddition des comptes pourrait être fixée sur un intervalle de temps plus court, par simple avenant à la présente convention.

Article 8 : Reddition des comptes

La SPL tiendra une comptabilité séparée retraçant l'intégralité des produits et des charges constatés ainsi que les mouvements de caisse opérés au titre du mandat.

La reddition des comptes aura lieu à la même périodicité et à la même date que celle du reversement des recettes. Ainsi, la SPL transmettra à la CoVe au plus tard le 10 décembre de l'année les documents suivants :

- balance générale des comptes arrêtée à la date de la reddition
- état de développement des soldes conformes à la balance générale des comptes.
- situation de trésorerie de la période
- état des créances demeurer impayées établi par débiteur et par nature de produits
- pièces justificatives des opérations retracées dans les comptes (détail de la liquidation)
- en cas d'encaissement à tort ou de remboursement suite à annulation :
 - état précisant la nature de la recette à rembourser, son montant et la clause du contrat ou le motif tiré de la réglementation l'autorisant.
 - état précisant la nature de la recette à reverser, le montant de l'excédent et les motifs du reversement.
 - état précisant la nature de la recette à restituer, son montant et la nature de l'erreur commise

La reddition des comptes étant soumise à l'approbation de l'ordonnateur de la CoVe, celui-ci certifiera les documents remis par la SPL et les transmettra au comptable de la CoVe à titre de pièces justificatives, accompagnant l'ordre de recouvrer les recettes.

Article 9 : Contrôles à la charge du mandataire et contrôles auxquels est soumis le mandataire

La SPL doit effectuer les mêmes contrôles que ceux prévus au 1° et au 3° de l'article 19 du décret du 7 novembre 2012, en matière d'encaissement des recettes.

En matière de remboursement des recettes encaissées en cas d'annulation par l'organisateur, ou bien des recettes encaissées à tort, la SPL doit effectuer les mêmes contrôles que ceux prévus aux d et e du 2° de l'article 19 du même décret.

De plus, la SPL est soumise aux contrôles de la CoVe et aux contrôles du comptable public tels que prévus par le décret 2012-1246 du 7 novembre 2012 relatif à la Gestion Budgétaire et Comptable Publique. Ces contrôles peuvent s'étendre aux systèmes d'information utilisés par la SPL pour l'exécution des opérations qui lui sont confiées.

Article 10 : Résiliation anticipée en cas de non-respect des engagements

En cas de non-respect par la SPL des engagements pris au titre de la présente convention, la CoVe pourra décider de mettre fin à la convention de manière anticipée, après mise en demeure restée sans effet. Cette résiliation anticipée devra respecter un préavis d'un mois minimum.

Fait à Carpentras, le

**Le Vice-président de la CoVe
en charge de la culture et du patrimoine**

Aimé Navello

**Le Directeur
de la SPL Ventoux-Provence**

Jérôme Anthoine



DIRECTION GÉNÉRALE DES FINANCES PUBLIQUES
CENTRE DES FINANCES PUBLIQUES DE
CARPENTRAS

219, Avenue du Comtat Venaissin
CS 80029
84201 CARPENTRAS Cédex

Carpentras, le 2 Juillet 2018

Madame Evelyne GIULIANI
Responsable du Centre des Finances Publiques de
Carpentras

A

Monsieur le Président de la CoVe

à l'attention de Monsieur Christian FORESTIER

Jours et heures d'ouverture : du lundi au vendredi

de 8h30 à 12h00 et de 13h30 à 16h00

Réception : Avec ou sans RDV

Affaire suivie par : Evelyne GIULIANI

Tel : 04 90 63.83.74.

MEL : evelsne.giuliani@dgfip.finances.gouv.fr

Référence

Objet : Convention de mandat.

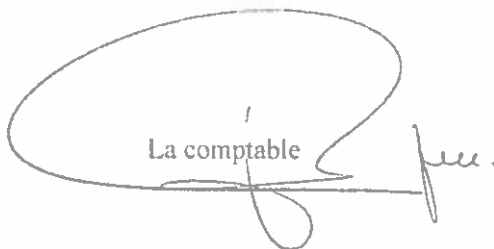
Monsieur le Président,

par mel du 29 juin 2018, vous m'avez fait parvenir, pour avis préalable, un projet de convention de mandat avec la Société Publique Locale (SPL) Ventoux Comtat Venaissin en vue de l'encaissement des recettes afférentes aux réservations des animations culturelles organisées par la CoVe.

J'ai l'honneur de vous faire savoir que, tel que présenté, ce projet n'appelle pas d'observation particulière de ma part et emporte donc mon accord.

Je vous invite à soumettre ce projet à l'approbation du Conseil communautaire ou bien alors à la vôtre ou à celle de tout autre personne régulièrement investie du pouvoir de décision et de me faire parvenir la délibération ou la décision préalablement à la signature de la convention.

Dans l'attente, je vous prie d'agréer, Monsieur le Président, l'assurance de ma considération distinguée.

La comptable 

**République Française
Département de Vaucluse
Communauté d'agglomération Ventoux Comtat Venaissin**

Extrait du registre des décisions du Président

Décision n°2018-49

Objet : Demande de subvention auprès de la DRAC pour 2018 dans le cadre de la convention Pays d'art et d'histoire

Le Président de la Communauté d'Agglomération Ventoux Comtat Venaissin,

Vu le code général des collectivités territoriales ;

Vu les statuts de la CoVe, modifiés par arrêté préfectoral le 15 février 2017 et comportant, au chapitre II, dans les compétences optionnelles, la compétence « construction, aménagement, entretien et gestion d'équipements culturels et sportifs d'intérêt communautaire », ainsi que dans les compétences supplémentaires, la compétence « actions culturelles »,

Vu l'intérêt communautaire, précisé par la délibération n°67 du 30 juin 2005 et déclarant d'intérêt communautaire un « service culturel intercommunal comprenant la valorisation et l'animation du patrimoine selon la convention « Pays d'art et d'histoire » passée avec le ministère de la culture »,

Vu l'intérêt communautaire, précisé par la délibération n°67 du 30 juin 2005 et déclarant d'intérêt communautaire les équipements de valorisation de l'architecture et du patrimoine dont les thématiques intéressent plusieurs communes »,

Vu la délibération du Conseil de Communauté n°30-18 en date du 5 février 2018 portant délégation d'attributions au Président, notamment en matière de demande de subventions auprès des organismes extérieurs pour le financement des actions et des projets de la CoVe,

Vu l'arrêté n°2014-1297 du 24 novembre 2014 portant délégation de signature à Monsieur Laurent Marteau, directeur général des services de la CoVe,

Considérant que, afin de respecter les engagements pris envers le ministère de la culture dans le cadre de la convention Pays d'art et d'histoire, il convient que la CoVe crée des animations et des outils de médiation, notamment au CIAP, centre de l'architecture et du patrimoine, visant à présenter l'ensemble de l'architecture et du patrimoine des 25 communes du territoire,

Considérant que, pour l'aider à réaliser ces actions, la CoVe entend demander une subvention auprès de la DRAC à hauteur de 8 145€ répartis selon le plan de financement prévisionnel suivant :

- 7 000 € pour quatre expositions temporaires,
- 1 145 € pour les Visites, balades et conférences en Scène dans 17 communes.

Décide

Article 1^{er} : De solliciter cette subvention auprès de la DRAC

Article 2 : De préciser que la recette correspondant sera imputée sur le compte SCP 74718 3243 - 3240

Article 3 : De signer tous actes aux effets ci-dessus.

Article 4 : Le Directeur Général des Services de la Communauté d'Agglomération Ventoux Comtat Venaissin est chargé de l'exécution de la présente décision.

Transmis en Préfecture le : 06 JUL 2018

Fait à Carpentras, le 04.07.18

Publication par affichage le : 06 JUL 2018

Le premier vice-président,
président par intérim,

Exécutoire le :


Gilles Vève



En application de l'article R.421-1 du Code de la Justice Administrative, la présente délibération peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le Tribunal administratif de Nîmes (16 avenue Feuchères - CS 88010 - 30 941 Nîmes CEDEX 09 - Tél.: 04 66 27 37 00 - Fax: 04 66 36 27 86 - greffe.ta-nimes@juradm.fr) dans un délai de deux mois à compter de la date de sa publication par voie d'affichage et de sa réception par le représentant de l'Etat.

Nomenclature : 7.5.1. Demande de subvention

Acquitté en PREFECTURE le: 06/07/2018

**République Française
Département de Vaucluse
Communauté d'agglomération Ventoux Comtat Venaissin**

Extrait du registre des décisions du Président

Décision n° 2018-50

Objet : Déclaration préalable pour la création d'un abri pour espèces protégées sur la ZA du Piol.

Le Président de la Communauté d'Agglomération Ventoux Comtat Venaissin,

Vu le code général des collectivités territoriales ;

Vu les statuts de la Communauté d'agglomération Ventoux-Comtat Venaissin, la CoVe,

Vu la délibération 92-18 du Conseil de communauté en date du 19 juillet 2018, portant délégation d'attributions au président, notamment celle de signer les demandes de permis de construire, de déclarations préalables, de permis de démolir, de permis d'aménager et de certificats d'urbanisme portant sur les biens propriété de la Communauté d'agglomération,

Vu l'arrêté n°2018-900 du 12 juillet 2018 portant délégation de signature à Monsieur Christian Forestier, directeur des ressources et des moyens, adjoint au directeur général des services de la CoVe,

Vu la délibération 30-17 du 6 février 2017, confirmant la poursuite du projet d'aménagement de l'espace économique du Piol,

Vu la délibération 30-17 du 6 février 2017 portant lancement des procédures réglementaires liées au projet d'aménagement de l'espace économique du Piol, pour se conformer à la loi du 8 août 2016 pour la reconquête de la biodiversité,

Considérant que pour le maintien de la biodiversité, il est nécessaire de créer un abri pour espèces protégées,

Vu le projet de déclaration préalable pour la création d'un abri pour espèces protégées sur l'espace économique du Piol,

Décide

Article 1^{er} : De déposer une déclaration préalable pour la création d'un abri pour espèces protégées sur la ZA du Piol à Mazan,

Article 2 : Le directeur général des services de la Communauté d'agglomération Ventoux Comtat Venaissin est chargé de l'exécution de la présente décision.

Transmis en Préfecture le : 06 AOÛT 2018

Fait à Carpentras, le 25 juillet 2018

Publication par affichage le : 06 AOÛT 2018

Le président,

Exécutoire le : 06 AOÛT 2018

Guy Rey



En application de l'article R.421-1 du Code de la Justice Administrative, la présente délibération peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le Tribunal administratif de Nîmes (16 avenue Feuchères - CS 88010 - 30 941 Nîmes CEDEX 09 - Tél.: 04 66 27 37 00 - Fax: 04 66 36 27 86 - greffe.ta-nîmes@juradm.fr) dans un délai de deux mois à compter de la date de sa publication par voie d'affichage et de sa réception par le représentant de l'Etat.

République Française
Département de Vaucluse
Communauté d'agglomération Ventoux Comtat Venaissin

Extrait du registre des décisions du Président

Décision n° 2018-51

Objet : Demande de subvention dans le cadre de l'appel à projets 2018 Contrat Local d'Accompagnement à la Scolarité

Le président de la communauté d'agglomération Ventoux-Comtat Venaissin,

Vu le code général des collectivités territoriales ;

Vu les statuts de la CoVe portant compétence en matière de politique de la ville ;

Vu la délibération n°188-17 du conseil communautaire du 11 décembre 2017 portant transfert à la CoVe du Programme de Réussite Educative ;

Vu la délibération n°92-18 du conseil communautaire du 19 juillet 2018 portant délégation d'attributions au Président, notamment en matière de demande de subventions auprès des organismes extérieurs pour le financement des actions et des projets de la CoVe ;

Vu l'arrêté n° 2018-899 du 12 juillet 2018 portant délégation de signature à Monsieur Laurent Marteau, directeur général des services de la CoVe ;

Considérant l'appel à projets 2018 relatif au Contrat Local d'Accompagnement à la Scolarité (CLAS) proposé par la CAF de Vaucluse en partenariat avec l'Etat, le Ministère de l'Education Nationale, le Conseil Départemental et la Mutualité Sociale Agricole (MSA) ;

Considérant la nécessité de mettre en place pour l'année scolaire 2018/2019 un dispositif spécifique d'aide à l'apprentissage de la lecture pour les élèves de CP en difficulté résidant dans les quartiers prioritaires, la CoVe, au travers du dispositif PRE qu'elle porte, entend solliciter des subventions auprès de l'Etat, la CAF de Vaucluse, la MSA et la Ville de Carpentras selon le plan de financement prévisionnel suivant :

Etat/CAF de Vaucluse/MSA : 8 332 €

Ville de Carpentras : 8 000 €

Décide

Article 1 : De solliciter une subvention à hauteur de 16 332 € auprès de l'Etat, la Ville de Carpentras, la MSA et la CAF de Vaucluse dans le cadre de l'appel à projets 2018 CLAS ;

Article 2 : De préciser que la recette correspondante sera imputée sur les comptes PRE 74718 52220 (Etat), PRE 74741 52220 (Ville de Carpentras) et PRE 7478 52220 (CAF et MSA) ;

Article 3 : De signer tous actes aux effets ci-dessus ;

Article 4 : Le Directeur Général des Services de la Communauté d'Agglomération Ventoux Comtat Venaissin est chargé de l'exécution administrative de la présente décision.

Transmis en Préfecture le : 26 JUIN 2018

Publication par affichage le : 26 JUIN 2018

Exécutoire le : 26 JUIN 2018

Fait à Carpentras, le 20 juillet 2018
Pour le Président et par délégation,
Le directeur général des services,

Laurent Marteau



En application de l'article R.421-1 du Code de la Justice Administrative, la présente délibération peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le Tribunal administratif de Nîmes (16 avenue Feuchères -CS 88010 - 30 941 Nîmes CEDEX 09 - Tél.: 04 66 27 37 00 - Fax: 04 66 36 27 86 - greffe.ta-nîmes@juradm.fr) dans un délai de deux mois à compter de la date de sa publication par voie d'affichage et de sa réception par le représentant de l'Etat.

République Française
Département de Vaucluse
Communauté d'agglomération Ventoux Comtat Venaissin

Extrait du registre des décisions du Président

Décision n° 2018-52

Objet : Demande de subvention auprès du département de Vaucluse pour l'élaboration du Plan Climat Air Energie Territorial

Le Président de la Communauté d'Agglomération Ventoux Comtat Venaissin,

Vu le code général des collectivités territoriales ;

Vu les statuts de la CoVe portant compétence en matière de protection et de mise en valeur de l'environnement et du cadre de vie, et en particulier de lutte contre la pollution de l'air, les nuisances sonores, et de soutien aux actions de maîtrise de la demande d'énergie,

Vu la délibération du Conseil de Communauté n°92-18 en date du 19 juillet 2018 portant délégation d'attributions au Président, notamment en matière de demande de subventions auprès des organismes extérieurs pour le financement des actions et des projets de la CoVe,

Vu l'arrêté n° 2018-899 du 12 juillet 2018 portant délégation de signature à Monsieur Laurent Marteau, directeur général des services de la CoVe ;

Considérant le projet d'élaboration du Plan Climat Air Energie Territorial de la CoVe,

Considérant l'aide à la structuration de projets de territoires du Conseil départemental de Vaucluse,

Considérant que, pour l'aider à réaliser ce projet, la CoVe entend demander une subvention auprès du département de Vaucluse selon le plan de financement prévisionnel suivant :

Département	11 000€	10%
Autofinancement CoVe	99 000€	90%
Total	110 000€	100%

Décide

Article 1 : De solliciter cette subvention auprès du Conseil Départemental de Vaucluse

Article 2 : De préciser que la recette correspondante sera imputée sur le compte ENV-7473-8301

Article 3 : De signer tous actes aux effets ci-dessus.

Article 4 : Le Directeur Général des Services de la Communauté d'Agglomération Ventoux Comtat Venaissin est chargé de l'exécution de la présente décision.

Transmis en Préfecture le : 30 JUL 2018

Publication par affichage le : 30 JUL 2018

Exécutoire le : 30 JUL 2018

Fait à Carpentras, le 25 juillet 2018

Pour le Président et par délégation,

Le directeur général des services,

Laurent Marteau

En application de l'article R.421-1 du Code de la Justice Administrative, la présente délibération peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le Tribunal administratif de Nîmes (16 avenue Feuchères - CS 88010 - 30 941 Nîmes CEDEX 09 - Tél. : 04 66 27 37 00 - Fax : 04 66 36 27 86 - greffe.ta-nîmes@juradm.fr) dans un délai de deux mois à compter de la date de sa publication par voie d'affichage et de sa réception par le représentant de l'Etat.

Nomenclature : 7.5.1. Demande de subventions

Acquitté en PREFECTURE le: 30/07/2018

République Française
Département de Vaucluse
Communauté d'agglomération Ventoux Comtat Venaissin

Extrait du registre des décisions du Président

Décision n° 2018-53

Objet : Demande de subvention auprès de la Région Sud PACA et du Département de Vaucluse pour une étude pré-opérationnelle relative à la diversification des activités des stations du Mont Ventoux et leur portage juridique

Le président de la communauté d'agglomération Ventoux-Comtat Venaissin,

Vu le code général des collectivités territoriales ;

Vu la loi du 7 août 2015 dite Loi NOTRe prévoyant le transfert de la compétence "promotion du tourisme" aux intercommunalités, au 1 janvier 2017,

Vu la délibération du Conseil de Communauté n°92-18 en date du 19 juillet 2018 portant délégation d'attributions au Président, notamment en matière de demande de subventions auprès des organismes extérieurs pour le financement des actions et des projets de la CoVe,

Vu l'arrêté n° 2018-899 du 12 juillet 2018 portant délégation de signature à Monsieur Laurent Marteau, directeur général des services de la CoVe ;

Considérant que le montant total prévisionnel de l'étude pour déterminer le portage juridique des stations du Ventoux et le développement de la diversification des activités s'élève à 45 832€ HT,

Considérant que, pour l'aider à réaliser ces actions, la CoVe entend demander une subvention auprès de la Région Sud PACA et du Département de Vaucluse selon le plan de financement prévisionnel suivant :

Région	18 333€	40%
Département	18 333€	40%
Autofinancement CoVe	9 166€	20%
Total	45 832€	100%

Décide

Article 1 : De solliciter une subvention auprès de la Région Sud PACA et du Département de Vaucluse

Article 2 : De préciser que la recette correspondante sera imputée sur le compte TOU-1322, 1323-950

Article 3 : De signer tous actes aux effets ci-dessus.

Article 4 : Le Directeur Général des Services de la Communauté d'Agglomération Ventoux Comtat Venaissin est chargé de l'exécution administrative de la présente décision.

Transmis en Préfecture le : 30 JUL 2018

Publication par affichage le : 30 JUL 2018

Exécutoire le : 30 JUL 2018

Fait à Carpentras, le 27 juillet 2018

Pour le Président et par délégation,
Le directeur général des services

Laurent Marteau



En application de l'article R.421-1 du Code de la Justice Administrative, la présente délibération peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le Tribunal administratif de Nîmes (16 avenue Fouchères -CS 88010 - 30 941 Nîmes CEDEX 09 - Tél.: 04 66 27 37 00 - Fax: 04 66 36 27 86 - greffe.ta-nîmes@juradm.fr) dans un délai de deux mois à compter de la date de sa publication par voie d'affichage et de sa réception par le représentant de l'Etat.

République Française
Département de Vaucluse
Communauté d'agglomération Ventoux Comtat Venaissin

Extrait du registre des décisions du Président

Décision n° 2018-54

Objet : convention d'occupation pour le compte de l'état : prise en charge du logement des renforts estivaux de gendarmerie nationale

Le président de la communauté d'agglomération Ventoux-Comtat Venaissin,

Vu le code général des collectivités territoriales,

Vu les articles 1713 et suivants du code civil,

Vu la délibération du Conseil de communauté n°92-18 en date du 19 juillet 2018 portant délégation d'attributions au Président,

Vu l'arrêté n°2018-900 du 12 juillet 2018 portant délégation de signature à Monsieur Christian Forestier, directeur des ressources et des moyens, adjoint au directeur général des services de la CoVe,

Considérant que l'augmentation de la population présente sur le territoire de la CoVe en saison estivale justifie la présence de forces de l'ordre en nombre conséquent,

Considérant que la commune de Mazan sollicite de la Communauté d'agglomération Ventoux Comtat Venaissin la prise en charge de l'hébergement d'agents de l'État, membres de la Gendarmerie nationale, affectés en renfort du 1er juillet 2018 au 31 août 2018,

Considérant le contrat de location d'un immeuble sis à Mazan, appartenant au domaine privé de la commune, aux fins d'hébergement de gendarmes, pour les mois de juillet et août 2018,

Décide

Article 1 : de signer avec la commune de Mazan la convention d'occupation annexée à la présente décision, aux fins d'hébergement de fonctionnaires de l'État, dans le cadre de l'exercice des missions de la Gendarmerie nationale pendant la période estivale 2018 pour un loyer mensuel de 900€ soit la somme de 1 800€ pour la période d'hébergement des gendarmes du 1er juillet au 31 août 2018.

Article 2 : Le directeur général des services de la Communauté d'agglomération Ventoux-Comtat Venaissin est chargé de l'exécution de la présente décision.

Transmis en Préfecture le : 03 AOÛT 2018

Fait à Carpentras, le 1 août 2018

Publication par affichage le : 03 AOÛT 2018

Pour le Président et par délégation,
Le directeur des ressources et des moyens,
Adjoint au directeur général des services

Exécutoire le : 03 AOÛT 2018


Christian Forestier



En application de l'article R.421-1 du Code de la Justice Administrative, la présente délibération peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le Tribunal administratif de Nîmes (16 avenue Feuchères -CS 88010 - 30 941 Nîmes CEDEX 09 - Tél.: 04 66 27 37 00 - Fax: 04 66 36 27 86 - greffe.ta-nimes@juradm.fr) dans un délai de deux mois à compter de la date de sa publication par voie d'affichage et de sa réception par le représentant de l'Etat.

CONVENTION D'OCCUPATION

Entre les soussignées :

La commune de MAZAN,
représentée par Monsieur Claude LAUTIER, premier adjoint au maire,
agissant en vertu de la décision n°28/2018 en date du 6 juillet 2018, prise par délégation du Conseil
Municipal n°2014/13 en date du 15 avril 2014 et 2016/81 en date du 29/11/2016,

ci-après désignée « le bailleur »,
d'une part,

et

La Communauté d'Agglomération Ventoux Comtat Venaissin, la CoVe,
représentée par Monsieur Christian Forestier,
agissant en vertu de la décision n° 2018-51, en date du 1^{er} août 2018, prise par délégation du
Conseil de Communauté n° 92-18 en date du 19 juillet 2018,
ci-après désignée « le preneur »,
d'autre part,

il est convenu ce qui suit :

1°) Le preneur, établissement public de coopération intercommunale, répondant à la sollicitation de l'Etat (Ministère de la Défense / Gendarmerie nationale) relayée par la commune de Mazan pour assurer le logement d'agents de l'Etat (Gendarmes) renforçant les effectifs présents sur son territoire pendant la période estivale 2018, prend à bail le logement dépendant de l'immeuble situé au lieu-dit « La Condamine », sur les parcelles cadastrées section M n°403, 404, 405, 407, 954, 1214 et 1761, propriété de la commune de Mazan.

2°) L'immeuble est mis par la commune à la disposition de La CoVe et sera occupé par les gendarmes pendant les mois de juillet et août 2018.

3°) L'indemnité convenue est de 900 € par mois (toutes charges comprises).

4°) La somme correspondant à la durée totale et effective d'occupation du logement par les gendarmes sera versée par La CoVe à la commune de Mazan après leur départ.

Fait le
En deux exemplaires

Pour la commune
M. Claude LAUTIER



Pour La CoVe

Pour le Président et par délégation,
Le Directeur des Ressources et des moyens,



Christian FORESTIER

République Française
Département de Vaucluse
Communauté d'agglomération Ventoux Comtat Venaissin

Extrait du registre des décisions du Président

Décision n° 2018-55

Objet : Demande de subvention auprès du Département de Vaucluse pour la requalification de l'espace économique du Piol 1

Le président de la communauté d'agglomération Ventoux-Comtat Venaissin,

Vu le code général des collectivités territoriales ;

Vu les statuts de la CoVe portant compétence en matière de développement économique,

Vu l'aide en faveur de la création et de la requalification des sites d'activités économiques du département de Vaucluse,

Vu la délibération du Conseil de Communauté n°92-18 en date du 19 juillet 2018 portant délégation d'attributions au Président, notamment en matière de demande de subventions auprès des organismes extérieurs pour le financement des actions et des projets de la CoVe,

Vu l'arrêté n° 2018-899 du 12 juillet 2018 portant délégation de signature à Monsieur Laurent Marteau, directeur général des services de la CoVe ;

Vu l'arrêté n° 2018-900 du 12 juillet 2018 portant délégation de signature à Monsieur Christian Forestier, directeur des ressources et des moyens, adjoint au directeur général des services de la CoVe,

Considérant le projet de requalification de l'espace économique du Piol 1,

Considérant que le montant total prévisionnel de l'opération s'élève à 568 617,20 € HT,

Considérant que pour l'aider à réaliser ce projet, la CoVe entend demander des subventions selon le plan de financement prévisionnel suivant :

Département	113 723,00€	20%
CoVe	454 894,20€	80%
TOTAL	568 617,20€	100%

Décide

Article 1 : De solliciter une subvention auprès du Département de Vaucluse

Article 2 : De préciser que la recette correspondante sera imputée sur le compte COP - 1323 - 90 2AP1 du budget principal.

Article 3 : De signer tous actes aux effets ci-dessus.

Article 4 : Le Directeur Général des Services de la Communauté d'Agglomération Ventoux Comtat Venaissin est chargé de l'exécution administrative de la présente décision.

Transmis en Préfecture le : 16 AOÛT 2018

Publication par affichage le : 16 AOÛT 2018

Exécutoire le : 16 AOÛT 2018

Fait à Carpentras, le 7 août 2018
Pour le Président et par délégation,
Le directeur des ressources et des moyens,
Adjoint du directeur général des services


Christian Forestier



En application de l'article R.421-1 du Code de la Justice Administrative, la présente délibération peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le Tribunal administratif de Nîmes (16 avenue Feuchères - CS 88010 - 30 941 Nîmes CEDEX 09 - Tél.: 04 66 27 37 00 - Fax: 04 66 36 27 86 - greffe.ta-nîmes@juradm.fr) dans un délai de deux mois à compter de la date de sa publication par voie d'affichage et de sa réception par le représentant de l'Etat.

Nomenclature : 7.5.1. Demande de subvention

Acquitté en PREFECTURE le: 16/08/2018

République Française
Département de Vaucluse
Communauté d'agglomération Ventoux Comtat Venaissin

Extrait du registre des décisions du Président

Décision n° 2018-56

Objet : convention de mise à disposition partielle de service d'assistance à maîtrise d'ouvrage de la communauté d'agglomération Ventoux Comtat Venaissin avec la commune de Beaumes de Venise, pour la conduite de l'opération travaux de réalisation d'une bibliothèque et d'un office de tourisme au sein de la maison des dentelles

Le Président de la Communauté d'Agglomération Ventoux Comtat Venaissin,

Vu le schéma de mutualisation en vigueur entre la communauté d'agglomération et ses communes membres,

Vu le code général des collectivités territoriales et notamment l'article L.5211-10 et les alinéas III et IV de l'article L.5211-4-1

Vu la délibération du Conseil de communauté n°92-18 en date du 19 juillet 2018 portant délégation d'attributions au président,

Vu l'arrêté n°2018-900 du 12 juillet 2018 portant délégation de signature à monsieur Christian Forestier, directeur des ressources et des moyens de la CoVe, Adjoint au directeur général des services,

Vu la délibération 2017-62 du 27 mars 2017 portant adhésion à la convention cadre de mise à disposition partielle de services de la CoVe auprès de ses communes membres,

Vu la décision 03-07-18 de la commune de Beaumes de Venise approuvant le projet de convention de mise à disposition de service d'assistance à maîtrise d'ouvrage entre la CoVe et la commune de Beaumes de Venise pour la conduite des opérations de travaux de réalisation d'une bibliothèque et d'un office de tourisme au sein de la maison des dentelles,

Considérant le projet de travaux de réalisation d'une bibliothèque et d'un office de tourisme au sein de la maison des dentelles, et la demande de la commune de Beaumes de Venise, maître d'ouvrage, de mise à disposition partielle des services de la CoVe pour une mission d'assistance à maîtrise d'ouvrage pour la conduite de l'opération,

Considérant que la mise à disposition partielle des services de la CoVe pour l'exercice des compétences communales s'intègre dans le schéma de mutualisation et présente en l'espèce un intérêt dans le cadre d'une bonne organisation entre les services du bloc communal,

Vu le projet de convention à cet effet entre la commune de Beaumes de Venise et la communauté d'agglomération, annexée à la présente décision,

Décide

Article 1^{er} : D'approuver, de signer et de mettre en œuvre la convention de mise à disposition partielle de service d'assistance à maîtrise d'ouvrage entre la CoVe et la commune de Beaumes de Venise pour la conduite des opérations de travaux de réalisation d'une bibliothèque et d'un office de tourisme au sein de la maison des dentelles.

Article 2 : Le directeur général des services de la communauté d'agglomération Ventoux Comtat Venaissin est chargé de l'exécution de la présente décision.

Transmis en Préfecture le : 17 AOÛT 2018

Publication par affichage le : 17 AOÛT 2018

Exécutoire le : 17 AOÛT 2018

Fait à Carpentras, le 9 août 2018
Pour le Président et par délégation,
Le directeur des ressources et des moyens,
Adjoint au directeur général des services,


Christian Forestier



En application de l'article R.421-1 du Code de la Justice Administrative, la présente délibération peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le Tribunal administratif de Nîmes (16 avenue Feuchères -CS 88010 - 30 941 Nîmes CEDEX 09 - Tél.: 04 66 27 37 00 - Fax: 04 66 36 27 86 - greffe.ta-nîmes@juradm.fr) dans un délai de deux mois à compter de la date de sa publication par voie d'affichage et de sa réception par le représentant de l'Etat.

Nomenclature : 5.7.4. Convention pour services partagés interco - communes membres

Acquitté en PREFECTURE le: 17/08/2018

**CONVENTION DE MISE A DISPOSITION DE SERVICE
D'ASSISTANCE A MAÎTRISE D'OUVRAGE**

ENTRE LA CoVe ET LA COMMUNE de BEAUMES DE VENISE

**POUR LA CONDUITE DES OPERATIONS DE TRAVAUX DE
REALISATION D'UNE BIBLIOTHEQUE ET D'UN OFFICE DE
TOURISME AU SEIN DE LA MAISON DES DENTELLES**

Entre :

D'une part, la Communauté d'agglomération Ventoux Comtat Venaissin, dite « établissement d'origine », représentée par son Président, Monsieur Guy Rey, agissant par délégation de compétence du Conseil de Communauté, en application de la délibération n° 92-18 en date 19 juillet 2018,

Et d'autre part, la Commune de Beaumes de Venise membre de la Communauté d'agglomération Ventoux Comtat Venaissin, dite « collectivité d'accueil », représentée par son Maire, Monsieur Jérôme Bouletin, agissant en vertu de la décision référencée 03-07-18.

Préambule

La commune projette de recentrer la bibliothèque dans un bâtiment répondant aux conditions d'accessibilité et de sécurité. Pour ce faire, une mission d'assistance à maîtrise d'ouvrage sur la faisabilité du projet fut réalisée. L'installation de la bibliothèque se fera dans la maison des Dentelles. L'office de tourisme doit également s'installer au sein de ce bâtiment.

La commune souhaite que la CoVe poursuive la conduite de ces opérations pour la phase des travaux (2018) jusqu'à la fin de la période de parfait achèvement (2019).

Article 1 : objet de la convention

Il est conclu, en application des alinéas III et IV de l'article L.5211-4-1 du code général des collectivités territoriales et du schéma de mutualisation des services entre la CoVe et ses communes membres, une convention de mise à disposition des services de la Communauté d'agglomération Ventoux Comtat Venaissin auprès de la commune pour une mission d'assistance à maîtrise d'ouvrage concernant la conduite des opérations de travaux et de réception pour l'implantation de la bibliothèque et de l'office de tourisme dans la maison des Dentelles de Beaumes de Venise.

Article 2 : composition du service mis à disposition

En application de la présente convention, la Communauté d'agglomération Ventoux Comtat Venaissin mettra à disposition de la commune tous les services nécessaires à la réalisation de la mission d'assistance à maîtrise d'ouvrage citée en objet en particulier le service Constructions Publiques.

Article 3 : étendue de l'assistance à maîtrise d'ouvrage

L'assistance à la maîtrise d'ouvrage recouvre les missions suivantes :

PHASE TRAVAUX

Chantier

- Assistance et participation à la préparation du chantier (Installation, ouverture de chantier, avances...)
- Participation aux réunions de chantier
- Contrôle et suivi des coûts de l'opération de travaux
- Conseil, assistance dans la passation des modifications de marchés
- Suivi et assistance à la validation des études liées à l'opération (SPS, Contrôle, géotechnie...)
- Suivi des prestations de la maîtrise d'œuvre (visa au maître de l'ouvrage, des décomptes des prestations après vérification du maître d'œuvre, compte rendus de chantiers, planning de chantier...)

Assistance pendant la phase de réception

- Assistance du maître de l'ouvrage pendant les opérations préalables à la réception
- Assistance du maître de l'ouvrage lors de la réception des travaux

Assistance pendant l'année de garantie de parfait achèvement (GPA)

- Assistance du maître de l'ouvrage en vue du règlement des litiges avec les entrepreneurs
- Suivi avec le maître d'œuvre des désordres pouvant apparaître durant l'année de parfait achèvement
- Conseil et assistance en cas de mise en œuvre des assurances

Article 4 : remboursement des frais de fonctionnement de l'assistance

Article 4.1 : principe de calcul

La mission d'assistance à maîtrise d'ouvrage pour des conduites d'opération de travaux donne lieu à une facturation proratisée en fonction du montant de l'opération.

Les montants exprimés sont tous en € Hors Taxe.

Montant d'opération : ce montant est défini par les frais dus par la commune pour la réalisation de l'opération.

Il comprend :

- Les coûts estimés des travaux
- Pour les opérations de bâtiment un coût forfaitaire de 15% de l'estimation travaux pour les frais d'études (Maîtrise d'œuvre, levés topo, diagnostics, sondages, bureau de contrôle, coordination sécurité, ...)
- Pour les opérations de voirie un coût forfaitaire de 10% de l'estimation travaux pour les frais d'études (Maîtrise d'œuvre, levés topo, concessionnaires de réseaux, foncier, géotechnie, sondages, coordination sécurité, ...)
- Ne sont pas inclus dans ce coût d'opération :
Les frais éventuels d'acquisition foncière, les frais éventuels d'assurance, et tout autres frais liés au fonctionnement de la commune dans le cadre de cette opération.

Sur la base de ce montant, les frais de fonctionnement du service de la CoVe mis à disposition sont calculés de la manière suivante :

- Pour la tranche des premiers 100 000€, 3%
- Pour la tranche de 100 000 à 500 000€, 2,5%
- Pour la tranche au-delà de 500 000€, 2%.

Pour une opération complète, les paiements interviennent :

- A la signature de la convention, pour 25%
- Au terme de la phase faisabilité / programmation, pour 5%
- Au terme de la phase de conception et de passation des marchés de travaux, pour 30%
- Au terme de la phase de suivi des travaux et de la réception, pour 40%.

Pour les opérations en cours, il est appliqué au montant du calcul fondé sur le coût de l'opération, le pourcentage correspondant aux phases à réaliser.

Pour chacune de ces phases restantes, le paiement s'effectue pour 25% à leur commencement et pour 75% à leur achèvement. Il en est de même pour des opérations conditionnelles et/ou complémentaires.

A l'issue de l'opération, ou le cas échéant à l'issue de chaque tranche, et sur production du décompte général définitif des dépenses de celle-ci, le coût d'assistance de la CoVe est recalculé, toujours sur la base des éléments pris en compte (maîtrise d'œuvre, travaux, contrôles, à l'exclusion des acquisitions foncières et immobilières ainsi que des assurances).

Si le coût final est supérieur au coût estimatif retenu dans la présente convention, la commune s'acquitte du complément ; s'il est inférieur, la CoVe rembourse la commune du trop-perçu.

Article 4.2 : calcul du coût de la mise à disposition de la présente convention

Pour la présente assistance à maîtrise d'ouvrage, le montant d'opération présentement retenu est celui de la phase APD-PRO, soit : **308 000 € HT**.

Le coût théorique de l'assistance pour l'opération complète est donc calculé ainsi :

Tranche	Somme retenue dans la tranche	Taux appliqué	Montant AMO pour l'opération
0-100 000 €	100 000 €	3%	3 000 €
100 000 € - 500 000 €	208 000 €	2.5%	5 200 €
Coût de l'opération	308 000	Coût de référence assistance complète	8 200 €

Cependant, l'opération ne portant que sur la phase travaux, il est appliqué à ce coût, le coefficient de 40%.

En conséquence, le coût prévisionnel de l'assistance de la CoVe s'élève à : **3 280 € HT**.

Article 5 : modification et résiliation de la convention de mise à disposition de service d'assistance à maîtrise d'ouvrage

La convention de mise à disposition de service d'assistance à maîtrise d'ouvrage n'est pas susceptible de modification substantielle tenant à son objet ou aux modalités de mise en œuvre et de remboursement.

L'exécution de la convention de mise à disposition de service d'assistance à maîtrise d'ouvrage peut être suspendue à tout moment et sans préavis, à la demande expresse et motivée des deux parties. Le contenu de la mission peut être diminué, à tout moment et dans le respect d'un préavis de quatre mois, et ce, jusqu'à la résiliation de la convention de mise à disposition de service d'assistance à maîtrise d'ouvrage, à la demande expresse et motivée des deux parties. En ce cas, les parties conviennent du règlement financier de la terminaison de la convention.

Article 6 : juridiction compétente en cas de litige

Les parties s'obligent à rechercher une solution amiable à tout litige.

Toutefois, tout litige pouvant survenir dans le cadre de l'application de la présente convention relèvera de la compétence du Tribunal administratif de Nîmes.

Fait à Carpentras, le

Le Président de la Communauté d'agglomération
Ventoux Comtat Venaissin,

Guy Rey

Le Maire

Jérôme BOULETIN

République Française
Département de Vaucluse
Communauté d'agglomération Ventoux Comtat Venaissin

Extrait du registre des décisions du Président

Décision n° 2018-57

Objet : Convention d'occupation du domaine prive de la cove avec la societe Amiel travaux publics

Le Président de la Communauté d'Agglomération Ventoux Comtat Venaissin,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L.5211-10 relatif à la délégation d'attributions octroyées par l'organe délibérant au Président,

Vu le Code Général de la Propriété des Personnes Publiques,

Vu la délibération n°92-18 du 19 juillet 2018 portant délégation d'attributions du Conseil de communauté au Président, notamment en son article 2-19; autorisant le Président à délivrer les autorisations d'occupation du domaine public et du domaine privé de la CoVe,

Vu l'arrêté n°2018-900 du 12 juillet 2018 portant délégation de signature à monsieur Christian Forestier, directeur des ressources et des moyens de la CoVe, Adjoint au directeur général des services,

Vu la demande formulée par l'établissement Amiel Travaux Publics pour l'occupation d'un terrain communautaire, vierge de toutes constructions et situé sur la Commune de Loriol du Comtat, aux fins de stockage de matériaux de construction,

Considérant que l'occupation envisagée permet de valoriser un terrain gelé au regard de son classement au Plan de Prévention des Risques d'Inondation,

Décide

Article 1^{er} : De conclure avec l'établissement Amiel Travaux Publics, représenté par Monsieur Daniel AMIEL, une convention d'occupation à titre précaire et révocable pour le terrain cadastré section A n°664 lieudit « Mourre des Pins » sur la Commune de Loriol du Comtat d'une contenance de 37 a 32 ca.

Article 2 : D'autoriser la présente occupation pour l'année 2018.

Article 3 : De fixer à 120,00 € le montant annuel de la redevance d'occupation.

Article 4 : Le Directeur Général de la Communauté d'Agglomération Ventoux Comtat Venaissin est chargé de l'exécution de la présente décision, qui sera transmise à Monsieur le Préfet du Vaucluse et à Monsieur le Trésorier Principal de Carpentras.

Transmis en Préfecture le : 17 AOÛT 2018

Publication par affichage le : 17 AOÛT 2018

Exécutoire le : 17 AOÛT 2018

Fait à Carpentras, le 16 août 2018
Pour le Président et par délégation,
Le directeur des ressources et des moyens,
Adjoint au directeur général des services,


Christian Forestier



En application de l'article R.421-1 du Code de la Justice Administrative, la présente délibération peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le Tribunal administratif de Nîmes (16 avenue Feuchères -CS 88010 - 30 941 Nîmes CEDEX 09 - Tél.: 04 66 27 37 00 - Fax: 04 66 36 27 86 - greffe.ta-nimes@juradm.fr) dans un délai de deux mois à compter de la date de sa publication par voie d'affichage et de sa réception par le représentant de l'Etat.

Nomenclature : 3.3.1.baux à prendre

Acquitté en PREFECTURE le: 17/08/2018



CONVENTION D'OCCUPATION A TITRE PRECAIRE ET REVOCABLE

Entre les soussignés :

La Communauté d'Agglomération Ventoux Comtat Venaissin, sise 1171 avenue du Mont Ventoux
84200 Carpentras, représentée par son Président en exercice, Monsieur Francis ADOLPHE,
Ci-après dénommée : « La CoVe »

D'une part,

et

L'établissement Amiel Travaux Publics sis 111 Zone Artisanale – 84870 Lorient-du-Comtat, représenté
par Monsieur Daniel Amiel artisan,
Ci-après dénommée : « L'établissement »

D'autre part,

Il est exposé et convenu ce qui suit :

Article 1^{er} : Objet de la convention

La présente convention a pour objet de définir les conditions dans lesquelles l'établissement est autorisé, sous le régime des occupations temporaires du domaine privé de la CoVe, à occuper à titre précaire et révocable un terrain d'une contenance de 37 a 32 ca, situé sur la commune de Lorient-du-Comtat (84870) et cadastré comme suit :

- Lieu-dit Mourre des Pins, Section A n° 664

Article 2 : Conditions d'occupation

Le terrain mis à disposition est vierge de toute construction.

L'établissement reconnaît avoir connaissance des risques inhérents à cette occupation eu égard au classement du terrain mis à disposition en zone rouge du Plan de Prévention des Risques d'Inondation (risque maximum).

Toute construction y compris abris temporaires ou locaux techniques du seul fait de l'établissement est interdite.

La réalisation de clôture est autorisée à condition d'être réalisée sans mur bahut. Elle doit être transparente à l'écoulement des eaux.

Les matériaux stockés ou équipements extérieurs doivent être dotés d'un dispositif les empêchant d'être emportés en crue (arrimage, ancrage, mise hors d'eau,...).

Le stockage de produits polluants ou dangereux doit être réalisé au-dessus de la cote de référence du Plan de Prévention des Risques d'Inondation à savoir 2,30 mètres de hauteur.

Article 3 : Etat du bien

L'établissement prendra le terrain dans l'état où il se trouve lors de son entrée en jouissance.

Article 4 : Destination du bien

Le terrain, objet de la présente convention, sera utilisé par l'établissement à usage exclusif de stockage de matériaux ne comportant pas de construction.

Article 5 : Entretien

L'établissement est tenu d'entretenir en parfait état le site et de veiller à sa bonne propreté.

Il s'interdit notamment tout dépôt d'ordures ménagères.

Article 6 : Cession, sous-location

La présente convention étant consentie intuitu personae et en considération des objectifs décrits ci-dessus, toute cession de droits en résultant est interdite.

De même l'établissement s'interdit de sous-louer tout ou partie des parcelles et plus généralement d'en conférer la jouissance totale ou partielle à un tiers par quelque modalité juridique que ce soit.

Article 7 : Durée

La présente convention est conclue pour l'année 2018 sans possibilité de tacite reconduction.

La signature d'une nouvelle convention pourra être envisagée l'année suivante, sur demande de l'établissement, dans le délai de deux mois avant la date de prise d'effet souhaitée.

Acquitté en PREFECTURE le: 17/08/2018

Article 8 : Redevance

Le montant de la redevance d'occupation est fixé à 120,00 € (cent vingt euros), tout compris.

L'établissement devra s'acquitter de ce montant à réception du titre de recette correspondant émis par le service financier de la CoVe.

Article 9 : Assurances

L'établissement doit être couvert par une police d'assurance, souscrite auprès d'une compagnie notoirement connue, garantissant les conséquences pécuniaires de la responsabilité civile qui peut lui incomber, notamment en raison des recours des voisins et des tiers résultant de son activité ou de sa qualité.

Article 10 : Responsabilité et recours

L'établissement sera personnellement responsable vis-à-vis de la CoVe et des tiers des conséquences dommageables résultant des infractions aux clauses et conditions de la présente convention, de son fait ou de celui de ses membres ou de ses préposés.

Article 11 : Obligations générales de l'établissement

La présente convention est consentie aux charges et conditions générales que l'établissement accepte précisément à savoir :

- faire son affaire personnelle de toutes réclamations ou contestations de tiers concernant son activité.
- se conformer aux lois et règlements en vigueur.

Article 12 : Résiliation

L'établissement reconnaît avoir connaissance des projets de cession afférents au bien occupé et s'engage à restituer en tout ou partie la parcelle de terrain dans son état originel dans un délai d'un mois à réception d'une demande écrite de la CoVe.

Dans ce cas, une réfection du loyer sera appliquée à concurrence de la superficie vendue et au prorata temporis, mais sans ouvrir droit à indemnité au profit de l'établissement au motif de cette éviction.

Par ailleurs, en cas de non-respect par l'une des parties de l'une des quelconques obligations contenues dans la présente convention, celle-ci sera résiliée de plein droit, sans indemnité ni réfection de loyer, à l'expiration d'un délai de 15 jours suivant l'envoi d'une lettre recommandée avec accusé de réception portant mise en demeure d'avoir à exécuter et restée sans effet.

Article 13 : Droit de préférence

L'établissement ne pourra pas se prévaloir d'un droit de préférence, dans le cas où la CoVe déciderait de poursuivre l'occupation de ce terrain, à l'échéance de la présente convention.

Article 14 : Election de domicile

Pour l'exécution de la présente convention les parties font élection de domicile :

- Pour la CoVe en son siège social, 1171 avenue du Mont Ventoux 84200 Carpentras.
- Pour l'établissement en son lieu d'activité, 111 Zone Artisanale – 84870 Lorient du Comtat.

Article 15 : Transmission au représentant de l'Etat

En application de l'article 2 de la loi du 2 mars 1982 la présente convention ne sera exécutoire qu'après transmission au représentant de l'état dans le département.

Article 16 - Litiges

En cas de difficultés sur l'interprétation de la présente convention, les parties s'efforceront de résoudre leurs différends à l'amiable. En cas de désaccord persistant, il sera porté devant la juridiction d'instance compétente.

Fait en deux exemplaires originaux à Carpentras, le

Pour le Président et par délégation,
Le directeur des ressources et des moyens,
adjoint au directeur général des services,

Christian Forestier

Pour l'établissement
Amiel Travaux Publics

Daniel AMIEL

**République Française
Département de Vaucluse
Communauté d'agglomération Ventoux Comtat Venaissin**

Extrait du registre des décisions du Président

Décision n° 2018-58

Objet : convention d'occupation du domaine privé de la CoVe avec l'association « Brégoux compétition »

Le Président de la Communauté d'Agglomération Ventoux Comtat Venaissin,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L.5211-10 relatif à la délégation d'attributions octroyées par l'organe délibérant au Président,

Vu le Code Général de la Propriété des Personnes Publiques,

Vu la délibération n°92-18 du 19 juillet 2018 portant délégation d'attributions du Conseil de communauté au Président, notamment en son article 2-19; autorisant le Président à délivrer les autorisations d'occupation du domaine public et du domaine privé de la CoVe,

Vu l'arrêté n°2018-900 du 12 juillet 2018 portant délégation de signature à monsieur Christian Forestier, directeur des ressources et des moyens de la CoVe, Adjoint au directeur général des services,

Vu la demande formulée par l'association « Brégoux Compétition » pour l'occupation de terrains communautaires, vierges de toutes constructions et situés sur la Commune de Loriol du Comtat, aux fins d'entraînement et de concours à caractère équestre,

Considérant que l'occupation envisagée permet de valoriser des terrains gelés au regard de leur classement au Plan de Prévention des Risques d'Inondation,

Décide

Article 1^{er} : De conclure avec l'association « Brégoux Compétition », représentée par Monsieur Daniel Serra, une convention d'occupation à titre précaire et révocable pour un ensemble de terrains situés à Loriol du Comtat d'une contenance totale de 11 ha 62 a 15 ca.

Article 2 : D'autoriser la présente occupation pour l'année 2018.

Article 3 : De fixer à 1 200,00 € le montant annuel de la redevance d'occupation.

Article 4 : Le Directeur Général de la Communauté d'Agglomération Ventoux Comtat Venaissin est chargé de l'exécution de la présente décision, qui sera transmise à Monsieur le Préfet du Vaucluse et à Monsieur le Trésorier Principal de Carpentras.

Transmis en Préfecture le : 17 AOÛT 2018

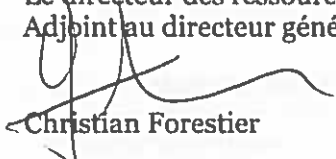
Publication par affichage le : 17 AOÛT 2018

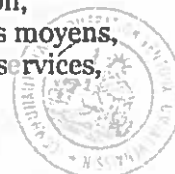
Exécutoire le : 17 AOÛT 2018

Fait à Carpentras, le 16 août 2018

Pour le Président et par délégation,

Le directeur des ressources et des moyens,
Adjoint au directeur général des services,


Christian Forestier



En application de l'article R.421-1 du Code de la Justice Administrative, la présente délibération peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le Tribunal administratif de Nîmes (16 avenue Feuchères - CS 88010 - 30 941 Nîmes CEDEX 09 - Tél.: 04 66 27 37 00 - Fax: 04 66 36 27 86 - greffe.ta-nimes@juradm.fr) dans un délai de deux mois à compter de la date de sa publication par voie d'affichage et de sa réception par le représentant de l'Etat.

Nomenclature : 3.3.1.baux à prendre

Acquitté en PREFECTURE le: 17/08/2018



CONVENTION D'OCCUPATION A TITRE PRECAIRE ET REVOCABLE

Entre les soussignés :

La Communauté d'Agglomération Ventoux Comtat Venaissin, sise 1171 avenue du Mont Ventoux 84200 Carpentras, représentée par son Président en exercice, Monsieur Francis ADOLPHE,
Ci-après dénommée : « La CoVe »

D'une part,

et

L'association «Brégoux Compétition», association régie par la loi 1901, sise 573 ancienne route de Sarrians – 84810 Aubignan, représentée par Monsieur Daniel SERRA,
Ci-après dénommée : « L'association »

D'autre part.

Il est exposé et convenu ce qui suit :

Article 1^{er} : Objet de la convention

La présente convention a pour objet de définir les conditions dans lesquelles l'association est autorisée, sous le régime des occupations temporaires du domaine privé de la CoVe, à occuper à titre précaire et révocable un ensemble de parcelles de terre, d'une contenance totale de 11 ha 62 a 15 ca, situées sur la Commune de Loriol du Comtat (84870) et cadastrées comme suit :

- Lieu-dit Mourre des Pins, Section A n° 168, 170, 171, 172, 173, 174, 175,
- Lieu-dit Pont de Maupas, Section A n° 53
- Lieu-dit Patiol, Section A n° 54, 55, 56, 158.

Article 2 : Conditions d'occupation

Les parcelles mises à disposition sont vierges de toute construction.

L'association reconnaît avoir connaissance des risques inhérents à cette occupation eu égard au classement des terrains mis à disposition en zone rouge du Plan de Prévention des Risques d'Inondation (risque maximum).

Toute construction y compris abris temporaires ou locaux techniques du seul fait de l'association est interdite.

Seuls peuvent être admis des équipements sportifs accessoires de types portiques à condition d'être ancrés au sol.

La réalisation de clôtures est autorisée à condition d'être réalisée sans mur bahut. Elles doivent être transparentes à l'écoulement des eaux.

Article 3 : Etat du bien

L'association prendra les parcelles dans l'état où elles se trouvent lors de son entrée en jouissance.

Article 4 : Destination du bien

Les parcelles de terres, objet de la présente convention, seront utilisées par l'association à usage exclusif de centre d'entraînement et pour l'organisation de concours à caractère équestre.

Article 5 : Entretien

L'association est tenue d'entretenir en parfait état le site et de veiller à sa bonne propreté.

Elle s'interdit notamment tout dépôt d'ordures ou déchets de quelque sorte.

Article 6 : Cession, sous-location

La présente convention étant consentie intuitu personae et en considération des objectifs décrits ci-dessus, toute cession de droits en résultant est interdite.

De même l'association s'interdit de sous-louer tout ou partie des parcelles et plus généralement d'en conférer la jouissance totale ou partielle à un tiers par quelque modalité juridique que ce soit.

Article 7 : Durée

La présente convention est conclue pour l'année 2018 sans possibilité de tacite reconduction.

La signature d'une nouvelle convention pourra être envisagée l'année suivante, sur demande de l'association, dans le délai de deux mois avant la date de prise d'effet souhaitée.

Acquitté en PREFECTURE le: 17/08/2018

Article 8 : Redevance – Modalités de règlement

Le montant de la redevance d'occupation est fixé à 1 200,00 € (mille deux cents euros), tout compris.

L'association devra s'acquitter de ce montant, fractionné en deux parts égales de 600,00 €, à réception des titres de recette émis semestriellement par le service financier de la CoVe.

Article 9 : Assurances

L'association doit être couverte par une police d'assurance, souscrite auprès d'une compagnie notoirement connue, garantissant les conséquences pécuniaires de la responsabilité civile qui peut lui incomber, notamment en raison des recours des voisins et des tiers résultant de son activité ou de sa qualité.

Article 10 : Responsabilité et recours

L'association sera personnellement responsable vis-à-vis de la CoVe et des tiers des conséquences dommageables résultant des infractions aux clauses et conditions de la présente convention, de son fait ou de celui de ses membres ou de ses préposés.

Article 11 : Obligations générales de l'association

La présente convention est consentie aux charges et conditions générales que l'association accepte précisément à savoir :

- faire son affaire personnelle de toutes réclamations ou contestations de tiers concernant son activité.
- se conformer aux lois et règlements en vigueur.

Article 12 : Résiliation

L'association reconnaît avoir connaissance des projets de cession afférents aux biens occupés et s'engage à restituer en tout ou partie les parcelles de terrain dans leur état originel dans un délai d'un mois à réception d'une demande écrite de la CoVe.

Dans ce cas, une réfection du loyer sera appliquée à concurrence de la superficie des parcelles vendues et au prorata temporis, mais sans ouvrir droit à indemnité au profit de l'association au motif de cette éviction partielle.

Par ailleurs, en cas de non-respect par l'une des parties de l'une des quelconques obligations contenues dans la présente convention, celle-ci sera résiliée de plein droit, sans indemnité ni réfection de loyer, à l'expiration d'un délai de 15 jours suivant l'envoi d'une lettre recommandée avec accusé de réception portant mise en demeure d'avoir à exécuter et restée sans effet.

Article 13 : Election de domicile

Pour l'exécution de la présente convention les parties font élection de domicile :

- Pour la CoVe en son siège social, 1171 avenue du Mont Ventoux 84200 Carpentras.
- Pour l'association en son siège social, 573 ancienne route de Sarrians – 84810 Aubignan.

Article 14 : Transmission au représentant de l'Etat

En application de l'article 2 de la loi du 2 mars 1982 la présente convention ne sera exécutoire qu'après transmission au représentant de l'Etat dans le département.

Article 15 -Litiges

En cas de difficultés sur l'interprétation de la présente convention, les parties s'efforceront de résoudre leurs différends à l'amiable. En cas de désaccord persistant, il sera porté devant la juridiction d'instance compétente.

Fait en deux exemplaires originaux à Carpentras, le

Pour le Président et par délégation,
Le directeur des ressources et des moyens,
Adjoint au directeur général des services,

Christian Forestier

Pour l'association
Brégoux Compétition

Daniel SERRA

**République Française
Département de Vaucluse
Communauté d'agglomération Ventoux Comtat Venaissin**

Extrait du registre des décisions du Président

Décision n° 2018-59

Objet : convention de mise à disposition partielle de service d'assistance à maîtrise d'ouvrage de la communauté d'agglomération Ventoux Comtat Venaissin avec la commune de Bédoin, pour la conduite de l'opération travaux de mise en valeur de la villa des Bruns

Le Président de la Communauté d'Agglomération Ventoux Comtat Venaissin,

Vu le schéma de mutualisation en vigueur entre la communauté d'agglomération et ses communes membres,

Vu le code général des collectivités territoriales et notamment l'article L.5211-10 et les alinéas III et IV de l'article L.5211-4-1

Vu la délibération du Conseil de communauté n°92-18 en date du 19 juillet 2018 portant délégation d'attributions au président,

Vu l'arrêté n°2018-900 du 12 juillet 2018 portant délégation de signature à monsieur Christian Forestier, directeur des ressources et des moyens de la CoVe, Adjoint au directeur général des services,

Vu la délibération 2017-62 du 27 mars 2017 portant adhésion à la convention cadre de mise à disposition partielle de services de la CoVe auprès de ses communes membres,

Vu la décision 2018-024 du 12 mars 2018 de la commune de Bédoin approuvant le projet de convention de mise à disposition de service d'assistance à maîtrise d'ouvrage entre la CoVe et la commune de Bédoin pour la conduite de l'opération « travaux de mise en valeur de la villa des bruns »,

Considérant le projet des travaux de mise en valeur de la villa des Bruns, et la demande de la commune de Bédoin, maître d'ouvrage, de mise à disposition partielle des services de la CoVe pour une mission d'assistance à maîtrise d'ouvrage pour la conduite de l'opération,

Considérant que la mise à disposition partielle des services de la CoVe pour l'exercice des compétences communales s'intègre dans le schéma de mutualisation et présente en l'espèce un intérêt dans le cadre d'une bonne organisation entre les services du bloc communal,

Vu le projet de convention à cet effet entre la commune de Bédoin et la communauté d'agglomération, annexée à la présente décision,

Décide

Article 1^{er} : D'approuver, de signer et de mettre en œuvre la convention de mise à disposition partielle de service d'assistance à maîtrise d'ouvrage entre la CoVe et la commune de Bédoin pour la conduite de l'opération des travaux de mise en valeur de la villa des Bruns.

Article 2 : Le directeur général des services de la communauté d'agglomération Ventoux Comtat Venaissin est chargé de l'exécution de la présente décision.

Transmis en Préfecture le : 17 AOÛT 2018

Publication par affichage le : 17 AOÛT 2018

Exécutoire le : 17 AOÛT 2018

Fait à Carpentras, le 16 août 2018
Pour le Président et par délégation,
Le directeur des ressources et des moyens,
Adjoint au directeur général des services,

Christian Forestier

En application de l'article R.421-1 du Code de la Justice Administrative, la présente délibération peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le Tribunal administratif de Nîmes (16 avenue Feuchères - CS 88010 - 30 941 Nîmes CEDEX 09 - Tél.: 04 66 27 37 00 - Fax: 04 66 36 27 86 - greffe.ta-nimes@juradm.fr) dans un délai de deux mois à compter de la date de sa publication par voie d'affichage et de sa réception par le représentant de l'Etat.

Nomenclature : 5.7.4. Convention pour services partagés interco - communes membres

Acquitté en PREFECTURE le: 17/08/2018

**CONVENTION DE MISE A DISPOSITION DE SERVICE
D'ASSISTANCE A MAÎTRISE D'OUVRAGE**

**ENTRE LA CoVe ET LA COMMUNE de BEDOIN
POUR LA CONDUITE DE L'OPERATION**

TRAVAUX DE MISE EN VALEUR DE LA VILLA DES BRUNS

Entre :

D'une part, la Communauté d'agglomération Ventoux Comtat Venaissin, dite « établissement d'origine », représentée par son Président, Monsieur Guy Rey, agissant par délégation de compétence du Conseil de Communauté, en application de la délibération n° 92-18 en date du 19 juillet 2018.

Et d'autre part, la Commune de BEDOIN membre de la Communauté d'agglomération Ventoux Comtat Venaissin, dite « collectivité d'accueil », représentée par son Maire, Monsieur Luc Reynard agissant en vertu de la décision du 12 mars 2018.

Article 1 : objet

La commune projette de mettre en valeur le site de la villa des Bruns. Pour ce faire, une première étude de faisabilité et d'estimation a été effectuée et approuvée par la commune.

Il est conclu, en application des alinéas III et IV de l'article L.5211-4-1 du code général des collectivités territoriales, une convention de mise à disposition des services de la Communauté d'agglomération Ventoux Comtat Venaissin auprès de la commune pour une mission d'assistance à maîtrise d'ouvrage concernant la conduite de cette opération.

Article 2 : composition du service mis à disposition

En application de la présente convention, la Communauté d'agglomération Ventoux Comtat Venaissin mettra à disposition de la commune tous les services nécessaires à la réalisation de la mission d'assistance à maîtrise d'ouvrage citée en objet en particulier le service Constructions Publiques.

Article 3 : Etendue de l'assistance à maîtrise d'ouvrage

L'assistance à la maîtrise d'ouvrage recouvre les missions suivantes :

PHASE ETUDES

Préparation du Programme- Choix d'un maître d'œuvre

- Assistance à Elaboration des marchés de maîtrise d'œuvre (Pièces administratives et techniques),
- Conseils sur le suivi de la procédure de concours,
- Assistance pour le choix du titulaire,

Suivi du marché de maîtrise d'œuvre

- Elaboration du marché de maîtrise d'œuvre,
- Gestion du marché et suivi des prestations réalisées,

- Assistance à l'élaboration des pièces administratives relatives à la consultation des entreprises de travaux,
- Assistance à la passation et à la notification des marchés de travaux.

Préparation, suivi et autres contrats d'études et de prestations intellectuelles

- Définition de la mission SPS, OPC et BC,
- Préparation de la procédure de consultation,
- Assistance du maître de l'ouvrage pour le choix du titulaire,
- Gestion des marchés et suivi des prestations réalisées.

PHASE TRAVAUX

Chantier

- Assistance et participation à la préparation du chantier (Installation, ouverture de chantier, avances...)
- Participation aux réunions de chantier
- Contrôle et suivi des coûts de l'opération de travaux
- Conseil, assistance dans la passation des modifications de marchés
- Suivi et assistance à la validation des études liées à l'opération (SPS, Contrôle, géotechnique...)
- Suivi des prestations de la maîtrise d'œuvre (visa au maître de l'ouvrage, des décomptes des prestations après vérification du maître d'œuvre, compte rendus de chantiers, planning de chantier...)

Assistance pendant la phase de réception

- Assistance du maître de l'ouvrage pendant les opérations préalables à la réception
- Assistance du maître de l'ouvrage lors de la réception des travaux

Assistance pendant l'année de garantie de parfait achèvement (GPA)

- Assistance du maître de l'ouvrage en vue du règlement des litiges avec les entrepreneurs
- Suivi avec le maître d'œuvre des désordres pouvant apparaître durant l'année de parfait achèvement
- Conseil et assistance en cas de mise en œuvre des assurances

Article 4 : remboursement des frais de fonctionnement de l'assistance

Article 4.1 : principe de calcul

La mission d'assistance à maîtrise d'ouvrage pour des conduites d'opération de travaux donne lieu à une facturation proratisée en fonction du montant de l'opération.

Les montants exprimés sont tous en € Hors Taxe.

Montant d'opération : ce montant est défini par les frais dus par la commune pour la réalisation de l'opération.

Il comprend :

- Les coûts estimés des travaux
- Pour les opérations de bâtiment un cout forfaitaire de 15% de l'estimation travaux pour les frais d'études (Maîtrise d'œuvre, levers topo, diagnostics, sondages, bureau de contrôle, coordination sécurité, ...)
- Pour les opérations de voirie un cout forfaitaire de 10% de l'estimation travaux pour les frais d'études (Maîtrise d'œuvre, levers topo, concessionnaires de réseaux, foncier, géotechnique, sondages, coordination sécurité, ...)

- Ne sont pas inclus dans ce coût d'opération :
Les frais éventuels d'acquisition foncière, les frais éventuels d'assurance, et tout autres frais liés au fonctionnement de la commune dans le cadre de cette opération.

Sur la base de ce montant, les frais de fonctionnement du service de la CoVe mis à disposition sont calculés de la manière suivante :

- Pour la tranche des premiers 100 000€, 3%
- Pour la tranche de 100 000 à 500 000€, 2,5%
- Pour la tranche au-delà de 500 000€, 2%.

Pour une opération complète, les paiements interviennent :

- A la signature de la convention, pour 25%
- Au terme de la phase faisabilité / programmation, pour 5%
- Au terme de la phase de conception et de passation des marchés de travaux, pour 30%
- Au terme de la phase de suivi des travaux et de la réception, pour 40%.

Pour les opérations en cours, il est appliqué au montant du calcul fondé sur le coût de l'opération, le pourcentage correspondant aux phases à réaliser.

Pour chacune de ces phases restantes, le paiement s'effectue pour 25% à leur commencement et pour 75% à leur achèvement. Il en est de même pour des opérations conditionnelles et/ou complémentaires.

A l'issue de l'opération, ou le cas échéant à l'issue de chaque tranche, et sur production du décompte général définitif des dépenses de celle-ci, le coût d'assistance de la CoVe est recalculé, toujours sur la base des éléments pris en compte (maîtrise d'œuvre, travaux, contrôles, à l'exclusion des acquisitions foncières et immobilières ainsi que des assurances).

Si le coût final est supérieur au coût estimatif retenu dans la présente convention, la commune s'acquitte du complément ; s'il est inférieur, la CoVe rembourse la commune du trop-perçu.

Article 4.2 : calcul du coût de la mise à disposition de la présente convention

Pour la présente assistance à maîtrise d'ouvrage, le montant d'opération présentement retenu est celui de l'estimation des études de faisabilité, soit : **180 000 € HT**.

Coût de l'assistance pour l'opération complète :

Tranche	Somme retenue dans la tranche	Taux appliqué	Montant AMO pour l'opération
0-100 000 €	100 000 €	3%	3 000 €
100 000 € - 500 000 €	80 000 €	2.5%	2 000 €
Au-delà de 500 000 €	- €	2%	0 €
Coût d'opération	180 000 €	Coût assistance complète	5 000 €

En conséquence, le coût prévisionnel de l'assistance de la CoVe s'élève à **5 000.00 €** (cinq mille euros)

Article 5 : modification et résiliation de la convention de mise à disposition de service d'assistance à maîtrise d'ouvrage

La convention de mise à disposition de service d'assistance à maîtrise d'ouvrage n'est pas susceptible de modification substantielle tenant à son objet ou aux modalités de mise en œuvre et de remboursement.

L'exécution de la convention de mise à disposition de service d'assistance à maîtrise d'ouvrage peut être suspendue à tout moment et sans préavis, à la demande expresse et motivée des deux parties.

Le contenu de la mission peut être diminué, à tout moment et dans le respect d'un préavis de quatre mois, et ce, jusqu'à la résiliation de la convention de mise à disposition de service d'assistance à maîtrise d'ouvrage, à la demande expresse et motivée des deux parties. En ce cas, les parties conviennent du règlement financier de la terminaison de la convention.

Article 6 : juridiction compétente en cas de litige

Les parties s'obligent à rechercher une solution amiable à tout litige.

Toutefois, tout litige pouvant survenir dans le cadre de l'application de la présente convention relèvera de la compétence du Tribunal administratif de Nîmes.

Fait à Carpentras, le

Le Président de la Communauté d'agglomération
Ventoux Comtat Venaissin,

Le Maire

M. Guy REY

Luc REYNARD

République Française
Département de Vaucluse
Communauté d'agglomération Ventoux Comtat Venaissin

Extrait du registre des décisions du Président

Décision n° 2018-60

Objet : convention de mise à disposition partielle de différents services de la CoVe auprès du syndicat mixte Comtat Ventoux

Le Président de la Communauté d'Agglomération Ventoux Comtat Venaissin,

Vu le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 5721-6-1 et L 5211-4-1

Vu la délibération du Conseil de communauté n°92-18 en date du 19 juillet 2018 portant délégation d'attributions au président,

Vu la délibération n°04-2018 du syndicat mixte Comtat Ventoux du 12 avril 2018 approuvant le projet de convention de mise à disposition partielle de différents services de la CoVe à compter du 1^{er} juillet 2017 pour une durée de trois ans,

Considérant que la mise à disposition partielle des services de la CoVe permet de rationaliser le fonctionnement du syndicat, sachant que ce mode de fonctionnement, en vigueur depuis le démarrage du syndicat en 2004 a été largement éprouvé et a donné satisfaction par le passé,

Vu le projet de convention à cet effet entre la CoVe et le syndicat mixte Comtat Ventoux, annexé à la présente décision,

Décide

Article 1^{er} : D'approuver, de signer et de mettre en œuvre la convention de mise à disposition partielle de différents services de la CoVe auprès du syndicat mixte Comtat Ventoux, à compter du 1^{er} juillet 2017 pour une durée de trois ans renouvelable par expresse reconduction.

Article 2 : Le directeur général des services de la communauté d'agglomération Ventoux Comtat Venaissin est chargé de l'exécution de la présente décision.

Transmis en Préfecture le : 17 AOÛT 2018

Fait à Carpentras, le 16 août 2018

Publication par affichage le : 17 AOÛT 2018

Le Président,

Exécutoire le :

Guy Rey



En application de l'article R.421-1 du Code de la Justice Administrative, la présente délibération peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le Tribunal administratif de Nîmes (16 avenue Feuchères -CS 88010 - 30 941 Nîmes CEDEX 09 - Tél.: 04 66 27 37 00 - Fax: 04 66 36 27 86 - greffe.ta-nimes@juradm.fr) dans un délai de deux mois à compter de la date de sa publication par voie d'affichage et de sa réception par le représentant de l'Etat.

CONVENTION DE MISE A DISPOSITION PARTIELLE DE SERVICES

ENTRE

La COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION VENTOUX COMTAT VENAISSIN (ci-après dénommée « la CoVe »), domiciliée 1171 avenue du Mont Ventoux, CS 30085, 84 203 Carpentras Cedex, dûment représentée par Président en exercice, Monsieur Guy REY,
d'une part,

ET

Le SYNDICAT MIXTE COMTAT VENTOUX (ci-après dénommé « le Syndicat mixte »), domicilié 1171 avenue du Mont Ventoux, CS 30085, 84 203 Carpentras Cedex, dûment représenté par son Président en exercice, Monsieur Gilles VEVE,
d'autre part,

IL EST CONVENU CE QUI SUIT :

Préambule

La Communauté d'Agglomération Ventoux Comtat Venaissin (la COVE), a été créée à compter du 1er janvier 2003. Elle dispose, au rang de ses compétences légales obligatoires en matière d'« aménagement de l'espace », de la compétence « Schéma de Cohérence Territoriale ».

Dans ce cadre, le Préfet de Vaucluse a fixé, par arrêté le périmètre initial du SCOT de l'Arc Comtat Ventoux le 12 mars 2004. Il a été modifié le 31 octobre 2013 pour prendre en compte l'extension sur le Plateau de Saulat, liée à la fusion de l'ancienne communauté de communes des Terrasses du Ventoux et de celle du Plateau de Saulat.

Par arrêté préfectoral du 8 novembre 2004, le Syndicat Mixte Comtat Ventoux, chargé de l'élaboration du SCOT, a été constitué. Il regroupe désormais deux EPCI, à savoir la COVE comptant 25 communes et la communauté de communes Ventoux Sud comptant 11 communes, chacun compétent en matière d'élaboration de SCOT.

Dans ce cadre, et plus particulièrement dans celui de la mise en place du Syndicat Mixte, le Syndicat et la COVE se sont rapprochés afin de mettre en place une organisation interne rationnelle et cohérente, tant pour ledit Syndicat Mixte que pour ses membres.

A ce titre, dans la mesure où la COVE dispose d'ores et déjà de services internes opérationnels et organisés, notamment dans les domaines de l'aménagement de l'espace, il est apparu opportun, tant pour des raisons de cohérence que d'économies d'échelles, et, en définitive, pour une meilleure organisation des services, d'envisager une mise à disposition de services de la COVE au profit du Syndicat Mixte.

Une telle mise à disposition de services est juridiquement possible, sur le fondement des dispositions de l'article L 5211-4-1 II du Code Général des Collectivités Territoriales, pleinement applicable au Syndicat Mixte « fermé » Comtat Ventoux, et ce, par application des dispositions de l'article L 5721-9 du CGCT.

Dans ce cadre, la présente convention a pour effet d'organiser et de mettre en place la mise à disposition de certains services de la COVE, au premier rang desquels, le Service « Aménagement de l'espace », au profit du Syndicat Mixte Comtat Ventoux.

Article 1er : Objet de la présente convention

La présente convention a pour objet de préciser les modalités de mise à disposition de certains des services de la CoVe au profit du Syndicat mixte chargé du SCOT dont elle est membre, en prenant en compte les exigences de bonne organisation et de rationalisation nécessaires à l'exercice de la compétence « Schéma de Cohérence Territoriale », transférée au Syndicat mixte.

Article 2 : Services de la CoVe mis à disposition du Syndicat Mixte

Article 2-1 : Mise à disposition du service « Aménagement de l'espace et stratégie foncière »

Le service « aménagement de l'espace et stratégie foncière » de la COVE est partiellement mis à disposition du Syndicat mixte à raison de 110 % d'une unité de fonctionnement du service

Cette quotité de mise à disposition du service pourra, le cas échéant, être modifiée par accord entre les parties, ce en fonction de l'évolution des besoins respectifs de la CoVe et du Syndicat.

Article 2-2 : Mise à disposition de services de la CoVe effectuée de manière accessoire ou occasionnelle

Les autres services de la CoVe qui, de par leurs fonctions et activités, sont amenés à intervenir de façon ponctuelle sur des questions en rapport avec la compétence « Schéma de Cohérence Territoriale » transférée au Syndicat mixte seront également, en tant que de besoin, mis à disposition du Syndicat Mixte, de manière accessoire.

Ces mises à dispositions concernent plus particulièrement.

- Au sein de la Direction de l'Aménagement du Territoire :
 - service cartographie et connaissance du territoire
 - service habitat,
 - service environnement et énergie,
- Au sein de la Direction du Développement Economique et Touristique :
 - Service tourisme
 - Service développement économique
- Au sein de la direction des ressources et des moyens:
 - Service des Finances
 - Service Informatique et télécommunication
 - Agent en charge de la recherche et suivi de subventions
 - Service de la commande publique
- Au sein de la DGS : service administration générale et affaires communales
- La direction des ressources humaines
- Le service communication

La quotité globale de mise à disposition pour l'ensemble de ces services est fixée à 30 % d'une unité de fonctionnement.

Cette quotité de mise à disposition des services pourra, le cas échéant, être modifiée par accord entre les parties, ce en fonction de l'évolution des besoins respectifs de la CoVe et du Syndicat.

Article 3 : Déroulement de la mise à disposition de services

Article 3-1 : Situation des agents exerçant leurs fonctions dans les services mis à disposition

Les agents des services de la CoVe mis à disposition du Syndicat mixte demeurent statutairement employés par la Communauté d'Agglomération, dans les conditions de statut et d'emploi qui sont les leurs.

Ils effectuent leur service pour le compte du Syndicat selon les quotités et modalités prévues par la présente convention, dans le respect des dispositions de l'article L 5211-4-1 II du Code général des collectivités territoriales pour ce qui concerne les instructions adressées aux chefs des services mis à disposition, ainsi que les délégations de signature données, le cas échéant, à ces derniers.

Article 3-2 : Informations réciproques entre la CoVe et le Syndicat mixte

La CoVe met à disposition du Syndicat mixte, en tant que de besoin, les études existantes ou à venir, ainsi que toutes informations qui pourraient être utiles à ce dernier dans le cadre de l'exercice de ses compétences en matière de Schéma de Cohérence Territoriale.

Réciproquement, le Syndicat mixte s'engage à mettre à disposition de la CoVe, en tant que de besoin, toutes informations et études qui pourraient s'avérer utiles à cette dernière dans le cadre de l'exercice de ses compétences.

Article 3-3 : Dispositif de suivi de l'application de la présente convention

Un suivi de l'application de la présente convention est assuré en liaison entre les services de la CoVe et du Syndicat Mixte.

Il est établi chaque année, avant le 30 septembre de l'année qui suit, un compte-rendu annuel synthétique de l'application de la présente convention.

Ce compte-rendu est pris en compte dans le rapport annuel d'activités du Syndicat Mixte, élaboré en application de l'article L 5211-39 alinéa 1^{er} du code général des collectivités territoriales.

Article 4 : Modalités financières

Article 4-1 : Mode de calcul du coût unitaire de fonctionnement du service

Conformément aux dispositions de l'article L.5211-4-1 II et D.5211-16 du code général des collectivités territoriales, les modalités de remboursement, par la Syndicat mixte, des frais de fonctionnement des services mis à disposition par la CoVe sont fixées dans les conditions prévues par le présent article.

Règlementairement, le remboursement s'effectue sur la base du coût global de fonctionnement de chaque service (charges salariales), tel qu'identifié dans le compte administratif de l'établissement d'origine, divisé par le nombre d'unités de fonctionnement (nombre d'équivalents temps plein travaillant dans le service). On obtient ainsi le coût d'une unité de fonctionnement du ou des services mis à disposition.

Article 4-2 : Remboursement à la CoVe des frais de fonctionnement du service Aménagement de l'espace et stratégie foncière

Le Syndicat mixte s'engage à rembourser à la CoVe les frais occasionnés par la mise à disposition du service Aménagement de l'espace et stratégie foncière à son profit, en application de l'article 2-1 de la présente convention.

Pour le calcul du montant, sont prises en comptes les charges de personnel et frais assimilés (rémunérations, charges sociales, taxes, cotisations, frais médicaux), telles qu'elles apparaissent au compte administratif de la CoVe :

Les frais de fonctionnement sont calculés sur la base du coût unitaire de fonctionnement du service, affectée de la quotité de mise à disposition du service visée à l'article 2-1.

Le service Aménagement de l'espace et stratégie foncière de la CoVe bénéficie actuellement de locaux et de matériel qui continueront d'être utilisés dans des conditions similaires à celles qui préexistaient à la signature de la présente convention. Ainsi, l'ensemble des moyens mis à disposition (notamment locaux, bureautique, véhicule...), n'entraînant pour la COVE aucun coût supplémentaire notable, elles ne donnent pas lieu à remboursement de la part du Syndicat mixte.

Article 4-3 : Remboursement à la CoVe des frais de fonctionnement des services mis à disposition du Syndicat mixte de manière accessoire

Le Syndicat mixte s'engage à rembourser à la CoVe les frais de fonctionnement occasionnés par la mise à disposition accessoire ou occasionnelle de certains services de la CoVe à son profit, en application de l'article 2-2 de la présente convention.

Les frais de fonctionnement sont calculés sur la base du coût unitaire de fonctionnement de l'ensemble de ces services, affectée de la quotité de mise à disposition visée à l'article 2-2.

Le montant du remboursement effectué par le Syndicat Mixte à la COVE au titre des frais de fonctionnement du service inclut les charges de personnel visées à l'article 4-1 de la présente convention, à l'exclusion des frais et charges afférents aux locaux et matériel.

Article 4-4 : Modalités du remboursement

Le remboursement s'effectue selon une périodicité annuelle, sur facturation de la CoVe au Syndicat mixte.

Article 4-5 : Informations réciproques entre la COVE et le Syndicat Mixte

Les échanges d'informations et d'études effectués réciproquement entre la COVE et le Syndicat mixte et visés à l'article 3-4 de la présente convention sont réalisés à titre gracieux.

Article 5 : Entrée en vigueur de la présente convention

La présente convention entrera en vigueur le 1^{er} juillet 2017.

Article 6 : Durée de la présente convention

La présente convention est conclue pour une durée de 3 ans. Elle est, le cas échéant, renouvelable, par accord exprès entre les parties

Article 7 : Litiges

Tout litige pouvant survenir dans le cadre de l'application de la présente convention relèvera de la compétence du Tribunal Administratif de Nîmes, les parties s'engageant à rechercher préalablement une solution amiable au litige

Fait à *Carpentras*

le : 17 AOÛT 2018

Le Président de la CoVe

Guy REY



Le Président du Syndicat Mixte

Gilles VEVE



République Française
Département de Vaucluse
Communauté d'agglomération Ventoux Comtat Venaissin

Extrait du registre des décisions du Président

Décision n° 2018-61

Objet : Demande de subvention auprès de l'ANAH pour le suivi-animation de l'OPAH multisites (n°2) 2018-2021

Le président de la communauté d'agglomération Ventoux-Comtat Venaissin,

Vu le code général des collectivités territoriales ;

Vu les statuts de la CoVe, portant compétence en matière d'équilibre social de l'habitat,

Vu la délibération n°05-07 du 22 février 2007 adoptant le Programme Local de l'Habitat,

Vu la délibération n°73-10 du 29 juin 2010 relative au lancement de l'étude pré-opérationnelle d'OPAH multisites,

Vu la délibération n°164-12 du 8 octobre 2012 adoptant la convention cadre relative à l'OPAH multisites 2013-2015,

Vu la délibération n°07-14 du 3 mars 2014 adoptant le 2ème Programme Local de l'Habitat (2014-2020) de la CoVe,

Vu la délibération n°216-14 du 13 octobre 2014 relative à l'avenant n°1 de la convention cadre d'OPAH multisites 2013-2015,

Vu la délibération n°190-17 du 11 décembre 2017 relative à la convention cadre d'OPAH multisites 2018-2021,

Vu la délibération du Conseil de Communauté n°92-18 en date du 19 juillet 2018 portant délégation d'attributions au Président, notamment en matière de demande de subventions auprès des organismes extérieurs pour le financement des actions et des projets de la CoVe,

Vu l'arrêté n° 2018-900 du 12 juillet 2018 portant délégation de signature à Monsieur Christian Forestier, directeur des ressources et des moyens, adjoint au directeur général des services de la CoVe ;

Décide

Article 1 : D'autoriser l'engagement de l'opération de suivi-animation, qui sera réalisée par un bureau d'études, durant la durée de l'OPAH multisites (3 ans)

Article 2 : De solliciter la subvention de l'ANAH dans le cadre de l'aide à l'ingénierie et notamment pour le montage de dossiers du programme Habiter Mieux, sur la durée de l'OPAH multisites et sur la durée du programme Habiter Mieux, et selon la réglementation en vigueur. Le programme Habiter Mieux vise à aider les propriétaires modestes et très modestes à réaliser leurs travaux de réduction de la précarité énergétique.

Article 3 : De préciser que la recette correspondante sera imputée sur le compte HAB-74718-70

Article 4 : De signer tous actes aux effets ci-dessus.

Article 5 : Le Directeur Général des Services de la Communauté d'Agglomération Ventoux Comtat Venaissin est chargé de l'exécution administrative de la présente décision.

Transmis en Préfecture le : 22 AOÛT 2018

Fait à Carpentras, le 22 août 2018

Publication par affichage le :

22 AOÛT 2018

Pour le Président et par délégation,

Exécutoire le :

22 AOÛT 2018



Le directeur des ressources et des moyens,
adjoint au directeur général des services

Christian Forestier

En application de l'article R.421-1 du Code de la Justice Administrative, la présente délibération peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le Tribunal administratif de Nîmes (16 avenue Feuchères - CS 88010 - 30 941 Nîmes CEDEX 09 - Tél.: 04 66 27 37 00 - Fax: 04 66 36 27 86 - greffe.ta-nîmes@juradm.fr) dans un délai de deux mois à compter de la date de sa publication par voie d'affichage et de sa réception par le représentant de l'Etat.

Extrait du registre des décisions du Président

Décision n° 2018-62

Objet : convention de mise à disposition partielle de service d'assistance à maîtrise d'ouvrage de la communauté d'agglomération Ventoux Comtat Venaissin avec la commune d'Aubignan, pour la conduite de l'opération création d'un DOJO – phase études.

Le Président de la Communauté d'Agglomération Ventoux Comtat Venaissin,

Vu le schéma de mutualisation en vigueur entre la communauté d'agglomération et ses communes membres,

Vu le code général des collectivités territoriales et notamment l'article L.5211-10 et les alinéas III et IV de l'article L.5211-4-1

Vu la délibération du Conseil de communauté n°92-18 en date du 19 juillet 2018 portant délégation d'attributions au président,

Vu l'arrêté n°2018/899 du 12 juillet 2018 portant délégation de signature à monsieur Laurent Marteau, directeur général des services de la CoVe,

Vu la délibération 2009-110 du 22 avril 2009 portant adhésion à la convention cadre de mise à disposition partielle de services de la CoVe auprès de ses communes membres,

Vu la délibération 2018-440 du 1^{er} juin 2018 de la commune d'Aubignan approuvant le projet de convention de mise à disposition de service d'assistance à maîtrise d'ouvrage entre la CoVe et la commune d'Aubignan pour la conduite de l'opération «création d'un DOJO – phase études»,

Considérant le projet des travaux de création d'un DOJO – phase études, et la demande de la commune d'Aubignan, maître d'ouvrage, de mise à disposition partielle des services de la CoVe pour une mission d'assistance à maîtrise d'ouvrage pour la conduite de l'opération,

Considérant que la mise à disposition partielle des services de la CoVe pour l'exercice des compétences communales s'intègre dans le schéma de mutualisation et présente en l'espèce un intérêt dans le cadre d'une bonne organisation entre les services du bloc communal,

Vu le projet de convention à cet effet entre la commune d'Aubignan et la communauté d'agglomération, annexée à la présente décision,

Décide

Article 1^{er} : D'approuver, de signer et de mettre en œuvre la convention de mise à disposition partielle de service d'assistance à maîtrise d'ouvrage entre la CoVe et la commune d'Aubignan pour la conduite de l'opération création d'un DOJO – phase études.

Article 2 : Le directeur général des services de la communauté d'agglomération Ventoux Comtat Venaissin est chargé de l'exécution de la présente décision.

Transmis en Préfecture le : 25 OCT 2018

Publication par affichage le : 25 OCT 2018

Exécutoire le : 25 OCT 2018

Fait à Carpentras, le 20 septembre 2018

Pour le Président et par délégation,

Le directeur général des services,

Laurent Marteau



En application de l'article R.421-1 du Code de la Justice Administrative, la présente délibération peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le Tribunal administratif de Nîmes (16 avenue Feuchères - CS 88010 - 30 941 Nîmes CEDEX 09 - Tél.: 04 66 27 37 00 - Fax: 04 66 36 27 86 - greffe.ta-nîmes@juradm.fr) dans un délai de deux mois à compter de la date de sa publication par voie d'affichage et de sa réception par le représentant de l'Etat.



CONVENTION DE MISE A DISPOSITION D D'ASSISTANCE A MAÎTRISE D'OUV

Envoyé en préfecture le 25/10/2018

Reçu en préfecture le 25/10/2018

Affiché le

ID 084-248400053-20180920-D2018_62-AU



ENTRE LA CoVe ET LA COMMUNE d'AUBIGNAN POUR LA CONDUITE DE L'OPERATION

CREATION D'UN DOJO

PHASE DES ETUDES

Entre d'une part :

La Communauté d'agglomération Ventoux Comtat Venaissin, dite « établissement d'origine », représentée par son vice-président, Monsieur Guy Girard, agissant par délégation de compétence du Conseil de Communauté, en application de la délibération n° 92-18 en date du 19 juillet 2018.

Et d'autre part,

La Commune de AUBIGNAN membre de la Communauté d'agglomération Ventoux Comtat Venaissin, dite « collectivité d'accueil », représentée par son Maire, Monsieur Guy Rey agissant en vertu d'une délibération du.

Article 1 : objet

La commune projette de réaliser un dojo. Il est conclu, en application des alinéas III et IV de l'article L.5211-4-1 du code général des collectivités territoriales, une convention de mise à disposition des services de la Communauté d'agglomération Ventoux Comtat Venaissin auprès de la commune pour une mission d'assistance à maîtrise d'ouvrage concernant la conduite des études de cette opération.

Article 2 : composition du service mis à disposition

En application de la présente convention, la Communauté d'Agglomération Ventoux Comtat Venaissin mettra à disposition de la commune tous les services nécessaires à la réalisation de la mission d'assistance à maîtrise d'ouvrage citée en objet en particulier le service Constructions Publiques.

Article 3 : Etendue de l'assistance à maîtrise d'ouvrage

L'assistance à la maîtrise d'ouvrage recouvre les missions suivantes :

PHASE ETUDES

Préparation du Programme- Choix d'un maître d'œuvre :

- Assistance à l'élaboration des marchés de maîtrise d'œuvre (Pièces administratives et techniques),
- Conseils sur le suivi de la procédure de concours,
- Assistance pour le choix du titulaire,

Suivi du marché de maîtrise d'œuvre :

- Gestion du marché et suivi des prestations réalisées,
- Assistance à l'élaboration des pièces administratives relatives à la consultation des entreprises de travaux,
- Assistance à la passation et à la notification des marchés de travaux.

Préparation, suivi et autres contrats d'études et de prestations intellectuelles :

- Définition de la mission SPS, OPC et BC,
- Préparation de la procédure de consultation,
- Assistance du maître de l'ouvrage pour le choix du titulaire,
- Gestion des marchés et suivi des prestations réalisées.

Article 4 : remboursement des frais de fonctionnement de l'ass**✓ Article 4.1 : principe de calcul**

La mission d'assistance à maîtrise d'ouvrage pour des conduites d'opération de travaux donne lieu à une facturation proratisée en fonction du montant de l'opération. Les montants exprimés sont tous en € Hors Taxes.

Montant d'opération : ce montant est défini par les frais dus par la commune pour la réalisation de l'opération. Il comprend :

- Les coûts estimés des travaux
- Pour les opérations de bâtiment, un coût forfaitaire de 15% de l'estimation travaux pour les frais d'études (Maîtrise d'œuvre, levés topo, diagnostics, sondages, bureau de contrôle, coordination sécurité...)
- Pour les opérations de voirie, un coût forfaitaire de 10% de l'estimation travaux pour les frais d'études (Maîtrise d'œuvre, levés topo, concessionnaires de réseaux, foncier, géotechnie, sondages, coordination sécurité...)
- Ne sont pas inclus dans ce coût d'opération : Les frais éventuels d'acquisition foncière, les frais éventuels d'assurance, et tout autre frais lié au fonctionnement de la commune dans le cadre de cette opération.

Sur la base de ce montant, les frais de fonctionnement du service de la CoVe mis à disposition sont calculés de la manière suivante :

- Pour la tranche des premiers 100 000€ : 3%
- Pour la tranche de 100 000 à 500 000€ : 2,5%
- Pour la tranche au-delà de 500 000€ : 2%.

Pour une opération complète, les paiements interviennent :

- A la signature de la convention, pour 25%
- Au terme de la phase faisabilité / programmation, pour 5%
- Au terme de la phase de conception et de passation des marchés de travaux, pour 30%
- Au terme de la phase de suivi des travaux et de la réception, pour 35%
- Au terme de la GPA (Garantie de Parfait Achèvement), pour 5%.

Pour les opérations en cours, il est appliqué au montant du calcul fondé sur le coût de l'opération, le pourcentage correspondant aux phases à réaliser. Pour chacune de ces phases restantes, le paiement s'effectue pour 25% à leur commencement et pour 75% à leur achèvement. Il en est de même pour des opérations conditionnelles et/ou complémentaires.

A l'issue de l'opération, ou le cas échéant à l'issue de chaque tranche, et sur production du décompte général définitif des dépenses de celle-ci, le coût d'assistance de la CoVe pourra être recalculé, toujours sur la base des éléments pris en compte (maîtrise d'œuvre, travaux, contrôles, à l'exclusion des acquisitions foncières et immobilières ainsi que des assurances).

Si le coût final est supérieur au coût estimatif retenu dans la présente convention, la commune s'acquitte du complément ; s'il est inférieur, la CoVe rembourse la commune du trop-perçu.

✓ Article 4.2 : calcul du coût de la mise à disposition de la présente convention

Pour la présente assistance à maîtrise d'ouvrage, le montant d'opération présentement retenu est de :

460 000,00 € HT.

Coût de l'assistance pour l'opération complète :

Tranche	Somme retenue dans la tranche	Taux appliqué	Montant AMO pour l'opération
0-100 000 €	100 000 €	3%	3 000 €
100 000 € - 500 000 €	360 000 €	2.5%	9 000 €
Au-delà de 500 000 €	-	2%	- €
Coût prévisionnel de l'opération	460 000,00 €	Coût assistance complète	12 000,00 €

Cependant, l'opération ne portant que sur la phase des études, il est appliqué à ce coût, le coefficient de

60%.

Envoyé en préfecture le 25/10/2018

Reçu en préfecture le 25/10/2018

Affiché le

SLO

ID : 084-248400053-20180920-D2018_62-AU

En conséquence, le coût prévisionnel de l'assistance de la CoVe pour la phase des études s'élève à :

7 200,00 €

Article 5 : modification et résiliation de la convention de mise à disposition de service d'assistance à maîtrise d'ouvrage

La convention de mise à disposition de service d'assistance à maîtrise d'ouvrage n'est pas susceptible de modification substantielle tenant à son objet ou aux modalités de mise en œuvre et de remboursement. L'exécution de la convention de mise à disposition de service d'assistance à maîtrise d'ouvrage peut être suspendue à tout moment et sans préavis, à la demande expresse et motivée des deux parties.

Le contenu de la mission peut être diminué, à tout moment et dans le respect d'un préavis de quatre mois, et ce, jusqu'à la résiliation de la convention de mise à disposition de service d'assistance à maîtrise d'ouvrage, à la demande expresse et motivée des deux parties. En ce cas, les parties conviennent du règlement financier de la terminaison de la convention.

Article 6 : juridiction compétente en cas de litige

Les parties s'obligent à rechercher une solution amiable à tout litige. Toutefois, tout litige pouvant survenir dans le cadre de l'application de la présente convention relèvera de la compétence du Tribunal administratif de Nîmes.

Fait à Carpentras, le

Communauté d'Agglomération
Ventoux Comtat Venaissin

Le Maire d'Aubignan

Pour le Président et par délégation
Le vice-président délégué à la voirie,
aux travaux et aux services techniques,

Le Maire,

Guy GIRARD

Guy REY

**République Française
Département de Vaucluse
Communauté d'agglomération Ventoux Comtat Venaissin**

Extrait du registre des décisions du Président

Décision n° 2018-63

Objet : cession immobilière aux fins de développement économique : signature de l'acte de vente des parcelles cadastrées section BK 1011 et BK 1055 à Carpentras à la SCI o'mana pour le compte de la sarl avalanche fleurs

Le président de la communauté d'agglomération Ventoux-Comtat Venaissin,

Vu le code général des collectivités territoriales ;

Vu le code général des impôts, en particulier l'article 268 ;

Vu la délibération du conseil de communauté n°92-18 du 19 juillet 2018 portant délégation d'attributions au Président,

Vu l'arrêté n°2018-899 du 12 juillet 2018 portant délégation de signature à Monsieur Laurent Marteau, directeur général des services de la CoVe,

Vu l'avis de France Domaine du 7/01/2016 estimant le prix de cession des terrains à 41€ /m² et son actualisation du 28/08/2018 estimant le prix de cession à 45€ /m²,

Vu la décision de la commission d'attribution du 3 mars 2016, au regard de l'examen des candidatures, d'attribuer un terrain constitué des parcelles BK 1011 et 1055 à la Sarl Avalanche fleurs (grossiste en fleurs coupées) dont le siège social est à CARPENTRAS (84200), FRANCE, 424, allée Bellecour, identifiée au SIRENE sous le numéro 451 998 371, représentée par sa co-gérante, Mme Nathalie Nouvian,

Vu la promesse unilatérale de vente notifiée à l'acquéreuse en date du 22 mars 2016, acceptée par cette dernière le 29 mars 2016 et prorogée en date du 15 juillet 2016 et du 16 août 2017 ;

Considérant que le terrain objet du projet de cession est constitué des parcelles cadastrées section BK 1011 et BK 1055 d'une contenance de 1 408 m², au lieu-dit marché gare à Carpentras, Vu la délibération du Conseil de Communauté n°92-18 en date du 19 juillet 2018 portant délégation d'attributions au Président, notamment en matière de demande de subventions auprès des organismes extérieurs pour le financement des actions et des projets de la CoVe,

Décide

Article 1 : De donner tout pouvoir au Président ou à son représentant à l'effet de signer l'acte authentique de vente avec la société civile immobilière O'Mana constituée pour porter le projet immobilier pour le compte de la sarl Avalanche fleurs qui en sera locataire, au capital de 2 000 Euros, dont le siège est à SARRIANS (84200), FRANCE, 789 route de Vacqueyras, identifiée sous le numéro 841 282 825, représentée par sa gérante, Mme Nathalie Koek née Nouvian, pour un terrain à bâtir constitué des parcelles cadastrées section BK 1011 et BK 1055 d'une contenance de 1 408 m², au lieu-dit marché gare à Carpentras, au prix principal de SOIXANTE-NEUF MILLE DEUX CENT SOIXANTE-TREIZE EUROS ET SOIXANTE CENTIMES (69 273,60 EUR), taxe sur la valeur ajoutée incluse. Le prix hors taxe s'élève à : CINQUANTE-SEPT MILLE SEPT CENT VINGT-HUIT EUROS (57 728,00 EUR). La taxe sur la valeur ajoutée s'élève à ONZE MILLE CINQ CENT QUARANTE-CINQ EUROS ET SOIXANTE CENTIMES (11 545,60 EUR).

Article 2 : L'acte authentique de vente sera passé devant la société civile professionnelle « Stéphanie JEANJEAN-BOUDON et Henri PASSEBOIS Notaires associés » sise 24, Place du Docteur Cavaillon, 84205 Carpentras cedex – France.

Article 3 : Le directeur général des services de la communauté d'agglomération Ventoux-Comtat Venaissin est chargé de l'exécution de la présente décision.

Transmis en Préfecture le : 20 SEPT 2018
Publication par affichage le : 20 SEPT 2018
Exécutoire le : 20 SEPT 2018

Fait à Carpentras, le 20 septembre 2018
Pour le Président et par délégation,
Le directeur général des services



Laurent Marteau

En application de l'article R.421-1 du Code de la Justice Administrative, la présente délibération peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le Tribunal administratif de Nîmes (16 avenue Feuchères - CS 88010 - 30 941 Nîmes CEDEX 09 - Tél.: 04 66 27 37 00 - Fax: 04 66 36 27 86 - greffe.ta-nimes@juradm.fr) dans un délai de deux mois à compter de la date de sa publication par voie d'affichage et de sa réception par le représentant de l'Etat.



N° 7300-SD
(mars 2016)

DIRECTION GÉNÉRALE DES FINANCES PUBLIQUES
DIRECTION DÉPARTEMENTALE DES FINANCES PUBLIQUES DE VAUCLUSE
Pôle Gestion Publique
Service : PÔLE D'ÉVALUATION DOMANIALE D'AVIGNON
(pour les départements des Alpes de Haute Provence, des Hautes Alpes et de Vaucluse)
Adresse : Cité administrative - Avenue du 7^{ème} Génie
B.P. 31091
84 097 AVIGNON CEDEX 9
Téléphone : 04.90.80.41.45
Courriel : ddfip84.pgp.domaine@dgfip.finances.gouv.fr

Le 26 AOÛT 2018

L'Administrateur Général des Finances
Publiques

Directeur Départemental des Finances
Publiques de Vaucluse

POUR NOUS JOINDRE :

Évaluateur : Christel MORAND
Téléphone : 04.90.80.41.36
Portable : 06.33.29.80.10
Courriel : ...christele.morand@dgfip.finances.gouv.fr
Vos réf. : demande du 17/11/2017 (06177570)
Réf. LIDO : 2017-84031V0472

à

M. LE PRÉSIDENT
COMMUNAUTÉ D'AGGLOMÉRATION VENTOUX COMTAT
VENAISSIN (COVE)
STRATÉGIE FONCIÈRE
1171, AVENUE DU MONT VENTOUX
CS 30085
84203 CARPENTRAS CEDEX

AVIS du DOMAINE sur la VALEUR VÉNALE

DÉSIGNATION DU BIEN : Terrain à bâtir

ADRESSE DU BIEN : AVENUE DES MARCHÉS à CARPENTRAS (84200)

VALEUR VENALE 63.360€

1 – SERVICE CONSULTANT

AFFAIRE SUIVIE PAR :

COMMUNAUTÉ D'AGGLOMÉRATION VENTOUX COMTAT VENAISSIN
(COVE)

Thierry BOREL

2 –

Date de consultation 20/08/2018

Date de réception 20/08/2018

Visite 16/04/2015

Date de constitution du dossier "en état" 20/08/2018

3 – OPÉRATION SOUMISE À L'AVIS DU DOMAINE – DESCRIPTION DU PROJET ENVISAGÉ

Demande d'évaluation de valeur vénale dans le cadre d'une cession.

4 – DESCRIPTION DU BIEN

Références cadastrales : BK 1011 et 1055

Superficie : 1.408m²

Description du bien :

Il s'agit d'un terrain plat recouvert de terre de forme rectangulaire.

Il est situé sur le site du marché gare de CARPENTRAS entre deux bâtiments et en retrait de l'avenue des Marchés ce qui réduit sa visibilité de la voie publique.

5 – SITUATION JURIDIQUE

Propriétaires : COVE

Origine de propriété : Antérieure à 2004

situation d'occupation : Loué

6 – URBANISME ET RÉSEAUX

Zone UE du PLU : Tout bâtiment doit respecter une marge de recul de 10 m par rapport aux voies et emprises publiques.

7 – DÉTERMINATION DE LA VALEUR VÉNALE

La valeur vénale est déterminée par la méthode de comparaison, qui consiste à fixer la valeur vénale ou locative à partir de l'étude objective des mutations de biens similaires ou se rapprochant le plus possible de l'immeuble à évaluer sur le marché immobilier local. Au cas particulier, cette méthode est utilisée, car il existe un marché immobilier local avec des biens comparables à celui du bien à évaluer.

La valeur vénale est établie à 63.360€ (45€/m²).

8 – DURÉE DE VALIDITÉ

La durée de validité du présent avis est de 18 mois.

9 – OBSERVATIONS PARTICULIÈRES

Il n'est pas tenu compte dans la présente évaluation des surcoûts éventuels liés à la recherche d'archéologie préventive, de présence d'amiante, de termites et des risques liés au saturnisme, de plomb ou de pollution des sols.

L'évaluation contenue dans le présent avis correspond à la valeur vénale actuelle. Une nouvelle consultation du Domaine serait nécessaire si l'opération n'était pas réalisée dans le délai ci-dessus, ou si les règles d'urbanisme, notamment celles de constructibilité, ou les conditions du projet étaient appelées à changer.

Elle n'est, au surplus, valable que pour une acquisition réalisable uniquement dans les conditions du droit privé. Une nouvelle consultation serait indispensable si la procédure d'expropriation était effectivement engagée par l'ouverture de l'enquête préalable à la déclaration d'utilité publique.

Pour le Directeur Départemental des Finances Publiques de Vaucluse, par délégation,
Inspecteur Des Finances Publiques
Évaluateur



Christel MORAND



DIRECTION GÉNÉRALE DES FINANCES PUBLIQUES
DIRECTION DÉPARTEMENTALE DES FINANCES
PUBLIQUES DE VAUCLUSE
SERVICE FRANCE DOMAINE

Cité administrative – Avenue du 7^{ème} Génie

CS 90043

84098 AVIGNON CEDEX 9

Affaire suivie par : Alexia GRUSON-DAVID

COURRIEL : alexia.gruson-david@dgfip.finances.gouv.fr

Téléphone : 04 90 80 41 48

Avignon, le 7 janvier 2016

COVE

DIRECTION DU DÉVELOPPEMENT DURABLE ET
DE L'AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE
CS 30085

84203 CARPENTRAS CEDEX

CONTROLE DES OPERATIONS
IMMOBILIERES SUR LA VALEUR VENALE

VENTE AMIABLE

Dossier n° 2015-031V1323

1 - Propriétaire : La COVE

2 - Date de réception de la demande d'avis : 9 décembre 2015

3 - Opération soumise au contrôle (Objet et but) : Demande d'estimation de la valeur vénale d'un terrain situé sur le site du marché gare de Carpentras dans le cadre d'un projet de cession.

4 - Description sommaire :

Commune : CARPENTRAS – Marché Gare

Adresse : avenue des Marchés

Référence cadastrale : Parcelle BK n° 468 (94.261 m²)

Superficie : 6.384 m²

Le projet de cession porte sur une emprise à détacher de la parcelle précitée d'une superficie d'environ 1.422 m².

Il s'agit d'un terrain plat recouvert de terre de forme rectangulaire.

Il est situé sur le site du marché gare de CARPENTRAS entre deux bâtiments et en retrait de l'avenue des Marchés ce qui réduit sa visibilité de la voie publique.

5 - Réglementation d'urbanisme :

- PLU de la commune de CARPENTRAS

- Zone : UE

6 - Situation locative : Libre

7 - Origine de propriété : Acte du 11 avril 2013

8 - Valeur vénale de l'immeuble ou du droit cédé :

La valeur vénale du terrain de 1.422 m² à détacher de la parcelle BK n° 468 est estimée à 58.000 € sur la base d'une valeur unitaire de 41 €/m².

9 - Clauses particulières :

L'évaluation contenue dans le présent avis correspond à la valeur vénale actuelle. Une nouvelle consultation du service France Domaine serait nécessaire si l'opération n'était pas réalisée dans le délai de dix-huit mois ou si les règles d'urbanisme, notamment celles de constructibilité, ou les conditions du projet étaient appelées à changer.

La présente évaluation a été effectuée en fonction des données du marché sans tenir compte des coûts éventuels d'enlèvement de l'amiante ou du plomb ainsi que de la destruction de termites ou autres insectes xylophages.

L'enregistrement de votre demande a fait l'objet d'un traitement informatique. Le droit d'accès et de rectification, prévu par la loi n° 78-17 modifiée relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés, s'exerce auprès de la Direction Départementale des Finances Publiques de Vaucluse.
En outre, il vous appartient d'en informer le(s) propriétaire(s) concerné(s).

Pour le Directeur Départemental des Finances Publiques
L'inspectrice évaluatrice


Alexia GRUSON-DAVID

**République Française
Département de Vaucluse
Communauté d'agglomération Ventoux Comtat Venaissin**

Extrait du registre des décisions du Président

Décision n° 2018-64

Objet : convention de mise à disposition de service d'assistance à maîtrise d'ouvrage de la communauté d'agglomération Ventoux Comtat Venaissin avec la commune de la Roque sur Pernes pour la reconstruction du mur de soutènement, l'aménagement et la réfection du parking de la salle des olivades.

Le Président de la Communauté d'Agglomération Ventoux Comtat Venaissin,

Vu le schéma de mutualisation en vigueur entre la communauté d'agglomération et ses communes membres,

Vu le code général des collectivités territoriales et notamment l'article L.5211-10 et les alinéas III et IV de l'article L.5211-4-1

Vu la délibération du Conseil de communauté n°92-18 en date du 19 juillet 2018 portant délégation d'attributions au président,

Vu l'arrêté n°2018-899 du 12 juillet 2018 portant délégation de signature à monsieur Laurent Marteau, directeur général des services de la CoVe,

Vu la délibération 2009-110 du 22 avril 2009 portant adhésion à la convention cadre de mise à disposition partielle de services de la CoVe auprès de ses communes membres,

Vu la délibération 18-18 du 31 août 2018 de la commune de la Roque sur Pernes approuvant le projet de convention de mise à disposition de service d'assistance à maîtrise d'ouvrage entre la CoVe et la commune de la Roque sur Pernes pour la reconstruction du mur de soutènement, l'aménagement et la réfection du parking de la salle des olivades,

Considérant le projet de reconstruction du mur de soutènement, l'aménagement et la réfection du parking de la salle des olivades, et la demande de la commune de la Roque sur Pernes, maître d'ouvrage, de mise à disposition partielle des services de la CoVe pour une mission d'assistance à maîtrise d'ouvrage pour la conduite de l'opération,

Considérant que la mise à disposition partielle des services de la CoVe pour l'exercice des compétences communales s'intègre dans le schéma de mutualisation et présente en l'espèce un intérêt dans le cadre d'une bonne organisation entre les services du bloc communal,

Vu le projet de convention à cet effet entre la commune de la Roque sur Pernes et la communauté d'agglomération, annexée à la présente décision,

Décide

Article 1^{er} : D'approuver, de signer et de mettre en œuvre la convention de mise à disposition partielle de service d'assistance à maîtrise d'ouvrage entre la CoVe et la commune de la Roque sur Pernes pour la reconstruction du mur de soutènement, l'aménagement et la réfection du parking de la salle des olivades.

Article 2 : Le directeur général des services de la communauté d'agglomération Ventoux Comtat Venaissin est chargé de l'exécution de la présente décision.

Transmis en Préfecture le :

24 SEPT 2018

Publication par affichage le :

24 SEPT 2018

Exécutoire le :

20 SEPT 2018

Fait à Carpentras, le 20 septembre 2018

Pour le Président et par délégation,

Le directeur général des services,

Laurent Marteau



En application de l'article R.421-1 du Code de la Justice Administrative, la présente délibération peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le Tribunal administratif de Nîmes (16 avenue Feuchères - CS 88010 - 30 941 Nîmes CEDEX 09 - Tél.: 04 66 27 37 00 - Fax: 04 66 36 27 86 - greffe.ta-nîmes@juradm.fr) dans un délai de deux mois à compter de la date de sa publication par voie d'affichage et de sa réception par le représentant de l'Etat.

Nomenclature : 5.7.4. Convention pour services partagés interco - communes membres

Acquitté en PREFECTURE le: 24/09/2018



CONVENTION DE MISE A DISPOSITION DE SERVICE D'ASSISTANCE A MAÎTRISE D'OUVRAGE



ENTRE LA CoVe ET LA COMMUNE LA ROQUE SUR PERNES

**POUR LA RECONSTRUCTION DU MUR DE SOUTÈNEMENT,
L'AMÉNAGEMENT ET LA RÉFECTION DU PARKING
DE LA SALLE DES OLIVADES**

Entre d'une part :

La Communauté d'agglomération Ventoux Comtat Venaissin, dite « établissement d'origine », représentée par son Président, Monsieur Guy Rey, agissant par délégation de compétence du Conseil de Communauté, en application de la délibération n° 92-18 du 19 juillet 2018.

Et d'autre part :

La Commune de la Roque sur Pernes membre de la Communauté d'agglomération Ventoux Comtat Venaissin, dite « collectivité d'accueil », représentée par son Maire, Monsieur Joseph Bernhardt, agissant en vertu d'une délibération du Conseil municipal du

Article 1 : objet

La commune souhaite réaliser l'agrandissement et l'embellissement du parking de la salle des Olivades, ce qui nécessite la réalisation d'un mur de soutènement et la réfection de l'aire de stationnement.

Il est conclu, en application des alinéas III et IV de l'article L.5211-4-1 du code général des collectivités territoriales, une convention de mise à disposition des services de la Communauté d'agglomération Ventoux Comtat Venaissin auprès de la commune pour une mission d'assistance à maîtrise d'ouvrage concernant la conduite de cette opération.

Article 2 : composition du service mis à disposition

En application de la présente convention, la Communauté d'agglomération Ventoux Comtat Venaissin mettra à disposition de la commune tous les services nécessaires à la réalisation de la mission d'assistance à maîtrise d'ouvrage citée en objet en particulier le service Constructions Publiques.

Article 3 : Etendue de l'assistance à maîtrise d'ouvrage

L'assistance à la maîtrise d'ouvrage recouvre les missions suivantes :

PHASE PROGRAMMATION

Préparation du Programme

- Aide à la rédaction du programme de l'ouvrage décidé par la commune
- Assistance aux recueils d'éléments techniques (diagnostics divers, levers, sondages, urbanisme...)
- Conseils les choix de construction ou d'aménagement, les possibilités environnementales
- Préparation d'un coût de programme et d'un planning estimatif de réalisation
- Assistance à la recherche de subvention et élaboration d'un plan de financement
- Assistance dans la planification budgétaire de l'opération

Choix du maître d'œuvre :

Suivi du marché de maîtrise d'œuvre

- Conseils et suivi de la ou des procédures de consultation pour le choix d'une maîtrise d'œuvre
- Élaboration des pièces administratives nécessaire à la consultation (Règlement, acte d'engagement, CCAP, Synthèse des éléments techniques du programme...)
- Assistance à la consultation, la négociation et la notification du marché de maîtrise d'œuvre

PHASE CONCEPTION

Préparation, suivi des contrats d'études et de prestations intellectuelles

- Assistance dans l'organisation des réunions de conception Suivi et assistance à la validation des études de maîtrise d'œuvre (esquisse/diagnostics-AVP-PC-PRO et ACT)
- Assistance aux choix et suivi de prestataires divers dont sécurité et protection de la santé (SPS), ordonnancement, pilotage et coordination (OPC) et bureau de contrôle (BC).

Assistance pendant le choix des entreprises de travaux

- Assistance à la consultation et à la passation des marchés de travaux
 - formalités de publicité, suivi des rédactions (voire rédaction des pièces administratives) des pièces du dossier de consultation des entreprises...
 - suivi du rapport d'analyse des offres du maître d'œuvre,

Assistance du maître de l'ouvrage pour mise au point des marchés de travaux

- Projets de réponse aux demandes des entreprises non retenues et attributaires, sans suite, demande de non retenues...
- Suivi et assistance à la validation des études liées à l'opération (SPS, Contrôle...)

PHASE TRAVAUX

Chantier

- Assistance et participation à la préparation du chantier (Installation, ouverture de chantier, avances...)
- Participation aux réunions de chantier
- Contrôle et suivi des coûts de l'opération de travaux
- Conseil, assistance dans la passation des modifications de marchés
- Suivi et assistance à la validation des études liées à l'opération (SPS, Contrôle, géotechnie...)
- Suivi des prestations de la maîtrise d'œuvre (visa au maître de l'ouvrage, des décomptes des prestations après vérification du maître d'œuvre, compte rendus de chantiers, planning de chantier...)

Assistance pendant la phase de réception

- Assistance du maître de l'ouvrage pendant les opérations préalables à la réception
- Assistance du maître de l'ouvrage lors de la réception des travaux

Assistance pendant l'année de garantie de parfait achèvement (GPA)

- Assistance du maître de l'ouvrage en vue du règlement des litiges avec les entrepreneurs
- Suivi avec le maître d'œuvre des désordres pouvant apparaître durant l'année de parfait achèvement
- Conseil et assistance en cas de mise en œuvre des assurances

Article 4 : remboursement des frais de fonctionnement de l'assistance

✓ Article 4.1 : principe de calcul

La mission d'assistance à maîtrise d'ouvrage pour des conduites d'opération de travaux donne lieu à une facturation proratée en fonction du montant de l'opération : les montants exprimés sont tous en € Hors Taxe

Montant d'opération : ce montant est défini par les frais dus par la commune pour la réalisation de l'opération.

Il comprend :

- Les coûts estimés des travaux
- Un coût forfaitaire de 15% de l'estimation travaux Les frais d'études (Maitrise d'œuvre, levés topo, diagnostics, géotechnie, sondages, bureau de contrôle, coordination sécurité, ...)
- Ne sont pas inclus dans le coût d'opération : Les frais éventuels d'acquisition foncière, les frais éventuels d'assurance, et tout autres frais liés au fonctionnement de la commune dans le cadre de cette opération

Sur la base de ce montant, les frais de fonctionnement du service de la CoVe mis à disposition sont calculés de la manière suivante :

- Pour la tranche des premiers 100 000€ : 3%
- Pour la tranche de 100 000 à 500 000€ : 2,5%
- Pour la tranche au-delà de 500 000€ : 2%.

Pour une opération complète, les paiements interviennent :

- A la signature de la convention, pour 25%
- Au terme de la phase faisabilité / programmation, pour 5%
- Au terme de la phase de conception et de passation des marchés de travaux, pour 30%
- Au terme de la phase de suivi des travaux et de la réception, pour 35%.
- Période de parfait achèvement, pour 5%

Pour les opérations en cours, il est appliqué au montant du calcul fondé sur le coût de l'opération, le pourcentage correspondant aux phases à réaliser. Pour chacune de ces phases restantes, le paiement s'effectue pour 25% à leur commencement et pour 75% à leur achèvement. Il en est de même pour des opérations conditionnelles et/ou complémentaires.

A l'issue de l'opération, ou le cas échéant à l'issue de chaque tranche, et sur production du décompte général définitif des dépenses de celle-ci, le coût d'assistance de la CoVe est recalculé, toujours sur la base des éléments pris en compte (maîtrise d'œuvre, travaux, contrôles, à l'exclusion des acquisitions foncières et immobilières ainsi que des assurances).

Si le coût final est supérieur au coût estimatif retenu dans la présente convention, la commune s'acquitte du complément ; s'il est inférieur, la CoVe rembourse la commune du trop-perçu.

✓ **Article 4.2 : calcul du coût de la mise à disposition de la présente convention**

Pour la présente assistance à maîtrise d'ouvrage, le montant d'opération présentement retenu est de :

260 000,00 € HT.

Coût de l'assistance pour l'opération complète :

Tranche	Somme retenue dans la tranche	Taux appliqué	Montant AMO pour l'opération
0-100 000 €	100 000 €	3%	3 000,00 €
100 000 € - 500 000 €	160 000 €	2.5%	4 000,00 €
Au-delà de 500 000 €	0 €	2%	0,00 €
Coût prévisionnel de l'opération	260 000,00 €	Coût assistance complète	7 000,00 €

En conséquence, le coût prévisionnel de l'assistance de la CoVe s'élève à **7 000,00 €** (sept milles euros)

✓ **Article 4.3 : principe de fractionnement du coût**

Le coût de l'AMO est fractionné comme suit :

CONDUITE DE L'OPERATION	TOTAL
- PHASE PROGRAMMATION (30%)	2 100 €
- PHASE CONCEPTION (30%)	2 100 €
- PHASE TRAVAUX (40%)	2 800 €
MONTANT TOTAL EUROS	7 000 €

✓ **Article 4.4 : remboursement des frais de fonctionnement de la présente convention**

Le paiement sera réalisé par acompte en fonction de l'avancement de l'opération :

Signature de la convention :	25%
Validation de la programmation – notification de la maîtrise d'œuvre :	5%
Validation de la conception jusqu'à la notification des marchés de travaux :	30%
Suivi du chantier jusqu'à la réception :	35%
Période de parfait achèvement	5%

CONDUITE DE L'OPERATION	TOTAL
- SIGNATURE DE LA CONVENTION	1 750 €
- PHASE PROGRAMMATION	350 €
- PHASE CONCEPTION	2 100 €
- PHASE TRAVAUX	2 450 €
- PARFAIT ACHEVEMENT	350 €
MONTANT TOTAL EUROS	7 000 €

Le remboursement sera effectué par mandat dans un délai de trente jours à compter de l'acceptation contradictoire de l'effectivité des phases.

Article 5 : modification et résiliation de la convention de mise à disposition de service d'assistance à maîtrise d'ouvrage

La convention de mise à disposition de service d'assistance à maîtrise d'ouvrage n'est pas susceptible de modification substantielle tenant à son objet ou aux modalités de mise en œuvre et de remboursement.

L'exécution de la convention de mise à disposition de service d'assistance à maîtrise d'ouvrage peut être suspendue à tout moment et sans préavis, à la demande expresse et motivée des deux parties.

Le contenu de la mission peut être diminué, à tout moment et dans le respect d'un préavis de quatre mois, et ce, jusqu'à la résiliation de la convention de mise à disposition de service d'assistance à maîtrise d'ouvrage, à la demande expresse et motivée des deux parties.

En ce cas, les parties conviennent du règlement financier de la terminaison de la convention.

Article 6 : juridiction compétente en cas de litige

Les parties s'obligent à rechercher une solution amiable à tout litige.

Toutefois, tout litige pouvant survenir dans le cadre de l'application de la présente convention relèvera de la compétence du Tribunal administratif de Nîmes.

Fait à Carpentras, le

Le Président de la Communauté d'agglomération
Ventoux Comtat Venaissin,

Le Maire de La Roque sur Pernes

Guy Rey

Joseph BERNHARDT

**République Française
Département de Vaucluse
Communauté d'agglomération Ventoux Comtat Venaissin**

Extrait du registre des décisions du Président

Décision n° 2018-65

Objet : Permis de construire pour l'implantation de trois modulaires sur l'hôtel de communauté.

Le Président de la Communauté d'Agglomération Ventoux Comtat Venaissin,

Vu le code général des collectivités territoriales ;

Vu les statuts de la Communauté d'agglomération Ventoux-Comtat Venaissin, la CoVe,

Vu la délibération du Conseil de communauté n°92-18 du 19 juillet 2018, portant délégation d'attributions au président, notamment celle de signer les demandes de permis de construire, de déclarations préalables, de permis de démolir, de permis d'aménager et de certificats d'urbanisme portant sur les biens propriété de la communauté d'agglomération,

Vu l'arrêté n°2018-899 du 12 juillet 2018 portant délégation de signature à Monsieur Laurent Marteau, directeur général des services de la CoVe,

Vu la demande de permis de construire portant implantation de trois modulaires sur l'hôtel de communauté au 1171 avenue du Mont Ventoux à Carpentras, pour permettre l'exercice des missions de service public.

Décide

Article 1^{er} : D'approuver le dépôt de la demande de permis de construire permettant l'implantation de trois modulaires sur l'hôtel de communauté sis à Carpentras,

Article 2 : Le directeur général des services de la communauté d'agglomération Ventoux Comtat Venaissin est chargé de l'exécution de la présente décision.

Transmis en Préfecture le : 20 SEPT 2018

Fait à Carpentras, le 20 septembre 2018

Publication par affichage le : 20 SEPT 2018

Pour le Président et par délégation,
Le directeur général des services,

Exécutoire le :


Laurent Marteau

En application de l'article R.421-1 du Code de la Justice Administrative, la présente délibération peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le Tribunal administratif de Nîmes (16 avenue Feuchères - CS 88010 - 30 941 Nîmes CEDEX 09 - Tél.: 04 66 27 37 00 - Fax: 04 66 36 27 86 - greffe.ta-nimes@juradm.fr) dans un délai de deux mois à compter de la date de sa publication par voie d'affichage et de sa réception par le représentant de l'Etat.

République Française
Département de Vaucluse
Communauté d'agglomération Ventoux Comtat Venaissin

Extrait du registre des décisions du Président

Décision n° 2018-66

Objet : Permis de construire portant réhabilitation du local commercial « les Diablotins » pour implantation d'une ressourcerie sur le territoire de la CoVe,

Le Président de la communauté d'agglomération Ventoux Comtat Venaissin,

Vu le code général des collectivités territoriales ;

Vu les statuts de la communauté d'agglomération Ventoux-Comtat Venaissin, la CoVe,

Vu la délibération du conseil de communauté n°92-18 du 19 juillet 2018, portant délégation d'attributions au président, notamment celle de signer les demandes de permis de construire, de déclarations préalables, de permis de démolir, de permis d'aménager et de certificats d'urbanisme portant sur les biens propriété de la communauté d'agglomération,

Vu l'arrêté n°2018-899 du 12 juillet 2018 portant délégation de signature à Monsieur Laurent Marteau, directeur général des services de la CoVe,

Vu la demande de permis de construire portant réhabilitation d'un local commercial sis 9B rue Colbert à Carpentras, pour l'installation future de la ressourcerie qui exerce des missions de service public pour la CoVe,

Décide

Article 1^{er} : D'approuver le dépôt de la demande de permis de construire portant réhabilitation d'un local commercial sis 9B rue Colbert à Carpentras, pour l'installation de la ressourcerie exerçant des missions de service public pour la CoVe,

Article 2 : Le directeur général des services de la communauté d'agglomération Ventoux Comtat Venaissin est chargé de l'exécution de la présente décision.

Transmis en Préfecture le : 24 SEPT 2018

Fait à Carpentras, le 20 septembre 2018
Pour le Président et par délégation,
Le directeur général des services,

Publication par affichage le : 28 SEPT 2018

Exécutoire le :

Laurent Marteau

En application de l'article R.421-1 du Code de la Justice Administrative, la présente délibération peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le Tribunal administratif de Nîmes (16 avenue Feuchères -CS 88010 - 30 941 Nîmes CEDEX 09 - Tél.: 04 66 27 37 00 - Fax: 04 66 36 27 86 - greffe.ta-nîmes@juradm.fr) dans un délai de deux mois à compter de la date de sa publication par voie d'affichage et de sa réception par le représentant de l'Etat.

**République Française
Département de Vaucluse
Communauté d'agglomération Ventoux Comtat Venaissin**

Extrait du registre des décisions du Président

Décision n° 2018-67

Objet : Signature du contrat de bail de l'ensemble immobilier, parcelle cadastrée section CL numéro 3 à Carpentras

Le président de la communauté d'agglomération Ventoux-Comtat Venaissin,

Vu le code général des collectivités territoriales ;

Vu le code de commerce ;

Vu les statuts de la communauté d'agglomération Ventoux Comtat Venaissin ;

Vu la délibération du Conseil de Communauté n°92-18 en date du 19 juillet 2018 portant délégation d'attributions au Président,

Vu l'arrêté n°2018-899 du 12 juillet 2018 portant délégation de signature à Monsieur Laurent Marteau, directeur général des services de la CoVe,

Considérant que pour l'exercice de ses missions statutaires, notamment en matière de collecte et de traitement des déchets des ménages et assimilés, la communauté d'agglomération développe une activité de recyclerie pour réduire la production de déchets ménagers par la remise en état et en circulation d'objets ;

Considérant que l'activité de recyclerie nécessite de disposer de locaux adaptés et accessibles aux usagers sur le territoire ;

Considérant que l'ensemble immobilier consistant en un bâtiment de 600 m², d'un appentis de 180 m² sur le terrain de la parcelle cadastrée section CL numéro 3 à Carpentras, rue Colbert, d'une superficie de 2 345 m², propriété de Monsieur Robert Ferrua, né le 3 février 1941 à Carpentras, résidant 9 rue Colbert à Carpentras, répond aux critères d'emplacement et d'exploitation de l'activité de recyclerie ;

Considérant le projet de contrat de bail convenu à cet effet avec Monsieur Robert Ferrua, relevant des dispositions des articles L145-1 et suivants du code de commerce, d'une durée de 9 ans et pour un loyer mensuel annuel principal de 2 500€ HT, soumis à la taxe sur la valeur ajoutée, révisable annuellement en fonction de l'évolution de l'indice ILC, prévoyant expressément la faculté de sous-location à la structure désignée par la communauté d'agglomération pour exercer l'activité de recyclerie, tel qu'annexé à la présente décision ;

Vu l'avis des Domaines en date du 6 septembre 2018, annexé à la présente décision,

Décide

Article 1 : De prendre à bail l'ensemble immobilier consistant en un bâtiment de 600 m², d'un appentis de 180 m² sur le terrain de la parcelle cadastrée section CL numéro 3 à Carpentras, rue Colbert, d'une superficie de 2 345 m², et de signer le contrat de bail précité avec le propriétaire, Monsieur Robert Ferrua.

Article 2 : Le Directeur Général des Services de la Communauté d'Agglomération Ventoux Comtat Venaissin est chargé de l'exécution de la présente décision

Transmis en Préfecture le :

20 SEPT 2018

Publication par affichage le :

Exécutoire le :

20 SEPT 2018

Fait à Carpentras, le 20 septembre 2018

Pour le Président et par délégation,

Le directeur général des services

Laurent Marteau



En application de l'article R.421-1 du Code de la Justice Administrative, la présente délibération peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le Tribunal administratif de Nîmes (16 avenue Feuchères - CS 88010 - 30 941 Nîmes CEDEX 09 - Tél.: 04 66 27 37 00 - Fax: 04 66 36 27 86 - greffe.ta-nimes@juradm.fr) dans un délai de deux mois à compter de la date de sa publication par voie d'affichage et de sa réception par le représentant de l'Etat.



**DIRECTION GÉNÉRALE DES FINANCES PUBLIQUES
DIRECTION DÉPARTEMENTALE DES FINANCES PUBLIQUES DE VAUCLUSE
Pôle Gestion Publique**

SERVICE : PÔLE D'ÉVALUATION DOMANIALE D'AVIGNON
(pour les départements des Alpes de Haute Provence, des Hautes Alpes et de Vaucluse)

Adresse : Cité administrative - Avenue du 7^{ème} Génie
B.P. 31091
84097 AVIGNON CEDEX 9

Téléphone : 04.90.80.41.45

Courriel : ddflp84.pgp.domaine@dgflp.finances.gouv.fr

POUR NOUS JOINDRE :

Évaluateur : Christel MORAND

Téléphone : 04.90.80.41.36

Portable : 06.33.29.80.10

Courriel : christele.morand@dgflp.finances.gouv.fr

Vos réf. : demande du 14/06/2018

Réf. LIDO : 2018-84031L0821

Le 06/09/2018

**L'Administrateur Général des
Finances Publiques**

*Directeur Départemental des
Finances Publiques de Vaucluse*

à

**M. LE PRÉSIDENT
COMMUNAUTÉ D'AGGLOMÉRATION
VENTOUX COMTAT VENAISIN (COVE)
1171, AVENUE DU MONT VENTOUX
CS 30085**

84203 CARPENTRAS CEDEX

AVIS du DOMAINE sur la VALEUR LOCATIVE

DÉSIGNATION DU BIEN :	SALLE DE JEUX INDOOR POUR ENFANTS
ADRESSE DU BIEN :	9BIS RUE COLBERT À CARPENTRAS (84200)
VALEUR LOCATIVE :	27.000€/AN, SOIT 2.250€/MOIS

1 – SERVICE CONSULTANT

**COMMUNAUTÉ D'AGGLOMÉRATION VENTOUX COMTAT
VENAISIN (COVE)**

AFFAIRE SUIVIE PAR :

François-Marie LETTERON

2 –

Date de consultation

14/06/2018

Date de réception

15/06/2018

Demandes de renseignements

22/06 et 27/08/2018,

Réponses

22/06, 12 et 26/07, 01 et 27/08/2018,

Date de visite

08/08/2018

Date de constitution du dossier "en état" 27/08/2018

3 - OPÉRATION SOUMISE À L'AVIS DU DOMAINE – DESCRIPTION DU PROJET ENVISAGÉ

Demande d'établissement de la valeur locative dans le cadre d'une location par la COVE avant sous-location à La Ressourcerie, prestataire pour la COVE dans le cadre de la collecte et le recyclage des déchets.

4 - DESCRIPTION DU BIEN

Références Cadastres :

CL 3

Superficie :

2.345m²

Surface :

600m² de bâtiment à usage de salle de jeux indoor et 180m²

pour un abri

Description du bien :

Le bâtiment principal est couvert en écrivite et il est entouré d'une terrasse en béton tout le long sous l'avant-toit.

Il comprend une entrée en forme de sas, qui permet l'accès à :

- une grande pièce au sol en moquette sur du béton avec une charpente métallique,
- un "étage" sur dalle béton non accessible,
- un WC.

Le bâtiment extérieur est en parpaings avec couverture en tuiles, clos sur 3 côtés.

Le bien ne dispose d'aucun moyen de chauffage, mais il est desservi en alimentation électrique, en eau de ville et il est raccordé au tout à l'égout.

La COVE s'engage à procéder à différents travaux, dont :

- accessibilité PMR,
- clôture du site,
- création d'un escalier pour accéder à l'étage et aux mezzanines (150m² chacune),
- bardage métallique pour fermer le bâtiment extérieur.

Lors de la visite, il a été indiqué que les travaux sont estimés à 120.000€.

La liste des travaux est dressée dans les paragraphes 7.1 "*travaux exécutés par le preneur au commencement du bail*" et 7.2 "*autres travaux par le preneur*" pages 3 et 4 du projet de bail joint à la demande d'évaluation.

5 - SITUATION JURIDIQUE

Propriétaires : Robert FERRUA

Origine de propriété : Antérieure à 2004

6 - URBANISME ET RÉSEAUX

Zone UB du PLU

7 - DÉTERMINATION DE LA MÉTHODE

La valeur locative est déterminée par la méthode de comparaison.

La valeur locative du bien est estimée à 27.000€/an, soit 2.250€/€ HT (39€/m²/an pour le bâtiment principal et 20€/m²/an pour le bâtiment extérieur).

8 - DURÉE DE VALIDITÉ

La durée de validité du présent avis est de 18 mois.

9 - OBSERVATIONS PARTICULIÈRES

Il n'est pas tenu compte dans la présente évaluation des surcoûts éventuels liés à la recherche d'archéologie préventive, de présence d'amiante, de termites et des risques liés au saturnisme, de plomb ou de pollution des sols.

L'évaluation contenue dans le présent avis correspond à la valeur locative actuelle. Une nouvelle consultation du Domaine serait nécessaire si l'opération n'était pas réalisée dans le délai ci-dessus, ou si les règles d'urbanisme, notamment celles de constructibilité, ou les conditions du projet étaient appelées à changer.

Pour le Directeur Départemental des Finances Publiques de Vaucluse, par délégation,

L'Inspecteur Des Finances Publiques

Évaluateur



Christel MORAND

Contrat de bail

Entre les soussignés

Monsieur Robert FERRUA, né le 3 février 1941 à Carpentras, de nationalité française, domicilié 9 rue Colbert – 84200 Carpentras,

ci-après désigné « le bailleur », d'une part ;

et

La Communauté d'agglomération Ventoux Comtat Venaissin (la CoVe), sise 1171 avenue du Mont Ventoux 84200 Carpentras, représentée par son président en exercice, Monsieur Guy REY, dûment habilité à signer les présentes en vertu d'une décision rendue exécutoire le _____,

ci-après désignée « le preneur », d'autre part ;

il est convenu ce qui suit

Article 1 : objet

Par le présent contrat, le bailleur donne à bail l'ensemble immobilier ci-après détaillé au preneur, qui l'accepte, aux clauses et conditions suivantes.

Le présent bail relève du régime des baux commerciaux, soumis aux dispositions des articles L.145-1 et suivants du code de commerce.

Le preneur s'engage à respecter les clauses et conditions du présent contrat ainsi que les prescriptions des lois et règlements.

Aucune tolérance relative à l'application des clauses et conditions du présent bail ne pourra, qu'elle qu'elle ait pu en être la durée ou la fréquence, être considérée comme une modification du bail ou une renonciation auxdites clauses et conditions.

Article 2 : durée

Le présent bail commercial est consenti et accepté pour une durée de neuf années, qui commencera à courir le 1 octobre 2018.

Article 3 : désignation et description de l'immeuble

Le bail porte sur la parcelle cadastrée sur le territoire de la commune de Carpentras, section CL numéro 3, d'une superficie de 2 345 m², dont le périmètre est indiqué sur le plan annexé au présent bail, à l'adresse : 9041 rue Colbert – 84200 Carpentras.

Le bien est composé d'un bâtiment d'environ 600 m² augmenté d'auvents extérieurs, ainsi que d'un abri extérieur couvert indépendant d'environ 180 m² clos sur trois côtés.

Le bâtiment principal n'est pas équipé de système de chauffage.

L'immeuble est desservi en alimentation électrique, en eau de ville et raccordé au tout à l'égout.

Le preneur déclare parfaitement connaître les lieux loués pour les avoir vus et visités à sa convenance en vue du présent bail.

Le preneur déclare avoir reçu préalablement à la conclusion du présent bail toutes informations utiles sur l'état des locaux et de l'immeuble et accepter de prendre livraison des locaux en l'état où ils se trouvent au jour de l'entrée en jouissance, en renonçant expressément à demander au bailleur d'y effectuer des travaux.

Le bailleur déclare être le valable propriétaire de l'immeuble loué, qu'il ne fait l'objet d'aucune mesure d'expropriation en cours et qu'il ne fait l'objet d'aucune mesure actuelle d'urbanisme susceptible de remettre en cause la jouissance du preneur.

Article 4 : espace réservé au bailleur

Le bailleur se réserve le droit d'occuper un espace d'environ 80 m², matérialisé sur le plan en annexe au présent bail. Cet espace contigu à son habitation est isolé de l'immeuble loué par un grillage de clôture installé par le bailleur, et relié à son habitation par un accès privatif. En aucun cas, le bailleur n'aura un accès par l'entrée des locaux loués.

Article 5 : destination

Le preneur, établissement public de coopération intercommunale, loue l'immeuble pour y développer une activité de recyclerie, consistant à « ressourcer » des objets collectés en vue de les remettre dans le circuit d'utilisation, d'où l'appellation de « ressourcerie ».

Le preneur a la possibilité, pendant la durée du bail, de développer une autre activité d'intérêt général liée aux missions de service public inscrites dans ses statuts.

En ce cas toutefois, le preneur prendra préalablement l'attache du bailleur pour définir avec lui d'éventuelles conditions particulières ou nouvelles par voie d'avenant, lesquelles conditions ne pourront concerner le loyer.

Les parties conviennent qu'une autre activité serait obligatoirement similaire à l'activité initiale de la ressourcerie, en termes d'horaires d'exploitation notamment. Il ne pourra s'agir d'une activité industrielle ni polluante. L'activité ne produirait pas de nuisances sonores, visuelles, de poussières, de trépidations, ou autres, qui seraient plus importantes en nature ou en quantité que celles inhérentes à l'activité de ressourcerie.

En tout état de cause, le preneur garantit le bailleur que l'activité qu'il développe sur l'immeuble est conforme aux lois et règlements, tout autant qu'à la configuration des lieux et qu'à l'ensemble des clauses, restrictions et conditions inscrites au présent bail.

Article 6 : sous location

En vertu de l'article précédent, le preneur prévoit de sous-louer l'immeuble à toute structure, publique ou privée, associative ou commerciale, à laquelle il confiera l'exercice de l'activité d'intérêt général relevant de ses compétences, ce que le bailleur déclare accepter.

Le sous-locataire sera préalablement présenté au bailleur, auquel il sera ensuite remis copie à sa demande du contrat de sous-location. Le contrat de sous-location stipulera expressément que l'occupant se conformera à toutes les prescriptions du présent contrat applicables au preneur, à l'exception des clauses financières auxquelles le preneur restera tenu personnellement et intégralement à l'égard du bailleur.

De plus, le preneur restera toujours le seul interlocuteur du bailleur pour l'exécution de toutes les

clauses du présent contrat, en particulier le paiement du loyer. Le preneur fera respecter à l'occupant toutes les obligations liées au présent contrat ; il en garantit le bailleur.

Article 7 : travaux

Article 7.1 : travaux exécutés par le preneur au commencement du bail

Le preneur exécutera ou fera exécuter à sa charge exclusive et sans que le bailleur ne puisse être en aucun cas appelé en paiement ni en garantie, des travaux nécessités par l'activité qu'il entend exploiter ou faire exploiter dans l'immeuble.

Lesdits travaux consistent en :

- Aménagement et mises aux normes du bâtiment principal
 - o Suppression des cloisons et moquettes
 - Sous la mezzanine nord (hors zone toilettes)
 - Sous la mezzanine sud
 - Dans la zone d'accueil
 - Dans la zone avec point d'eau
 - o Modification de la zone des toilettes
 - Pose cloison pour deux espaces distincts : personnel / public
 - o Aménagement de 3 pièces distinctes sur la mezzanine nord, avec couloir d'accès :
 - Un bureau de direction avec vue sur l'intérieur du local
 - Un bureau secrétariat
 - Une salle de pause commune
 - Rambarde de sécurité
 - Construction d'un escalier en colimaçon pour accès depuis l'extérieur
 - o Aménagement sur la mezzanine sud d'une boutique vêtements
 - Création d'un escalier le long du mur
 - Rambarde de sécurité avec portillon d'accès et cage sécurisée pour accès par transpalette élévateur
 - Marquage au sol de la zone de manipulation du transpalette élévateur
 - Alimentation électrique et éclairage
 - o Installation alimentation électrique et éclairage du rez-de-chaussée
 - Prises en nombre nécessaire à installer sur chaque poteau
 - Travaux éventuels de mise en conformité de l'installation existante
 - o Ouvrant sud en deux parties coulissantes, actuellement condamné
 - Fermeture intérieure complète par un mur pour isolation
 - o Ouvrant façade ouest avec issue de secours
 - Crémone pompiers à installer et ouvrant correspondant à vérifier
- Aménagement de l'appentis extérieur
 - o Fermeture en bardage translucide sur les côtés nord et sud
 - o Fermeture bardage sur le devant
 - o Installation de deux ouvrants à battants et d'une porte de service
 - o Lissage du sol en une surface plane roulante
 - o Evacuation de deux plaques en fibrociment
 - o Alimentation électrique et éclairage
- Aménagements extérieurs
 - o A droite du portail extérieur nord, création d'un emplacement pour pose de deux colonnes d'apport volontaire pour vêtements accessibles aux heures de fermeture
 - o Marquage au sol pour les véhicules clients/visiteurs
 - Avec emplacement et accès aux personnes à mobilité réduite

Le bailleur déclare accepter la réalisation de ces travaux par le preneur et accorder toutes autorisations qui seraient nécessaires à cette fin.

Article 7.2 : autres travaux par le preneur :

En dehors des travaux mentionnés à l'article 7.1, le preneur ne pourra, en toute hypothèse, et même s'il s'agit de travaux imposés par la réglementation, effectuer de travaux concernant les éléments porteurs de fondation et d'ossature participant à la stabilité et à la solidité de l'édifice (gros œuvre) ou au clos au couvert et à l'étanchéité sans une autorisation écrite et préalable du bailleur.

En cas de méconnaissance des dispositions ci-dessus, le bailleur pourra exiger la remise en l'état immédiate des lieux aux frais exclusifs du preneur.

En présence d'un accord du bailleur pour effectuer les travaux ci-dessus, le preneur les réalisera sous son entière responsabilité sans que le bailleur ne puisse être recherché à quelque titre que ce soit.

Tous travaux, embellissements et améliorations quelconques qui seraient faits par le preneur, même avec l'autorisation du bailleur, resteront en fin de bail la propriété de ce dernier, sans indemnité, à moins que le bailleur préfère demander leur enlèvement et la remise des lieux en leur état antérieur, et ce aux frais du preneur.

Concernant la façade Nord de l'immeuble, à la demande du bailleur, le preneur s'engage à ne pas réaliser de travaux (ouverture, peinture ou autre).

En outre, le bailleur déclare que sur le parking de l'immeuble, lors de pluies diluviennes, l'évacuation des eaux se fait très lentement et peut entraîner une stagnation d'eau. Le preneur déclare en être informé et faire son affaire personnelle. Tous travaux que le preneur entendrait effectuer aux fins d'y remédier seraient à sa charge exclusive.

Article 7.3 : Travaux d'entretien et de réparations

Le preneur devra assurer l'entretien des locaux loués, les maintenir en parfait état de propreté et veiller à la conservation et la non détérioration des locaux loués.

A cet égard, le preneur avisera immédiatement le bailleur de toute dégradation touchant à la structure des locaux.

Le preneur comme le bailleur s'obligent à effectuer les réparations leur incombant au fur et à mesure qu'elles deviendront nécessaires.

Le bailleur conservera à sa charge :

- les dépenses inhérentes aux grosses réparations telles qu'elles sont définies à l'article 606 du Code civil et imposées par la loi à la charge des bailleurs.
- Les dépenses inhérentes aux travaux réalisés dans les lieux loués ou l'immeuble dans lequel ils se trouvent dans le but de remédier à la vétusté ou de les mettre en accessibilité ou en conformité avec la réglementation, dès lors que ces travaux relèvent des grosses réparations mentionnées à l'article 606 du code civil ;
- Les dépenses relatives aux travaux d'embellissement et d'amélioration qui n'excèdent pas le coût du remplacement à l'identique et qui relèvent de l'article 606 du Code civil.

Le preneur s'engage à réaliser tous les travaux de conformité et d'aménagements inhérents à son activité. Le bailleur déclare en être informé et donner son entière autorisation.

Le preneur conservera à sa charge toutes les autres réparations, même dans le cas où elles seraient rendues nécessaires par la vétusté ou par des vices-cachés, ou encore par cas fortuit ou de force majeure ainsi que les honoraires d'architecte et les frais d'assurance imputables à la réalisation desdits travaux.

Article 7.4 : Travaux effectués par le bailleur

Le bailleur déclare ne pas envisager de faire réaliser des travaux, à sa charge exclusive, suivant la signature du bail.

Toutefois, le preneur souffrira sans indemnité toutes les constructions, surélévations et travaux quelconques qui seront exécutés dans les locaux loués ou dans l'immeuble et il ne pourra demander aucune diminution de loyer quelle qu'en soit l'importance. Il devra également souffrir tous travaux relatifs aux parties privatives de l'immeuble, telles que désignées à l'article 4 des présentes : le tout sous réserve des dispositions de l'article 1724 du Code civil.

En application de ce texte :

- si ces réparations durent plus de vingt et un jours, le prix du bail sera diminué à proportion du temps et de la partie de la chose louée dont il aura été privé.
- Si les réparations sont de telle nature qu'elles rendent inhabitable ce qui est nécessaire au logement du preneur et de sa famille, celui-ci pourra faire résilier le bail.

Le preneur devra déposer à ses frais et sans délai tous coffrages et décorations ainsi que toutes installations qu'il aurait faites et dont l'enlèvement serait utile pour la recherche et la réparation des fuites de toute nature, de fissures dans les conduits de fumée ou de ventilation notamment après incendie ou infiltration et pour l'exécution du ravalement, ainsi qu'en général tous agencements, enseignes, etc. dont l'enlèvement sera utile pour l'exécution des travaux affectant les lieux loués.

Article 8 : conditions d'occupation

Le preneur devra se conformer aux prescriptions légales et réglementaires notamment en ce qui concerne la voirie, la salubrité, la police, la sécurité, l'inspection du travail et de manière générale à toutes obligations relatives à son activité, de façon à ce que le bailleur ne puisse être inquiété ou recherché, ce dont il garantit ce dernier.

Il est interdit au preneur :

- D'embarrasser ou d'occuper, même temporairement, les parties d'immeuble non comprises dans la présente location, y compris l'espace réservé mentionné à l'article 4.
- De faire usage d'appareils à combustion lente ou produisant des gaz nocifs
- De faire supporter aux planchers une charge supérieure à leur résistance normale
- De pratiquer quelque vue que ce soit sur l'habitation contiguë du bailleur, ni de modifier la façade mitoyenne du bâtiment.
- D'exposer aucun objet aux fenêtres, portes, murs extérieurs, y compris les stores, plaques et enseignes sans autorisation préalable du bailleur quant au format et emplacement de ces dernières.
- D'utiliser à l'extérieur un haut parleur électrique ou autre moyen de diffusion susceptible d'être entendu hors des lieux loués, ni aucun appareil électrique ou autre, sans avoir muni ces appareils de dispositifs permettant d'éviter tous troubles pour le voisinage.

Le preneur devra jouir des lieux loués en bon père de famille.

Il devra assurer l'entretien des locaux loués et les maintenir en parfait état de propreté.

Il veillera à ce que la tranquillité et le bon ordre de l'immeuble ne soient troublés ni par son fait, ni par celui de ses préposés, de ses fournisseurs ou de ses clients. Il devra notamment prendre toutes précautions pour éviter tous troubles de jouissance, notamment par le bruit et éventuellement les odeurs.

Il lui appartiendra de se conformer strictement aux prescriptions de tous règlements, arrêtés de police, règlements sanitaires et veiller au respect des règles d'hygiène, de salubrité etc.
En ce qui concerne plus particulièrement l'exploitation de l'activité, le preneur devra l'assurer en conformité rigoureuse avec les prestations légales et administratives pouvant s'y rapporter.

Le preneur fera son affaire personnelle, de façon que le bailleur ne soit jamais inquiété ni recherché à ce sujet, de toutes réclamations ou contestations qui pourraient survenir du fait de son activité dans les lieux loués. Il aura à sa charge toutes les transformations et réparations quelconques nécessitées par l'exercice de son activité, tout en restant garant vis-à-vis du bailleur de toute action en dommages intérêts de la part de quiconque que pourrait provoquer l'exercice de cette activité.
Il devra en outre faire son affaire personnelle, sans pouvoir exercer de ce fait aucun recours contre le bailleur, de toute réclamation ou injonction qui pourrait émaner des autorités compétentes concernant les modalités de l'occupation par lui desdits locaux, de toutes les autorisations administratives éventuelles, afférentes à son aménagement et/ou son utilisation des locaux loués ou à l'exercice de son activité dans lesdits locaux. Le bailleur ne pourra en conséquence encourir aucune responsabilité en cas de refus ou de retard dans l'obtention de ces autorisations.

Article 9 : conditions financières

Article 9.1 : loyer

Le présent bail est consenti et accepté moyennant un loyer mensuel annuel de 2500 € HT (deux mille cinq cents euros hors taxes), soit un loyer trimestriel de 7 500€ HT (sept mille cinq cents euros hors taxes).

Le bailleur déclare que le loyer du présent bail est soumis à la TVA (au taux de 20% en vigueur au moment de la signature du bail).

Le preneur s'engage, en conséquence, à acquitter entre les mains du bailleur, en sus du loyer, le montant de la TVA ou de toute autre taxe nouvelle complémentaire ou de substitution qui pourrait être créée, au taux légalement en vigueur au jour de chaque règlement.

Ce loyer sera payé et fera l'objet de révisions dans les conditions indiquées ci-dessous.

Eu égard aux travaux exécutés par le preneur à l'entrée du bail, le bailleur consent une franchise de loyer et de taxes jusqu'au 31 décembre 2018.

Article 9.2 : Paiement du loyer

Le loyer convenu sera payable par trimestre civil d'avance. Le paiement interviendra en début de chaque trimestre, dans la première quinzaine du premier mois de celui-ci, par virement du trésor public sur le compte bancaire désigné par le preneur. Le bailleur peut demander au preneur la preuve des diligences de celui-ci auprès du trésor public pour que le paiement soit effectif dans les délais convenus.

Ainsi, le premier paiement aura lieu entre le 1^{er} et le 15 janvier 2019. Les paiements suivants interviendront dans les premières quinzaines au plus tard des mois d'avril, de juillet, d'octobre puis de janvier suivants.

Le bailleur ne sera pas tenu d'appeler le loyer ni d'éditer de facture, le présent contrat valant en soi obligation pour le preneur de s'acquitter du loyer.

Le bailleur ne sera tenu de délivrer gratuitement une quittance que si le preneur lui en adresse la demande.

En cas de non-paiement à échéance du loyer dû par le preneur ou de toute autre somme due en vertu du présent bail et qui n'aurait pas été réglée dans les délais requis, le bailleur percevra de plein droit et quinze jours après une mise en demeure préalable demeurée infructueuse, un intérêt de retard sur la base de 20 % du montant du loyer. En cas de nullité du bail pour défaut de paiement une astreinte conventionnelle sera d'un montant d'un mois de loyer en sus du loyer.

Article 9.3 : Révision/indexation du loyer (clause d'échelle mobile)

Le loyer sera révisé chaque année civile, dans les conditions prévues aux articles L.145-37 et L. 145-38 du Code du commerce et R. 145-20 et suivants du même code.

Cette révision sera faite en fonction de la variation de l'indice trimestriel ILC.

L'indice de base retenu est le dernier publié à la date de signature des présentes, à savoir celui du 4^{ème} trimestre 2017, soit 111,33.

A cette fin, le bailleur notifiera au preneur, deux mois au moins avant l'échéance du premier trimestre de l'année, la révision du loyer pour l'année à venir en fonction de l'évolution de l'indice, sur le fondement du dernier publié.

Si cet indice venait à disparaître, l'indice qui lui serait substitué s'appliquerait de plein droit.

Si aucun indice de substitution n'était publié, les parties conviendraient d'un nouvel indice.

A défaut d'accord, il serait déterminé par un arbitre choisi d'un commun accord entre les parties.

Article 9.4 : Dépôt de garantie

Il est convenu entre les parties qu'aucun dépôt de garantie ne soit versé au vu de la masse de travaux réalisés par le preneur.

Article 9.5 : Charges, impôts et taxes

Conformément aux termes de l'article L. 145-40-2 du code de commerce, il sera annexé au présent bail un inventaire des charges, impôts, taxes et redevances qui lui sont liés ainsi que leur répartition entre le bailleur et le preneur.

Concernant les charges, cet inventaire donne lieu à un état récapitulatif annuel adressé par le bailleur au preneur au plus tard le 30 septembre de l'année suivant celle au titre de laquelle il a été établi.

Cet état récapitulatif devra inclure la liquidation et la régularisation des comptes de charges, impôts, taxes et redevances.

Charges :

Le preneur remboursera au bailleur les charges auxquelles ce dernier sera tenu en qualité de propriétaire selon l'inventaire précité.

Impôts et taxes :

Le preneur remboursera au bailleur le montant de la taxe foncière incluant la taxe d'enlèvement des ordures ménagères afférent à l'immeuble loué, avec application de la TVA en sus.

Le preneur acquittera, avec ponctualité, ses impôts personnels : tous impôts, contributions et taxes, fiscales ou parafiscales auxquels il est et sera assujéti personnellement et dont le propriétaire pourrait être responsable pour lui au titre des articles 1686 et 1687 du Code général des impôts ou à tout autre titre quelconque. Il devra justifier de leur acquittement au bailleur à toute réquisition

et notamment, à l'expiration du bail, avant tout enlèvement d'objets mobiliers, matériel et marchandises.

Article 10 : assurances

Le preneur devra faire assurer contre l'incendie, les explosions, le vol, la foudre, le bris de glace et les dégâts des eaux, à une compagnie notoirement solvable, ses mobiliers, matériels et vitres, leur déplacement et le remplacement, ainsi que les risques locatifs et le recours des voisins et des tiers, pour des capitaux suffisants. Il devra payer les primes ou cotisations et justifier du tout à première demande, supporter ou rembourser toutes surprimes qui seraient réclamées de son fait au bailleur.

Le preneur s'engage notamment à produire une attestation d'assurance au bailleur préalablement à sa prise de possession des lieux.

Article 11 : réclamations et recours

Réclamations des tiers ou contre des tiers

Le preneur devra faire son affaire personnelle à ses risques, périls et frais, sans que le bailleur puisse être inquiété ou recherché, de toutes réclamations faites par les autres occupants de l'immeuble, les voisins ou les tiers, notamment pour bruits, odeurs, chaleurs ou trépidations, causés par lui ou par des appareils lui appartenant.

Au cas néanmoins où le bailleur aurait à payer des sommes quelconques du fait du preneur, celui-ci serait tenu de les lui rembourser sans délai.

Le preneur fera son affaire personnelle de tous dégâts causés aux lieux loués et de tous troubles de jouissance causés par les occupants de l'immeuble, les voisins ou les tiers et se pourvoira directement contre les auteurs de ces troubles sans que le bailleur puisse être recherché.

Gardiennage – Services collectifs

Le preneur fera son affaire personnelle du gardiennage et de la surveillance des locaux, le bailleur ne pouvant en aucun cas et à aucun titre être responsable des vols ou détournements dont le preneur pourrait être victime dans les locaux.

Le bailleur ne pourra être rendu responsable des irrégularités ou interruptions dans le service des eaux, du gaz, de l'électricité ou dans tout service collectif analogue extérieur à l'immeuble, le bailleur n'étant pas tenu, au surplus, de prévenir le preneur des interruptions.

Destruction des lieux loués

Si les locaux viennent à être détruits en totalité par un événement indépendant de la volonté du bailleur, le présent bail sera résilié de plein droit, sans indemnité.

En cas de destruction partielle, le présent bail pourra être résilié sans indemnité à la demande de l'une ou l'autre des parties, et ce, par dérogation aux dispositions de l'article 1722 du Code civil, mais sans préjudice, pour le bailleur, de ses droits éventuels contre le preneur si la destruction peut être imputée à ce dernier.

Article 12 : cession

Le preneur s'interdit de céder son bail.

Article 13 : résolution du bail, congé et renouvellement

Article 13.1 : Clause résolutoire

Il est expressément convenu qu'à défaut de paiement dans les délais prévus à l'article 9.2 d'une somme quelconque due en vertu du présent ou d'exécution de l'une ou l'autre des clauses et conditions du présent bail, et un mois après un commandement de payer ou d'exécuter resté sans effet, et contenant déclaration par le bailleur de son intention d'user du bénéfice de la présente clause, le présent bail sera résilié de plein droit si bon semble au bailleur.

Dans le cas où, après résiliation, le preneur se refuserait à évacuer les lieux, son expulsion pourrait avoir lieu sans délai sur une simple ordonnance de référé rendue par le président du tribunal de grande instance de Carpentras et exécutoire par provision, nonobstant appel.

Dans tous les cas, le preneur sera de plein droit débiteur envers le bailleur d'une indemnité journalière d'occupation égale au double du dernier loyer journalier en vigueur, augmentée de la taxe à la valeur ajoutée si le présent bail y est assujéti.

Article 13.2 : Congé

Le congé intervient au terme du présent bail, soit le 30 septembre 2027 à minuit.

Restitution des locaux

Le preneur devra prévenir le bailleur de la date de son déménagement un mois à l'avance afin de permettre au bailleur de faire à l'administration fiscale les déclarations nécessaires.

Il devra rendre les clés le jour de son déménagement, même si ce dernier a lieu avant l'expiration du terme en cours.

Article 13.3 : Renouvellement

Dans l'hypothèse où s'il souhaiterait voir son bail renouveler, le preneur devra, dans les six mois qui précèdent l'expiration du bail, en demander le renouvellement au bailleur soit par lettre recommandée avec demande d'avis de réception soit par acte extrajudiciaire.

Dans les trois mois de la signification de cette demande de renouvellement, le bailleur devra faire connaître au preneur, soit par lettre recommandée avec demande d'avis de réception soit par acte extrajudiciaire, s'il accepte ou refuse le renouvellement.

À défaut, le renouvellement du bail sera considéré comme ayant été accepté par le bailleur.

S'il souhaite modifier le loyer lors du renouvellement du bail, le bailleur devra proposer cette modification du loyer dans sa réponse à la demande de renouvellement.

Article 14 : visite des locaux

Le preneur devra laisser en permanence libre accès aux locaux au bailleur, à ses représentants ou à tous techniciens désignés par lui, afin d'y effectuer tous travaux nécessaires ou utiles, vérifier le bon entretien ou la bonne exécution des travaux à la charge du preneur.

Sauf urgence manifeste, le bailleur devra aviser le preneur de ces visites dans un délai d'au moins deux jours francs.

Dans les six mois qui précéderont l'expiration du bail, le preneur devra également laisser visiter les

locaux par toute personne munie de l'autorisation du bailleur. Il devra, pendant le même temps, laisser le bailleur apposer un écriteau ou une enseigne pour indiquer que les locaux seront à louer.

Le même droit de visite et d'affichage existera en tout temps, en cas de mise en vente de l'immeuble.

Article 15 : états des lieux et diagnostics

Un état des lieux établi lors de la remise des clés contradictoirement et amiablement par les parties ou par un tiers mandaté par elles, ou à défaut, par huissier de justice, à l'initiative de la partie la plus diligente et à frais partagés par moitié, est joint au contrat.

Un état des lieux de sortie sera établi contradictoirement et amiablement par les parties lors de la restitution des clés ou à défaut, par huissier de justice, à l'initiative de la partie la plus diligente et à frais partagés par moitié.

Lorsque l'état des lieux doit être établi par huissier de justice, les parties en sont avisées par lui au moins sept jours à l'avance par lettre recommandée avec demande d'avis de réception.

Est annexé au présent bail un dossier de diagnostics techniques comprenant :

- Un état des risques naturels, miniers et technologiques (article L.125-5 du code de l'environnement)
- Un diagnostic amiante

Article 16 : élection de domicile

Pour l'exécution des présentes et de leurs suites, y compris la signification de tous actes, le bailleur et le preneur font élection de domicile respectivement en leurs domicile habituel et siège statutaire.

En annexe du présent contrat, les parties reconnaissent avoir rédigé ou reçu :

- un état des lieux dressé lors de la remise des clés
- les diagnostics obligatoires
- plans

Fait à Carpentras, le

Le bailleur

Le preneur

Pour la CoVe,
Le Président,

Robert FERRUA

Guy Rey

Faire précéder la signature de la mention « lu et approuvé, bon pour accord »

République Française
Département de Vaucluse
Communauté d'agglomération Ventoux Comtat Venaissin

Extrait du registre des décisions du Président

Décision n° 2018-68

Objet : Convention particulière de mise à disposition partielle du service des systèmes d'information et des télécommunications de la CoVe auprès de la commune de Loriol-du-Comtat

Le président de la communauté d'agglomération Ventoux-Comtat Venaissin,

Vu le schéma de mutualisation en vigueur entre la communauté d'agglomération et ses communes membres,

Vu le code général des collectivités territoriales et notamment l'article L.5211-10 et les alinéas III et IV de l'article L.5211-4-1

Vu la délibération du Conseil de communauté n°92-18 en date du 19 juillet 2018 portant délégation d'attributions au président,

Vu l'arrêté n° 2018-900 du 12 juillet 2018 portant délégation de signature à Monsieur Christian Forestier, directeur des ressources et des moyens, adjoint au directeur général des services de la CoVe ;

Considérant la demande de la ville de Loriol-du-Comtat de mise à disposition partielle du service des systèmes d'information et des télécommunications de la CoVe pour l'installation et la mise en œuvre du module Agora périscolaire,

Considérant que la mise à disposition partielle des services de la CoVe pour l'exercice des compétences communales s'intègre dans le schéma de mutualisation et présente un intérêt dans le cadre d'une bonne organisation entre les services du bloc communal,

Vu le projet de convention à cet effet entre la commune de Loriol-du-Comtat et la communauté d'agglomération annexée à la présente décision,

Décide

Article 1 : D'approuver, de signer et de mettre en œuvre la convention de mise à disposition partielle du service des systèmes d'information et des télécommunications entre la CoVe et la commune de Loriol-du-Comtat pour l'installation et la mise en œuvre du module Agora périscolaire.

Article 2 : Le Directeur Général des Services de la Communauté d'Agglomération Ventoux Comtat Venaissin est chargé de l'exécution administrative de la présente décision.

Transmis en Préfecture le : 04 OCT 2018

Publication par affichage le : 04 OCT 2018

Exécutoire le : 04 OCT 2018

Fait à Carpentras, le 3 octobre 2018

Pour le Président et par délégation,
Le directeur des ressources et des moyens, adjoint au directeur général des services,

Christian Forestier



En application de l'article R.421-1 du Code de la Justice Administrative, la présente délibération peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le Tribunal administratif de Nîmes (16 avenue Feuchères -CS 88010 - 30 941 Nîmes CEDEX 09 - Tél.: 04 66 27 37 00 - Fax: 04 66 36 27 86 - greffe.ta-nîmes@juradm.fr) dans un délai de deux mois à compter de la date de sa publication par voie d'affichage et de sa réception par le représentant de l'Etat.



**CONVENTION PARTICULIERE DE MISE A DISPOSITION PARTIELLE
DU SERVICE DES SYSTEMES D'INFORMATION ET DES TELECOMMUNICATIONS
DE LA COVE
AUPRES DE LA COMMUNE DE LORIOI-DU-COMTAT**

Exposé des motifs

Différents dispositifs juridiques, codifiés dans le Code général des collectivités territoriales (CGCT), permettent et encouragent les Établissements Publics de Coopération Intercommunale et leurs communes membres à repenser leurs organisations pour mutualiser leurs moyens dans l'exercice de leurs compétences.

Parmi ces dispositifs, les articles L.5211-4-1 et D.5211-16 du Code général des collectivités territoriales permettent à un EPCI de mettre à disposition de ses communes membres l'un de ses services ou partie de celui-ci pour l'exercice de leurs compétences, lorsque cette mise à disposition présente un intérêt dans le cadre d'une bonne organisation des services.

Afin de permettre le recours à cette forme de mutualisation, une convention-cadre de mise à disposition partielle des services de la CoVe a été conclue avec la commune de Loriol-du-Comtat.

Cette convention-cadre autorise le recours à des mises à disposition avec plusieurs services de la CoVe listés dans ladite convention, dont le service des systèmes d'information et des télécommunications, et fixe le cadre commun à ces mises à disposition.

La présente convention particulière détermine les conditions spécifiques de la mise à disposition du service des systèmes d'information et des télécommunications

LA PRESENTE CONVENTION EST CONCLUE ENTRE :

✶ **La Communauté d'Agglomération Ventoux Comtat Venaissin,**
Représentée par son Président, Guy REY, autorisé par délibération du Conseil de Communauté n°92-18, en date du 19 juillet 2018

Ci après désignée « la CoVe »,

et

✶ **La Commune de Loriol-du-Comtat**
En tant que commune membre de la CoVe,
Représentée par son Maire, Gérard BORGIO

Autorisé par délibération du Conseil Municipal n°14032018-008, en date du 14 mars 2018

Ci après désignée « la Commune ».

Elle est conclue en application de la convention-cadre signée entre les parties

Article 1 : Objet de la convention

Dans un souci de bonne organisation des services, conformément aux dispositions de la loi n°2004-809 du 13 août 2004, relative aux libertés et aux responsabilités locales, susvisée, l'objet de la présente convention est la mise à disposition partielle du service des systèmes d'information et des télécommunications de la CoVe,

auprès de la Commune pour la réalisation des prestations suivantes :
installation et mise en œuvre du module Agora périscolaire

Article 2 : Durée et date d'effet de la convention

☐ Cas n°1 – Missions continues :

La présente convention, qui concerne l'exercice d'un service continu, est établie pour une période commençant le pour une durée de

Elle ne peut être reconduite ou prolongée pour une durée convenue entre les parties, que de façon expresse.

☒ Cas n°2 – Missions ponctuelles :

La présente convention, qui concerne l'exercice d'une mission ponctuelle, prend effet à la date de sa signature et se termine avec l'achèvement de la mission.

Article 3 : Référent

Pour l'exercice de la mission, le service mis à disposition est placé sous l'autorité fonctionnelle du Maire de la commune. Pour cela, le service est représenté par son responsable.

Le responsable peut toutefois désigner un référent qui sera l'interlocuteur privilégié de la commune, pour l'exécution de la mission.

Le référent reçoit les instructions du Maire de la commune et lui rend compte des conditions d'exécution de la mission.

Article 4 : Coût de la mise à disposition

☐ Cas n°1 – Missions continues

Est annexée à la présente convention une grille de tarifs applicables aux différentes prestations exécutées dans le cadre de la mise à disposition partielle du service.

La commune adressera par écrit au service mis à disposition, dès la prise d'effet de la présente convention, la liste de ses besoins.

La grille de tarifs ainsi annexée sera révisée annuellement pour tenir compte de l'évolution de la masse salariale et des coûts matériels de fonctionnement.

☒ Cas n°2 – Missions ponctuelles

Le coût de la mise à disposition est déterminé par application d'un coût unitaire journalier, représentant le coût de fonctionnement du service, multiplié par le nombre de jours prévisionnels nécessaires à l'exécution de la mission.

Le montant total de la mission est évalué à la somme de 2 400 €
Le détail des prestations à exécuter et leur quantité sont annexés à la présente convention.

Article 5 : Modalités de remboursement

☒ Les modalités de remboursement sont celles applicables aux termes de la convention-cadre.

La Commune rembourse à la CoVe les frais de mise à disposition sur présentation d'une facture émise au fur et à mesure de l'avancement de la mission. Le solde correspondant à la commande de la Commune est versé à l'achèvement de la mission, validée par la commune.

Le visa des factures présentées par la CoVe, accordé par la commune, vaut reconnaissance du service fait.

Les factures sont acquittées, par mandat administratif, au terme du délai réglementaire de paiement applicable aux collectivités territoriales.

☐ La présente mission fait l'objet de modalités particulières de remboursement, comme suit :

Article 6 : Modification des besoins / Résiliation

Les conditions de modification des besoins relatifs à l'exercice de la présente mise à disposition, à l'initiative de la CoVe ou de la commune, ainsi que les modalités de résiliation de la mise à disposition, sont déterminées par la convention-cadre.

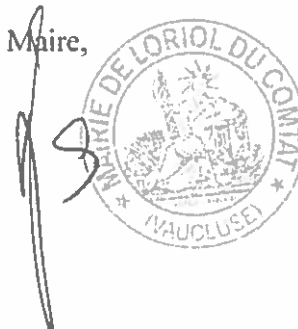
Article 7 : Modalités particulières d'exécution

Dans un souci d'optimisation des coûts, c'est la CoVe qui a procédé directement à l'acquisition du logiciel Agora périscolaire. Ainsi, à l'intervention du service des systèmes d'information et des télécommunications de la CoVe pour le travail de préparation, paramétrage et accompagnement (valorisée à travers un nombre de journées d'interventions multiplié par le coût de journée), se rajoutera la refacturation des coûts liés à l'acquisition du logiciel. Le détail des éléments à facturer est repris en annexe de la présente convention.

Fait à Carpentras le

Le Président de la Communauté d'agglomération
Ventoux Comtat Venaissin,

Le Maire,



DECOMPOSITION DU COUT DE LA MISSION

NATURE DES MISSIONS	Quantité en nombre de jour
Préparation, paramétrage, installation et accompagnement à la mise en œuvre du logiciel Agora périscolaire	4
TOTAL	4
Coût journée	203 €
Frais matériels : module informatique Agora Périscolaire	1 588 €
COUT TOTAL DE LA MISSION	2 400 €

Extrait du registre des décisions du Président

Décision n° 2018-69

Objet : Modification de la régie de recettes de l'aérodrome intercommunal

Le président de la communauté d'agglomération Ventoux-Comtat Venaissin,

Vu le décret n°2012-1246 du 7 novembre 2012 relatif à la gestion budgétaire et comptable publique, et notamment l'article 22 ;

Vu le décret n° 2008-227 du 5 mars 2008 abrogeant et remplaçant le décret n° 66-850 du 15 novembre 1966 relatif à la responsabilité personnelle et pécuniaire des régisseurs ;

Vu les articles R.1617-1 à R.1617-18 du Code Général des Collectivités Territoriales fixant les conditions d'organisation, de fonctionnement et de contrôle des régies de recettes, d'avances et de recettes et d'avances des collectivités territoriales et de leurs établissements publics ;

Vu l'arrêté du 6 janvier 2014 fixant les règles relatives à l'encaisse des comptables publics et des régisseurs ;

Vu l'arrêté du 3 septembre 2001 relatif aux taux de l'indemnité de responsabilité susceptible d'être allouée aux régisseurs d'avances et aux régisseurs de recettes relevant des organismes publics et au montant du cautionnement imposé à ces agents ;

Vu la délibération du Conseil de Communauté n° 92-18 du 19 juillet 2018 portant délégation d'attributions au Président dont la création de régies comptables nécessaires au fonctionnement des services de la CoVe ;

Vu l'arrêté n° 2018/899 du 12 juillet 2018 portant délégation de signature à Monsieur Laurent Marteau, directeur général des services de la CoVe ;

Vu la décision n° 30/2007 du 18 décembre 2007 modifiée par les décisions n° 2012-28 du 26 novembre 2012 et n° 2013-19 du 07 juin 2013 portant création d'une régie de recettes auprès de l'aérodrome intercommunal « Ventoux –Edgar Soumille » ;

Considérant qu'il apparaît opportun d'actualiser les règles de fonctionnement de la régie ;

Vu l'avis conforme du comptable public assignataire en date du 15 octobre 2018 ;

Décide

Article 1 : Les décisions n° 2012-28 du 26 novembre 2012 et n° 2013-19 du 7 juin 2013 sont abrogées.

Article 2 : La décision institutive de la régie de recettes auprès de l'aérodrome intercommunal n° 30/2007 du 18 décembre 2007 est modifiée en ses articles 1, 2, 3, 4, 5 et 7. Le règlement de la régie est désormais le suivant :

Article 3 : Il est institué une régie de recettes prolongée auprès de l'aérodrome intercommunal Ventoux-Edgar Soumille.

Article 4 : Cette régie est installée dans les locaux de l'aérodrome sis 232 chemin de Saint Gens à Pernes les Fontaines.

Article 5 : La régie encaisse les produits suivants :

- Vente de carburants
- Redevances d'occupation et de stationnement
- Taxes d'atterrissage
- Location de vélos électriques

Envoyé en préfecture le 24/10/2018

Reçu en préfecture le 24/10/2018

Affiché le

ID : 084-248400053-20181015-D2018_69-AU

➤ Vente de boissons, café, glaces et petite restauration

Article 6 : Les recettes sont encaissées selon les modes de recouvrement suivants :

- Espèces
- Chèque bancaire ou postal
- Carte bancaire
- Virement bancaire sur le compte de dépôt de fonds ouvert au nom du régisseur

Le recouvrement est géré au moyen d'une caisse enregistreuse.

Article 7 : La date limite d'encaissement par le régisseur est fixée à 2 mois à compter de la date d'émission des factures adressées aux usagers.

Article 8 : Un compte de dépôt de fonds est ouvert au nom du régisseur ès-qualité auprès de la Direction Départementale des Finances Publiques de Vaucluse.

Article 9 : Le régisseur, le mandataire suppléant et le ou les mandataires seront nommés par le Président de la CoVe après avis conforme du comptable public assignataire.

Article 10 : L'intervention de mandataires a lieu dans les conditions fixées dans leur acte de nomination.

Article 11 : Un fonds de caisse d'un montant de 75 € est mis à disposition du régisseur.

Article 12 : Le montant maximum de l'encaisse que le régisseur est autorisé à conserver est fixé à 20 000€.

Article 13 : Le régisseur est tenu de verser au comptable public le montant de l'encaisse dès que celui-ci atteint le plafond fixé à l'article 12 et au minimum une fois par mois.

Article 14 : Le régisseur verse auprès du service financier de la CoVe l'ensemble des justificatifs des opérations de recettes au minimum une fois par mois.

Article 15 : Le régisseur est assujéti à un cautionnement dont le montant est fixé dans l'acte de nomination selon la réglementation en vigueur.

Article 16 : Le régisseur percevra une indemnité de responsabilité dont le taux est précisé dans l'acte de nomination selon la réglementation en vigueur.

Article 17 : Le mandataire suppléant et les mandataires ne percevront pas d'indemnité de responsabilité.

Article 18 : Le Directeur Général des Services de la CoVe et le comptable public assignataire sont chargés, chacun en ce qui les concerne, de l'exécution de la présente décision.

Transmis en Préfecture le : 17 OCT 2018

Publication par affichage le : 17 OCT 2018

Exécutoire le :

Fait à Carpentras, le 15 octobre 2018
Pour le Président et par délégation,
Le directeur général des services,

Laurent Marteau



En application de l'article R.421-1 du Code de la Justice Administrative, la présente délibération peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le Tribunal administratif de Nîmes (16 avenue Feuchères - CS 88010 - 30 941 Nîmes CEDEX 09 - Tél.: 04 66 27 37 00 - Fax: 04 66 36 27 86 - greffe.ta-nîmes@juradm.fr) dans un délai de deux mois à compter de la date de sa publication par voie d'affichage et de sa réception par le représentant de l'Etat.

Envoyé en préfecture le 24/10/2018

Reçu en préfecture le 24/10/2018

Affiché le

ID : 084-248400053-20181015-D2018_69-AU

De: "BASTIDE Françoise (84)" <francoise.bastide@dgfip.finances.gouv.fr>
À: ESTEPA Laurent <laurent.estepa@lacove.fr>
Cc: "GIULIANI Evelyne (07)" <evelyne.giuliani@dgfip.finances.gouv.fr>
Date: 16/10/2018 09:23
Objet: Re: Demande d'avis conforme - Projet décision 2018-69 modification de la régie de recettes aéroport

Bonjour M. Estépa,

le visa de la modification de la régie aéroport n'appelle aucune observation particulière, l'avis conforme du comptable en date du 15/10/2018 est donné.

Merci de me faire parvenir un exemplaire après signature.

Pour que cette régie puisse fonctionner, et suite à la révocation des régisseurs par la comptable, il est urgent de nommer de nouveaux régisseurs titulaire et mandataire.

Me faire parvenir l'acte de nomination en retour pour visa .

Cordialement



Françoise BASTIDE
Inspectrice - Adjointe du Responsable
Centre des Finances Publiques
Trésorerie de Carpentras Municipale

Tél: 04.90.63.83.22

----- Message original -----

Sujet : Demande d'avis conforme - Projet décision 2018-69 modification de la régie de recettes aéroport

De : Estepa Laurent <laurent.estepa@lacove.fr>

Pour : Bastide Françoise (84)
<francoise.bastide@dgfip.finances.gouv.fr>

Copie à : Giuliani Evelyne (07)
<evelyne.giuliani@dgfip.finances.gouv.fr>

Date : Mercredi 10 Octobre 2018, 13:16

Bonjour Madame Bastide,

Veuillez trouver ci-joint pour avis conforme le projet de décision n° 2018-69 portant modification de la régie de recettes de l'aéroport.

Cette modification intervient suite aux observations faites dans le cadre de la vérification de la régie (mention des virements comme mode de recouvrement, ajustement de l'encaisse,...).

Le projet d'arrêté de nomination du nouveau régisseur vous sera ensuite transmis d'ici peu.

En vous remerciant,

Cordialement.

Laurent ESTEPA
Adjoint au responsable des finances
Communauté d'Agglomération Ventoux Comtat Venaissin - CoVe
Tél (ligne directe) : 04.90.67.60.33
Tél (standard) : 04.90.67.10.13

Envoyé en préfecture le 24/10/2018

Reçu en préfecture le 24/10/2018

Affiché le

SLO

ID 084-248400053-20181015-D2018_69-AU



Pièces jointes:

Fichier: [ATT00002.txt](#)

Taille: 2k

Type de contenu:
text/plain

Fichier: [ATT00004.html](#) (Affiché en ligne)

Taille: 9k

Type de contenu:
text/html



Fichier: [Image1](#) (Affiché en ligne)

Taille: 1k

Type de contenu:
image/jpeg



Fichier: [ATT00006.png](#) (Affiché en ligne)

Taille:
20k

Type de contenu:
image/png

République Française
Département de Vaucluse
Communauté d'agglomération Ventoux Comtat Venaissin

Extrait du registre des décisions du Président

Décision n° 2018-70

Objet : Marché-Gare de Carpentras - Convention de mise à disposition de la halle florale

Le président de la communauté d'agglomération Ventoux-Comtat Venaissin,

Vu les articles 1875 et suivants du code civil sur la jouissance des locaux à titre de prêt à usage,

Vu le code général des collectivités territoriales,

Vu les statuts de la CoVe portant compétence en matière de développement économique,

Vu la délibération de la CoVe n°92-18 du 19 juillet 2018 portant délégation de pouvoirs au Président,

Vu l'arrêté n°2018/899 du 12 juillet 2018 portant délégation de signature à Laurent Marteau, directeur général des services de la CoVe,

Vu la demande formulée par l'association C.O.S.A. (Comité d'Organisation de Salons Animaliers) en vue d'y organiser le 23^{ème} salon AVICORAMA les 13 et 14 octobre 2018.

Considérant que dans le cadre de sa compétence, la CoVe a le souhait d'apporter son soutien à l'intérêt que représente pour le territoire la promotion des salons animaliers dont l'objet est de permettre aux personnes passionnées par l'élevage d'animaux de se rencontrer et de partager leurs expériences et leurs connaissances.

Vu le projet de convention de mise à disposition de la halle florale du marché-gare de Carpentras rédigé à cet effet,

Décide

Article 1 : De signer avec l'association C.O.S.A. représentée par Monsieur Patrick Chaumont, son président en exercice, la convention de mise à disposition de la halle florale du marché gare de Carpentras désignée sur le plan annexé à la présente décision pour la période du vendredi 12 octobre 2018 à 11 heures au lundi 15 octobre 2018 à 11 heures, en vue d'y organiser le 23^{ème} salon AVICORAMA.

Article 2 : Le directeur général des services de la communauté d'agglomération Ventoux - Comtat Venaissin est chargé de l'exécution administrative de la présente décision.

Transmis en Préfecture le : 10 OCT 2018

Publication par affichage le : 10 OCT 2018

Exécutoire le : 10 OCT 2018



Fait à Carpentras, le 10 octobre 2018

Pour le Président et par délégation,
Le directeur général des services,

Laurent Marteau

En application de l'article R.421-1 du Code de la Justice Administrative, la présente délibération peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le Tribunal administratif de Nîmes (16 avenue Feuchères -CS 88010 - 30 941 Nîmes CEDEX 09 - Tél.: 04 66 27 37 00 - Fax: 04 66 36 27 86 - greffe.ta-nîmes@juradm.fr) dans un délai de deux mois à compter de la date de sa publication par voie d'affichage et de sa réception par le représentant de l'Etat.

**Communauté d'Agglomération
Ventoux Comtat Venaissin
1171, Avenue du Mont Ventoux
CS 30085
84203 CARPENTRAS CEDEX**



MARCHE GARE DE CARPENTRAS

...

CONVENTION DE MISE A DISPOSITION DE LA HALLE FLORALE

ENTRE

La Communauté d'Agglomération Ventoux-Comtat Venaissin (CoVe)

Sise 1 171, avenue du Mont Ventoux à Carpentras,

Représentée par son Président en exercice, Monsieur Guy Rey, en vertu de la délibération n° 92-18 du Conseil de Communauté du 19 juillet 2018 l'autorisant à délivrer les autorisations d'occupation du domaine public et du domaine privé de la CoVe,

En qualité de propriétaire, le prêteur, d'une part

ET

L'Association C.O.S.A (Comité d'Organisation de Salons Animaliers), association déclarée à la Sous-Préfecture de Carpentras le 18 avril 1997, représentée par Monsieur Patrick Chaumont son Président en exercice, agissant en vertu de ses pouvoirs statutaires, dont le siège social est situé 527, Avenue Frédéric Mistral – Le Balzac A – 84200 CARPENTRAS,

En qualité d'emprunteur, d'autre part

PREAMBULE

La Communauté d'Agglomération Ventoux-Comtat Venaissin (CoVe) a acté par délibération en date du 25 mars 2013 l'acquisition de l'intégralité du site du marché-gare dont elle s'est rendue propriétaire le 11 avril 2013 auprès de la ville de Carpentras avec un objectif de maîtrise foncière dans une vision d'ensemble de requalification et de développement autour des filières agro-environnementales.

L'association C.O.S.A (Comité d'Organisation de Salons Animaliers) organisatrice du 23^{ème} salon AVICORAMA a sollicité la Communauté d'Agglomération Ventoux-Comtat Venaissin (CoVe) afin de disposer à titre gratuit :

- de la halle florale du marché-gare de Carpentras, ainsi que de la « cabine caisse » de la gare de péage d'entrée du marché horticole & pépinières Ventoux-Provence,
- du terrain d'accueil et des emplacements de stationnement situés à proximité de ce dernier.

Considérant l'intérêt que représente l'organisation de cet événementiel sur le territoire de la CoVe pour la promotion des salons animaliers dont l'objet est de permettre aux personnes passionnées par l'élevage d'animaux de se rencontrer et de partager leurs expériences et leurs connaissances, la Communauté d'Agglomération Ventoux-Comtat Venaissin (CoVe) a décidé de répondre favorablement à la demande de l'association C.O.S.A.

Aussi, pour la mise à disposition à titre gratuit par laquelle la CoVe autorise l'Association C.O.S.A., le preneur, à utiliser la halle florale du marché-gare de Carpentras, la « cabine caisse » de la gare de péage d'entrée du marché horticole & pépinières Ventoux-Provence ainsi que le terrain d'accueil et les emplacements de stationnement situés à proximité de ce dernier, il est convenu de conférer un droit précaire et révocable à ladite mise à disposition.

ARTICLE 1 : Désignation du bien prêté

Le prêteur concède à titre gratuit à l'emprunteur qui accepte, à titre de prêt à usage, en application des articles 1875 et suivants du Code Civil la jouissance de la halle florale du marché-gare, la « cabine caisse » de la gare de péage d'entrée du marché horticole & pépinières Ventoux-Provence, ainsi que du terrain d'accueil et des emplacements de stationnement situés à proximité de ce dernier, sis chemin de Saint-Gens 84200 CARPENTRAS.

ARTICLE 2 : Durée du Contrat

La CoVe met à disposition de l'association C.O.S.A. la halle florale du marché-gare de Carpentras, la « cabine caisse » de la gare de péage d'entrée du marché horticole & pépinières Ventoux-Provence, ainsi que le terrain d'accueil et les emplacements de stationnement situés à proximité de ce dernier du vendredi 12 octobre 2018 à 11h00 au lundi 15 octobre 2018 à 11h00, en vue d'y organiser le 23^{ème} salon AVICORAMA qui aura lieu les 13 et 14 octobre 2018.

L'emprunteur s'engage à quitter les lieux au terme du présent contrat.

ARTICLE 3 : Etat des lieux

Un état des lieux sera établi contradictoirement par les parties lors de la remise des clés.

Un chèque de caution d'un montant de 950 € (neuf cent cinquante euros) devra être établi au nom de Monsieur le Trésorier Principal et remis au service développement économique. Ce chèque de caution sera restitué à l'organisateur après que le salon AVICORAMA aura eu lieu, sous réserve qu'aucun dégât matériel ne soit constaté sur la halle florale, la « cabine caisse » de la gare de péage d'entrée du marché horticole & pépinières Ventoux-Provence, ainsi que sur le terrain d'accueil et les emplacements de stationnement concernés.

ARTICLE 4 : Obligation des parties

Article 4 – 1. Obligation à la charge de l'emprunteur

- L'emprunteur prendra le bien dans son état au jour de son entrée en jouissance sans recours contre le prêteur pour quelque cause que ce soit. Il devra veiller à utiliser cette mise à disposition en respectant la sécurité et la tranquillité publique ainsi que l'intégrité du bien prêté.

- L'emprunteur ne pourra utiliser le bien qu'à l'usage de l'organisation du 23ème salon AVICORAMA.
- L'emprunteur veillera en bon père de famille à la garde et à la conservation du bien, conformément à l'article 1880 du Code Civil.
- Il s'opposera à tout empiètement et usurpation, et le cas échéant en préviendra le prêteur afin que celui-ci puisse agir directement auprès de son auteur.
- Les installations devront être conformes aux normes de sécurité en vigueur et l'emprunteur devra souscrire une assurance auprès d'une compagnie notoirement solvable et garantissant le bien contre les risques d'incendie, dégâts des eaux, vol, accident, ou dommage de toute nature qui pourraient survenir à des personnes ou à des biens du fait de son activité et ce qu'elle qu'en soit la cause avec renonciation de tout recours contre la CoVe. Une attestation d'assurance responsabilité civile devra être préalablement fournie à la CoVe, le prêteur étant dégagé de toute responsabilité en cas d'accident, d'incendie, ou autre dommage de toute nature.
- La sureté et la sécurité des participants et des visiteurs sont à la charge du C .O.S.A. – organisateur de ce 23^{ème} AVICORAMA.
A cet effet, l'organisateur doit prévoir un dispositif de sécurité renforcé, notamment un contrôle visuel systématique du public et des dispositifs d'évacuation conformes par du personnel désigné.
- L'emprunteur devra respecter toutes les mesures d'hygiène, de salubrité, et veiller à la protection de l'environnement du bâtiment qui lui est mis à disposition provisoirement. En tout état de cause, il devra laisser l'emplacement occupé dans un parfait état de propreté.
- L'utilisation de haut-parleurs, amplificateur ou tout autre appareil sonore sera tolérée sur les lieux à condition que l'amplitude des sons ne puisse être une gêne pour le voisinage, les promeneurs ou les riverains.
- L'emprunteur devra se conformer en tout point aux lois et règlements en vigueur et se pourvoir de toutes autorisations nécessaires à son activité.
- A l'expiration du présent contrat, l'emprunteur rendra le bien au prêteur libre de toute occupation et dans l'état où il l'a trouvé à la date de la prise d'effet du présent contrat, compte tenu de l'usage qui en a été fait.
- L'emprunteur sera responsable de toute dégradation partielle ou totale du bien prêté tel que désigné ci-dessus, et dans ce cas le prêteur pourra mettre fin immédiatement à la présente mise à disposition.

Article 4 – 2 – Obligations à la charge du prêteur

- Le prêteur déclare qu'il est bien le propriétaire du bien désigné à l'article 2 du présent contrat et qu'il détient tous les documents nécessaires à la preuve de sa propriété.
- Il s'engage à informer et conseiller l'emprunteur sur les caractéristiques, l'usage et les éventuels défauts du bien.
- Le prêteur s'oblige à laisser l'emprunteur jouir gratuitement du bien, ce dernier n'aura aucune redevance ou indemnité à lui verser.

Article 5 – Intuitu Personae

Le présent prêt est consenti à l'emprunteur à titre strictement personnel. Le présent contrat ne pourra donc pas être transmis ou cédé à quelque titre que ce soit, l'emprunteur s'engage à occuper personnellement les locaux, objet des présentes, et en aucun cas il ne pourra céder, prêter ou mettre à disposition à titres onéreux au profit d'un tiers ledit bien.

Article 6 – Tolérances

Toutes tolérances de la part du prêteur, concernant l'ensemble des clauses sus-mentionnées et quel qu'en soit la durée, ne seront génératrices d'un droit quelconque au profit de l'emprunteur.

Article 7 – Clause d'élection de domicile

Pour l'exécution des présentes, les parties font élection de domicile, le prêteur en sa demeure, l'emprunteur dans les lieux prêtés.

Article 8 – Loi applicable et juridiction compétente

Pour tout litige concernant l'interprétation et/ou l'exécution des présentes, que les parties ne pourraient résoudre à l'amiable, il est fait attribution de compétence au Tribunal de Grande Instance de Carpentras (84200).

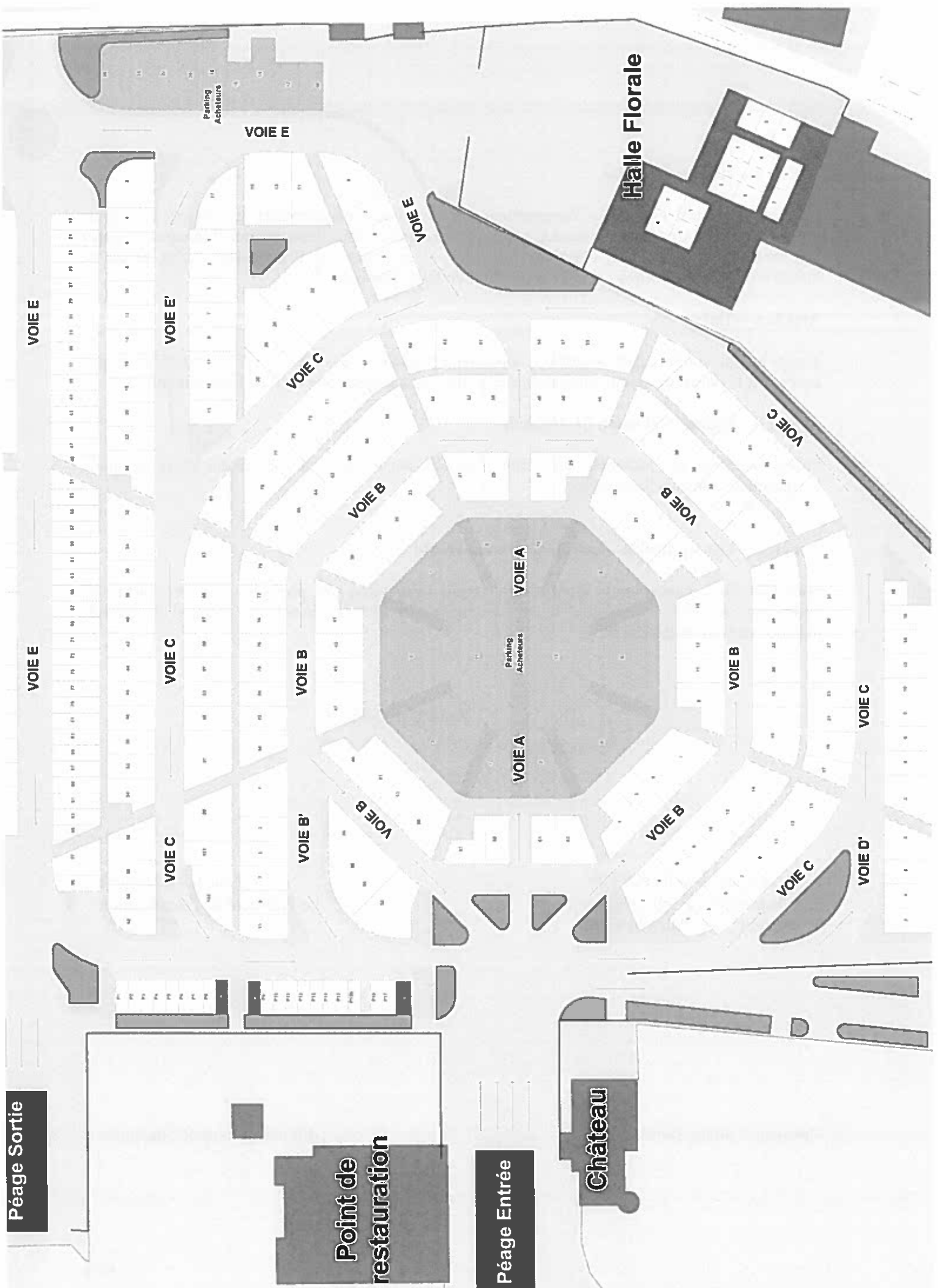
Fait à Carpentras, le

Pour le propriétaire PRETEUR
Pour le président et par délégation
le directeur général des services

Pour le PRENEUR
Le Président de l'Association
C.O.S.A.

Monsieur Laurent Marteau

Monsieur Patrick Chaumont



**République Française
Département de Vaucluse
Communauté d'agglomération Ventoux Comtat Venaissin**

Extrait du registre des décisions du Président

Décision n° 2018-71

Objet : Autorisation d'occuper le domaine public dans le cadre d'une convention partenariale avec le collège François-Raspail

Le président de la communauté d'agglomération Ventoux-Comtat Venaissin,

Vu le code général des collectivités territoriales,

Vu les statuts de la CoVe portant compétence en matière de protection et mise en valeur de l'environnement et du cadre de vie, et en particulier pour le soutien aux actions de maîtrise de la demande en énergie,

Vu la délibération de la CoVe n°92-18 du 19 juillet 2018 portant délégation de pouvoirs au Président,

Vu l'arrêté n°2018/899 du 12 juillet 2018 portant délégation de signature à Laurent Marteau, directeur général des services de la CoVe,

Considérant que dans le cadre de sa compétence, la CoVe s'est engagée en faveur du développement durable sur son territoire, et plus particulièrement dans le domaine de la gestion écologique des espaces verts avec l'implantation d'une prairie fleurie et l'installation de ruches sur le site de son siège, l'hôtel de communauté,

Vu le projet de convention de partenariat entre la CoVe et le collège François-Raspail pour l'élaboration d'un projet de la section S.E.G.P.A. sur le développement durable, prévoyant l'accueil de ruches montées par les élèves du collège dans le cadre de leur projet pédagogique sur le site de l'hôtel de communauté,

Décide

Article 1 : D'autoriser les élèves de la section S.E.G.P.A. du collège François Raspail à installer des ruches et des nichoirs sur la propriété de la CoVe, l'hôtel de communauté, aux fins de mener des projets sur le développement durable.

Article 2 : De signer avec le collège François-Raspail représenté par son principal, Monsieur Jean-Pierre Ajello, en sa qualité de chef d'établissement, la convention de partenariat à cet effet.

Article 3 : Le directeur général des services de la communauté d'agglomération Ventoux - Comtat Venaissin est chargé de l'exécution administrative de la présente décision.

Transmis en Préfecture le : 30 OCT 2018

Publication par affichage le : 31 OCT 2018

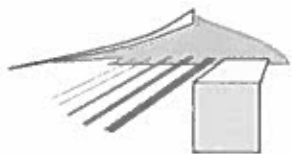
Exécutoire le : 31 OCT 2018

Fait à Carpentras, le 16 octobre 2018
Pour le Président et par délégation,
Le directeur général des services,

Laurent Marteau



En application de l'article R.421-1 du Code de la Justice Administrative, la présente délibération peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le Tribunal administratif de Nîmes (16 avenue Feuchères - CS 88010 - 30 941 Nîmes CEDEX 09 - Tél.: 04 66 27 37 00 - Fax: 04 66 36 27 86 - greffe.ta-nîmes@juradm.fr) dans un délai de deux mois à compter de la date de sa publication par voie d'affichage et de sa réception par le représentant de l'Etat.



**CONVENTION DE PARTENARIAT
ENTRE LA CoVe - COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION
VENTOUX COMTAT VENAISSIN ET LE COLLEGE FRANÇOIS RASPAIL**

pour élaborer un projet de la section SEGPA sur les ruches

ENTRE les soussignés :

- la CoVe, Communauté d'agglomération Ventoux Comtat Venaissin, dont le siège social est situé 1 171, Avenue du Mont Ventoux - CS. 30085 - 84203 Carpentras Cedex, représentée par Monsieur Guy REY en sa qualité de Président de ladite Communauté, en vertu de la délégation d'attributions du Conseil de Communauté par délibération n°92-18 du 19 juillet 2018.

Ci-après dénommée « CoVe - Communauté d'agglomération Ventoux Comtat Venaissin »,

D'UNE PART

ET

Le collège François Raspail situé 264, avenue André de Richaud – BP.10188 - 84205 Carpentras représenté par Monsieur Jean-Pierre AIELLO en sa qualité de chef d'établissement.

Ci-après collège

D'AUTRE PART.

PREAMBULE

La CoVe s'est engagée en faveur du développement durable sur son territoire.

De nombreuses actions ont été engagées, sur son hôtel de communauté, pour limiter l'impact de son activité sur l'environnement.

Des actions en faveur de la lutte contre la pollution de l'air et du sol, de la maîtrise de l'énergie, du tri des déchets, de la gestion de la consommation d'eau ont ainsi permis à la CoVe de s'engager vers l'exemplarité. Plus récemment, elle s'est engagée dans le domaine de la gestion écologique des espaces verts avec la plantation d'une prairie fleurie et l'installation de ruches.

Le collège F. Raspail, fortement implanté sur le territoire du Comtat, mène dans le cadre des enseignements adaptés des actions relatives au développement durable.

C'est dans ce contexte que la CoVe et le collège définissent une convention afin de construire des ruches qui seront implantées devant l'Hôtel de la CoVe et des nichoirs implantés en milieu urbain.

Acquitté en PREFECTURE le: 31/10/2018

ARTICLE 1. Objet de la convention

La présente convention a pour objet de définir le partenariat, les objectifs et moyens que la CoVe et le collège F. Raspail conviennent de mettre en œuvre pour développer le partenariat pour mener ensemble des projets sur le développement durable.

Les référents de cette convention pour la CoVe sont la responsable du service environnement énergie et le directeur-adjoint, chargé de la S.E.G.P.A. du collège F. Raspail.

ARTICLE 2. Objectifs et moyens

Par la présente convention, et pour assurer la construction des ruches, la CoVe s'engage à :

- Financer l'achat de la matière première nécessaire à la réalisation de 3 ruches ;
- Fixer un cahier des charges de construction des ruches ;
- Se déplacer au collège pour superviser la fabrication des ruches ;
- Accueillir une vingtaine d'élèves à l'hôtel de la CoVe pour une découverte des ruches installées et pour une présentation des missions de la CoVe.

Pour mener à bien ce travail, le collège s'appuie sur le personnel encadrant de la S.E.G.P.A. durant la durée d'intervention.

Par la présente convention, le collège s'engage à :

- Respecter le cahier des charges et le calendrier fixé par la CoVe et M. Vachet, apiculteur partenaire du projet ;
- A informer la CoVe sur les besoins en matériel afin de pouvoir anticiper sur la disponibilité du budget et sur l'achat du matériel pour leur mise à disposition.

ARTICLE 3. Actions de communication et information de la démarche

La CoVe et le collège assureront séparément ou conjointement toute action de communication et d'information qu'ils jugeront opportune, auprès du grand public ou d'organismes spécialisés dans le développement durable. Au préalable, chacune des deux parties en aura informé l'autre et soumis à validation les supports réalisés. Dans ce cadre, la CoVe et le collège F. Raspail disposent du droit d'utiliser les photographies des élèves et des agents de la CoVe intervenant dans le cadre de la dite convention sans contrepartie financière.

ARTICLE 4. Durée

La présente convention est conclue à partir de la date de signature. Après établissement d'un planning d'interventions initial en début d'année scolaire, un bilan sera réalisé chaque année, la convention sera ensuite renouvelée en fonction des travaux ou des projets.

ARTICLE 5. Dispositions financières

La CoVe prend à sa charge financière la commande de matières premières pour la réalisation des ruches.

Le collège prend à sa charge financièrement tout ce qui relève des élèves, le transport collège/CoVe, l'équipement personnel notamment les équipements de protection individuelle. La CoVe et l'apiculteur fourniront les tenues pour visiter les ruches.

Le collège est assuré pour tout dommage relevant de son activité, du fait intentionnel ou non de ses agents, préposés et de ses élèves.

ARTICLE 6. Modification du contenu de la présente convention

Toute modification substantielle de la présente convention fera l'objet d'un avenant qui devra recueillir l'approbation des parties.

ARTICLE 7. Assurances

Le collège est titulaire d'un contrat de couverture de sa responsabilité civile pour tout dommage susceptible de survenir à l'occasion de son activité, qu'il soit causé par son fait direct, par ses membres, par ses intervenants ou par les élèves accueillis sur le site de la CoVe. Elle en produira un exemplaire à la CoVe.

ARTICLE 8. Dénonciation de la présente convention

La CoVe ou le collège ont la possibilité de dénoncer, par lettre recommandée avec accusé de réception, la présente convention en cas de non respect des clauses ou en cas de circonstances exceptionnelles pouvant impliquer l'interruption du projet mené par le collège F. Raspail. La CoVe ou le collège se réservent le droit de résilier à tout moment et pour tout motif d'intérêt général, sans que le co-contractant ne puisse prétendre à une quelconque indemnité.

Fait en quatre exemplaires originaux

A Carpentras, le

M. Guy REY
Président de la CoVe
Communauté d'agglomération
Ventoux Comtat Venaissin

M. Jean-Pierre AIELLO
Chef d'établissement du collège
François Raspail

**République Française
Département de Vaucluse
Communauté d'agglomération Ventoux Comtat Venaissin**

Extrait du registre des décisions du Président

Décision n° 2018-72

Objet : Déclaration préalable de travaux pour la transformation d'un local électrique en un sanitaire sur la place Terradou.

Le Président de la Communauté d'Agglomération Ventoux Comtat Venaissin,

Vu le code général des collectivités territoriales ;

Vu les statuts de la Communauté d'agglomération Ventoux-Comtat Venaissin, la CoVe, et sa compétence obligatoire en matière de transports de voyageurs sur son périmètre,

Vu la délibération du Conseil de communauté n° 92-18 en date du 19 juillet 2018 portant délégation d'attributions au président, notamment celle de signer les demandes de permis de construire, de déclarations préalables, de permis de démolir, de permis d'aménager et de certificats d'urbanisme portant sur les biens propriété de la Communauté d'agglomération,

Vu l'arrêté n°2018/899 du 12 juillet 2018 portant délégation de signature à Monsieur Laurent Marteau, directeur général des services de la CoVe,

Vu la demande de déclaration préalable pour la transformation d'un local électrique en un sanitaire dédié au personnel de notre délégataire transports sur l'espace Terradou à Carpentras,

Décide

Article 1^{er} : De déposer la demande de déclaration préalable de travaux portant sur la transformation d'un local électrique en sanitaire dédié au personnel du délégataire de transports publics urbains.

Article 2 : Le directeur général des services de la Communauté d'agglomération Ventoux Comtat Venaissin est chargé de l'exécution administrative de la présente décision.

Transmis en Préfecture le : 30 OCT 2018

Publication par affichage le : 04 OCT 2018

Exécutoire le : 04 OCT 2018

Fait à Carpentras, le 25 octobre 2018
Pour le Président et par délégation,
Le directeur général des services,

Laurent Marteau



En application de l'article R.421-1 du Code de la Justice Administrative, la présente délibération peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le Tribunal administratif de Nîmes (16 avenue Feuchères - CS 88010 - 30 941 Nîmes CEDEX 09 - Tél.: 04 66 27 37 00 - Fax: 04 66 36 27 86 - greffe.ta-nîmes@juradm.fr) dans un délai de deux mois à compter de la date de sa publication par voie d'affichage et de sa réception par le représentant de l'Etat.

Extrait du registre des décisions du Président

Décision n° 2018- 73

Objet : cession immobilière aux fins de développement économique : signature de l'acte de vente des parcelles cadastrées section B802 et B962 sur le site de la gare d'Aubignan-Loriol sur la commune de Loriol-du-Comtat

Le Président de la Communauté d'Agglomération Ventoux Comtat Venaissin,

Vu le code général des collectivités territoriales ;

Vu les statuts de la communauté d'agglomération Ventoux Comtat Venaissin,

Vu la délibération du conseil de communauté n°92-18 du 19 juillet 2018 portant délégation d'attributions au président,

Vu la délibération du comité syndical de la Via Venaissia en date du 27 février 2018,

Vu l'avis des Domaines en date du 24 octobre 2017,

Vu l'arrêté n°2018-899 du 12 juillet 2018 portant délégation de signature à Monsieur Laurent Marteau, directeur général des services de la CoVe,

Vu l'arrêté n°2017-68 portant sur la signature d'un bail emphytéotique entre la CoVe et la SARL « L'ancienne gare »,

Considérant les parcelles cadastrées section B802 et B962, toutes deux situées sur la commune de Loriol-du-Comtat, ayant une contenance d'environ trois mille six cent cinquante-cinq mètres carrés (3 655m²) au total,

Considérant que le montant total prévisionnel de l'opération s'élève à huit mille euros (8 000€),

Vu le projet d'acte authentique réitérant les accords, établi par Maître Ruiz-Bernard, notaire à Jonquières.

Décide

Article 1^{er} : De signer l'acte authentique de vente portant sur la cession par le syndicat de la Via Venaissia, des parcelles B802 et B962 d'une contenance totale d'environ 3 655m² sur la commune de Loriol-du-Comtat.

Article 2 : De réaliser cette vente pour un montant total de huit mille euros (8 000€).

Article 3 : De donner tout pouvoir au Président ou à son représentant à effet de signer l'acte authentique de vente.

Article 4 : Le Directeur Général des Services de la Communauté d'Agglomération Ventoux Comtat Venaissin est chargé de l'exécution de la présente décision.

Transmis en Préfecture le : 25 OCT 2018

Publication par affichage le : 25 OCT 2018

Exécutoire le : 25 OCT 2018

Fait à Carpentras, le 25 octobre 2018
Pour le Président et par délégation,
Le directeur général des services,

Laurent Marteau



En application de l'article R.421-1 du Code de la Justice Administrative, la présente délibération peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le Tribunal administratif de Nîmes (16 avenue Feuchères - CS 88010 - 30 941 Nîmes CEDEX 09 - Tél.: 04 66 27 37 00 - Fax: 04 66 36 27 86 - greffe.ta-nimes@juradm.fr) dans un délai de deux mois à compter de la date de sa publication par voie d'affichage et de sa réception par le représentant de l'Etat.

Nomenclature : 3.2.2. Domaine et patrimoine- Aliénations- autres cessions